

PAUL BERTHOUD

**Lettres de New York
1951 – 1955**

**La vie politique américaine et ses incidences à l'ONU
Société et éducation**

Extraits de lettres à mes parents

Table des matières

Avant-Propos	4
A. La vie politique américaine et ses incidences à l'ONU	7
11 avril 1951: <i>Le rappel du Général MacArthur</i>	7
15 avril 1951: <i>L'attente du retour</i>	9
22 avril 1951: <i>Le retour du Général MacArthur</i>	9
27 mai 1951: <i>Peur atomique et préparation à la guerre</i>	10
30 juin 1951: <i>Les négociations sur la Corée – Intensité de l'actualité</i>	11
17 juillet 1951: <i>Intensité des nouvelles - Américanisme - Question raciale (Sud, Cicero)</i>	12
2 mars 1952: <i>La question raciale</i>	15
26 avril 1952: <i>La corruption du milieu politique</i>	15
1er juin 1952: <i>Election présidentielle 1952 - Préparation à la guerre</i>	17
1er juillet 1952: <i>Election présidentielle 1952</i>	18
12 août 1952: <i>Répression syndicale et délit d'opinion au Secrétariat de l'ONU: le cas Robinson</i>	18
6 septembre 1952: <i>Lukin Robinson</i>	24
18 octobre 1952: <i>Tension à l'ONU : la chasse aux "subversifs"</i>	24
4 novembre 1952: <i>Election Day, l'élection présidentielle 1952</i>	25
17 novembre 1952: <i>Retour sur l'élection présidentielle - Les techniques de la chasse aux "rouges" - L'ONU dans la tourmente - L'ombre d'Alger Hiss</i>	27
5 décembre 1952: <i>Le rapport du comité de juristes</i>	36
20 mars 1953: <i>La succession du Secrétaire général</i>	36
15 avril 1953: <i>Le nouveau Secrétaire Général - Le climat politique</i>	37
26 mai 1953: <i>Le climat politique, ses conséquences à l'ONU L'appel des Rosenberg</i>	38
18 juin 1953: <i>Situation difficile en Corée - Vers la fin pour les Rosenberg</i> ..	42
11 octobre 1953: <i>La Suisse en Corée - Trieste</i>	42
30 octobre 1953: <i>La situation en Corée - Elections à la mairie de New York</i>	43
24 novembre 1953: <i>L'affaire Dexter White</i>	44
4 décembre 1953: <i>L'affaire Dexter White (suite)</i>	49
19 janvier 1954: <i>La situation économique - Ses incidences politiques - McCarthy à l'œuvre - La lutte contre la ségrégation raciale</i>	50
18 mars 1954: <i>La confrontation entre l'armée et McCarthy</i>	53
23 mai 1954: <i>L'empoignade Armée-McCarthy - Murrow en mire - L'affaire Oppenheimer - Indochine et Corée</i>	54
13 mai 1954: <i>Armée - McCarthy (suite) - La Conférence de Genève</i>	59
23 juin 1954: <i>L'intervention américaine au Guatemala</i>	59
14 juillet 1954: <i>La Suisse en vedette - Les indemnités dues aux personnes "vidées" - Politique étrangère américaine : Amérique latine, Chine - Sort du siège de la Chine à l'ONU</i>	60

24 novembre 1954: <i>Mendès-France à l'ONU - Décès de Vichinsky</i>	66
21 janvier 1955: <i>Le rôle de la presse en politique</i>	68
19 avril 1955: <i>La Conférence de Bandung - Le décès d'Einstein - La situation chinoise</i>	69
B. Société et Education	72
2 mars 1952: <i>Petite enfance et éducation</i>	72
15 avril 1952: <i>Pâques et l'économie</i>	74
25 mai 1953: <i>Culture, éducation, matérialisme</i>	74
15 juin 1954: <i>La famille au contact des média</i>	77
14 juillet 1954: <i>Retour sur l'éducation</i>	78
19 avril 1955: <i>Le vaccin Salk</i>	79

Avant-Propos

Passant en revue les papiers de la maison de Châtelaine en 1975 après le décès de ma mère, je suis tombé sur deux classeurs dont j'ignorais jusque là l'existence. Il s'agissait des lettres, la plupart écrites à la machine, que nous avions envoyées, moi-même et à l'occasion Marg, à mes parents durant notre séjour à New York entre 1951 et 1955.

Comme on peut s'y attendre, l'essentiel de cette correspondance traite de questions de nature personnelle. Les enfants, les arrangements de notre vie matérielle, ma vie professionnelle, nos loisirs, en forment le fil conducteur. Je me suis cependant aussi parfois aventuré à entretenir mes parents de la vie politique du pays que nous découvriions et de l'Organisation dans laquelle je travaillais. Ouvrant ces dossiers pour la première fois en 2008, il m'est apparu que ces observations pouvaient présenter quelque intérêt historique. Parsemées qu'elles étaient dans une correspondance essentiellement personnelle et familiale, j'ai tenté de les grouper dans ce qui est devenu le présent document.

L'irrégularité dans la séquence des dates des lettres citées ne reflète nullement un laxisme dans la correspondance que j'ai entretenue avec mes parents. C'est simplement que je n'ai qu'occasionnellement quitté dans cette correspondance le terrain familial et professionnel pour parler du milieu dont nous faisons la découverte et des problèmes généraux de l'ONU. En 1953, en outre, un congé en Suisse avec ma famille a été l'occasion d'un face à face qui m'a permis de suspendre pendant plusieurs mois toute relation épistolaire avec mes parents.

Du point de vue historique, les remarques spontanées que j'ai pu formuler au début des années 1950 permettront peut-être de confirmer en général la pérennité des mœurs politiques américaines. Elles donneront

également une vision inédite du phénomène politico-social inquiétant que fut à l'époque le McCarthysme, et en particulier de la mesure dans laquelle ce mouvement totalitariste aberrant a affecté l'Organisation des Nations Unies.

Ces extraits de lettres sont reproduits strictement dans leur teneur originale, sans aucune correction de forme ou de substance. On y notera en conséquence des erreurs de syntaxe ou de vocabulaire, des inconsistances dans la ponctuation ou l'usage de majuscules, et des lourdeurs de style. Aussi difficile que ce soit, c'est donc dans une attitude de tolérance qu'il faudra se pencher sur ces textes. Au moment de sourire, de se moquer ou de s'indigner, il faudra se rappeler qu'ils ont été rédigés il y a plus d'un demi-siècle. Quant à leur présentation, qu'on sache qu'ils ont été couchés sur papier avion léger et ont dû être scannés par OCR (optical character recognition), nécessitant un travail de mise au point long et minutieux. Le lecteur excusera telle ou telle erreur subsistant en conséquence dans le document.

Le lecteur sera probablement surpris et peut-être choqué de la violence de certains propos que je tiens en informant mes parents de mes observations et en partageant avec eux le jugement que je porte sur les faits, les situations ou les événements que je décris. Il serait facile d'attribuer cette virulence à la légendaire spontanéité de la jeunesse. Quant à la pensée politique que cette correspondance peut révéler, je rappellerai seulement que les circonstances individuelles de la vie de chacun tendent à orienter son idéologie. Ma jeunesse a été fortement influencée par le contexte historique dans lequel j'ai vécu. Le temps des passions des années 30 et la guerre d'Espagne, la guerre mondiale, puis la guerre froide, ont nourri en moi un fort sentiment antifasciste et un intérêt marqué à voir se poursuivre l'expérience d'une alternative à la société libérale dans laquelle j'avais grandi. Ma passion pour les Nations Unies a été grandement stimulée par l'idée que je trouverais dans l'ONU un milieu ouvert au monde dans son ensemble et libéré des préjugés politiques dont était affecté l'Occident. J'ai décrit ailleurs (1) le choc et la grande déception que j'ai ressentis à cet égard lors de mon arrivée à New York au sein du Secrétariat de l'ONU, sans que cela n'altère en rien mon enthousiasme à servir les Nations Unies durant toute une carrière. Je me dois seulement de dire que les bouleversements majeurs que le monde a vécus au cours du dernier demi-siècle n'ont guère altéré le jugement et les sentiments reflétés dans mes outrances d'alors et dans la pensée qui soutient l'ensemble des positions évoquées dans cette correspondance.

Au delà de mes observations concernant la vie politique, mes lettres ont parfois abordé des sujets touchant à l'orientation et à la pensée de la société américaine avec laquelle nous étions en contact. Ayant avec nous nos trois enfants, il était naturel que les problèmes d'éducation y figurent en bonne place. J'ai réuni dans une partie finale de la présente compilation les extraits de lettres qui m'ont paru à cet égard les plus significatifs.

En commençant cette compilation, je pensais regrouper ces extraits dans des chapitres spécifiques. Les sujets étant le plus souvent étroitement imbriqués, je me suis résolu à faire une présentation strictement chronologique, avec pour chaque texte un bref énoncé des sujets principaux traités. La somme de ces énoncés présentée ci-après offre une vue synoptique du document sans avoir la prétention d'être une table des matières proprement structurée.

Paul Berthoud
Décembre 2008

(1) In Professional Life Narrative, Section 11, The shadow of McCarthyism

A. La vie politique américaine et ses incidences à l'ONU

11 avril 1951: *Le rappel du Général MacArthur*

Je vous écris ce soir dans l'atmosphère fiévreuse des événements importants qui se déroulent ici. La tension et la curiosité ont monté régulièrement ces derniers jours au sujet du commandement d'Extrême-Orient, et j'ai encore écouté les nouvelles jusqu'à 23 heures hier soir pour savoir s'il se passait quelque chose. Mais rien. Ce matin, levé comme d'habitude, je suis allé prendre mon métro à 8 heures 20, et les premières pages des journaux m'ont crevé les yeux. Des titres énormes, en lettres de 10 à 12 centimètres de haut, prenant toute la page: "MAC IS OUT", "MACARTHUR FIRED BY TRUMAN" (MacArthur balancé par Truman, en bon jargon américain), etc. Ces énormes pâtés noirs en première page se sont succédés pendant la journée. Tout à l'heure, à 22 heures 30, Truman s'adressera à la nation, et nous allons l'écouter naturellement. La presse de ce soir (je suis rentré à la maison avec trois journaux du soir) est plutôt tendue; les positions sont prises violemment de part et d'autre, et la crise ne semble que commencer sur le plan intérieur. En revanche, les échos que l'on a de l'étranger révèlent une presque unanimité favorable à la décision présidentielle, Ce qui est le cas également dans les milieux des Nations Unies semble-t-il. Mais pour Truman, c'est naturellement ici que la bataille doit être gagnée. Même si l'on fait la part de la sensation qu'on trouve toujours dans les journaux, la situation paraît politiquement sérieuse.. Nous avons été étonnés de la violence de la réaction, qui est une chose vraiment surprenante. Il semble que la figure de Mac Arthur a dans une partie assez importante de la population un prestige extraordinaire. Comme nous le disait ce matin Galway, notre collègue américain à la Section, il y a réellement une légende qui s'est formée autour de ce personnage dramatique. Ses batailles dans le Pacifique ont créé une épopée et il s'agit parfois d'une véritable idolâtrie, semble-t-il (le terme se trouve ce soir dans la presse démocrate trumaniste). Evidemment, cette dévotion sentimentale à un seul homme est plutôt suspecte pour beaucoup d'autres citoyens, et les remarques qu'ils font montrent qu'ils pensent probablement d'une manière précise aux dangers d'un pouvoir militaire négligeant et se moquent du civil. En tous cas, l'abcès est percé, et on ne se fait pas faute d'écrire ce soir ses vérités à chacun. Déjà des caricatures montrent un tout petit Truman en capitaine, dépassant un peu la hauteur du pied de MacArthur, tentant de donner des ordres à un homme vingt fois plus grand que lui. On parle de faute suprême. On demande s'il ne vaudrait pas mieux se retirer de Corée tout à fait, puisqu'on a quand même fait massacrer les soldats américains inutilement.

Jeudi le 12. J'ai interrompu ma lettre hier soir pour écouter les nouvelles, puis Truman, et il était bien tard. Je continue donc maintenant, après le souper, et j'espère bien arriver au bout cette fois. Je vous parlais naturellement de

MacArthur, et cela reste le sujet qui efface tous les autres ici. Un vrai bouleversement national. Je pense que vos journaux en donnent l'écho, mais on vit ici véritablement des heures de violence verbale extraordinaire, et il semble bien que ce soit une des crises politiques les plus graves que ce pays ait traversé depuis fort longtemps. Tout cela laisse rêveur, et il faut bien une solide tradition de démocratie pour ne pas aller tout droit à la catastrophe fasciste dans un pays, quand on en est à lire des choses comme celles-là dans les journaux (je traduis quelques lignes d'un journal de droite de midi, réputé il est vrai pour sa virulence): "L'opinion publique américaine a été violemment outragée par l'ordre du Président Truman destituant le Général MacArthur de son commandement dans le Pacifique. L'opinion publique américaine peut et doit forcer le retrait immédiat et total de cet ordre honteux, qui frappe et discrédite tout notre peuple, notre Gouvernement et avant tout le Président lui-même. Le Président fait violemment et de son mieux pour détruire le Général MacArthur qui n'était pas d'accord avec lui et qui par ce fait l'a offensé gravement. Mais M. Truman n'a réussi qu'à détruire le dernier vestige de respect que des millions d'Américains avaient conservé pour lui en raison de la haute fonction qu'il occupe en tant que représentant du peuple. Le Général MacArthur est trop fortement ancré dans les cœurs du peuple américain et dans l'histoire de ce pays, à laquelle il a apporté de si nombreux monumentaux actes de brillant service, pour qu'il puisse être détruit par la vindicte d'un homme irresponsable, même si cet homme est le Président des Etats-Unis." En éditorial en première page, ce n'est pas mal ! Les trumanistes sont plus calmes, mais non moins fermes semble-t-il. En tous cas, cela promet de beaux jours à Washington au Congrès, pour ne pas parler de ce que sera le retour de Mac, que certains appellent à grands cris. On verra. Cela m'a permis d'ailleurs d'observer certaines coutumes américaines dans ce domaine, que l'on ne connaît pas chez nous. Ainsi, les journaux font une place immense à l'opinion de l'homme de la rue, en donnant naturellement plus de poids à la tendance qu'ils défendent. On va dans la rue, on interview les gens, souvent on les photographie. Et on trouvait depuis hier matin, et surtout aujourd'hui, des colonnes entières des journaux où on dit que M. X, telle profession, habitant telle rue tel numéro, dans tel quartier de la ville, a déclaré ceci en se rendant à son travail ou à telle autre occasion. Et souvent la photographie de l'intéressé accompagne la déclaration. Ainsi, le chauffeur de taxi, l'employé de banque, le mécanicien, donnent leur opinion. Combien sont interrogés pour que le choix donne la tendance voulue par le journal, cela on ne le dit naturellement pas. Mais cet étalage de noms et d'adresses est vraiment quelque chose de frappant pour nous. Autre détail : les gens qui ne sont pas contents ne se contentent pas de le dire, ils le télégraphient au Président. Ainsi, cela a été une avalanche de messages vers Washington hier, des rouspéteurs naturellement, plus que des autres. De même, les gens téléphonent à leur journal pour crier leur indignation et prient la rédaction de se faire l'écho de leur mécontentement. Les rédactions ont été assaillies toute la journée hier, et cela

continue aujourd'hui. On voit aussi dans les journaux des appels tels que ceux-ci : "Si vous n'êtes pas contents, dites-le à votre représentant à la Chambre". Et suit la liste des adresses de tous les "conseillers nationaux" d'ici, c'est à dire des représentants à la Chambre, qui ont ainsi l'avis de leurs électeurs. Bref, une atmosphère assez différente des grands débats politiques de chez nous. Mais il est vrai que le débat est grave. Vous avez déjà je pense lu le discours de Truman, qui n'a pas du tout apporté d'apaisement ce matin comme on aurait pu l'espérer, au contraire semble-t-il. Mais encore une fois, personne ne songe un instant que cela pourrait quitter le terrain de la discussion acharnée pour se transformer en un "débat" dans la rue. Il n'en irait pas de même, je pense, en Amérique du Sud ou même en France ou en Italie, et c'est peut-être ce qu'il y a de plus frappant dans tout ce remue-ménage. L'impression s'est confirmée aujourd'hui que le monde entier jubile à la nouvelle du renvoi de Mac, à part nationalistes chinois, philippins et quelques égarés de ci et de là. Le prix de l'or est tombé de dix pour-cent à Hongkong, les "chances" de guerre ayant diminué. Tout cela devra bien se calmer ici aussi à la longue, mais on ne peut s'empêcher de constater combien les américains tiennent peu compte des réactions de l'extérieur. Le débat s'est institué entre trumanistes et républicains sur le cas de Mac sans même que les partisans de l'une ou de l'autre thèse se réfèrent à l'étranger : Truman pour dire qu'il n'est après tout pas seul et pas maître de la guerre de Corée, qui est la guerre des Nations Unies, et les autres pour demander une séparation d'avec la politique des autres alliés. Tout au plus parle-t-on dans certains canards de l'influence pernicieuse des socialistes anglais "qui ont décidé de soumettre l'Asie au contrôle de Moscou" (sic). Mais en voilà assez sur ce sujet, qui sera déjà de la vieille histoire quand cette lettre vous parviendra. Mais le débat domine tellement toute l'atmosphère ici que je voulais vous en parler. Je ne me rends pas compte si cela est considéré comme important en Europe et en Suisse.

15 avril 1951: *L'attente du retour*

Voici finie cette semaine historique ! L'atmosphère est provisoirement un peu plus calme ici, bien que les journaux continuent à s'agiter sérieusement. Mais toute l'attention se concentre déjà sur mercredi ou jeudi, lorsque MacArthur arrivera à New York. Ses partisans lui préparent une ovation à tout casser.

22 avril 1951: *Le retour du Général MacArthur*

En annexe une photo de vendredi, typique du MacArthur Day a New York. Invraisemblable ! Le général est arrivé jeudi soir à Idlewild, et il a passé le Queens Boulevard, à vingt minutes à pied de chez nous. Aussi sommes-nous allés le voir. Il a passé, en auto découverte, vers 22 heures 30. Le lendemain, parade en ville. Atmosphère de kermesse dès le matin tôt. Depuis dix heures, l'air était plein de morceaux de papier voltigeants, qui venaient du centre de la

ville poussés par le vent et qui entouraient le Secrétariat. Car c'est une grande tradition ici : on accueille les grands personnages en jetant des morceaux de papier de toutes les fenêtres des gratte-ciel. Les annuaires téléphoniques, les vieux brouillons, sont précieusement conservés, et déversés feuille par feuille dans les rues au grand jour. Et vendredi fut un grand jour. La photo vous montre ce que ça donne ! Les arbres étaient pleins de serpentins immenses (souvent des rouleaux de papier de WC) et les rues blanches. Sept millions cinq cent mille personnes dans les rues pour acclamer Mac, d'après les estimations officielles. Un record jamais atteint. Je me suis rendu en ville avec Galway, et nous sommes allés manger dans un restaurant où il y a la télévision, et que nous avons pu suivre la cérémonie à l'écran. Lorsque nous avons vu le général monter dans son auto, nous nous sommes dirigés également vers la cinquième avenue, et je l'ai vu passer à nouveau, dans un enthousiasme indescriptible, dont les journaux auront probablement parlé en Suisse. Toutes les passions politiques paraissaient d'ailleurs évanouies ce jour-là, pour laisser place à une grande fête pour le grand général qui s'est bien battu pour sa patrie. Mais ce n'était qu'une accalmie entre deux orages. En effet, quel match ! Le jeudi, la « *joint address* » au Congrès fut un événement mémorable. Là aussi, j'étais allé croquer un sandwich dans un bistrot ayant la télévision. Salle comble, gens debout au comptoir et entassés devant l'appareil. Le public se joignait aux membres du Congrès et applaudissait parfois, tandis que d'autres restaient froids et muets.. Les journaux sont à peine moins excités que la semaine dernière, mais on s'y habitue. C'est curieux. Et après l'accalmie de vendredi, "fête nationale", cela a repris de plus belle hier et cela continue. Bref, nous vous tiendrons au courant du suivi "vu de la rue".

27 mai 1951: *Peur atomique et préparation à la guerre*

Pour notre première sortie motorisée, nous sommes partis en direction de Long Island. Nous avons passé tout d'abord à Lake Success, pour voir notre ancien secrétariat, par intérêt "historique". Avez-vous aussi lu dans les journaux en Suisse que tout est terminé là-bas pour les Nations Unies ? En effet, les derniers bureaux ont été fermés vendredi et Lake Success est redevenu un faubourg vert et tranquille de New York... avec une usine d'armement qui marche à fond. En fait, les Nations Unies ont dû quitter les lieux plus vite que prévu initialement car l'usine qu'elles occupaient a dû réoccuper les locaux pour faire face à son programme de "mobilisation". A propos mobilisation, d'ailleurs, la région de New York a réintroduit, hier pour la première fois, l'essai hebdomadaire des sirènes d'alarme aérienne. C'est exactement la combine du samedi à treize heures chez nous avant la guerre. Le samedi à midi est choisi ici comme date, et nous étions dans je ne sais quel bled hier à midi quand nous avons été surpris par les modulations. Pour l'alarme, même truc que chez nous, trois minutes modulées. Pour la fin d'alerte, en revanche, c'est différent. C'est ici trois fois un son continu de une minute, séparé par des intervalles de deux minutes. Les journaux

d'aujourd'hui disent que l'expérience a été bonne, encore qu'on ait paraît-il remarqué des "places mortes" où on n'a pas entendu grand chose. Tout cela va être amélioré et mis au point progressivement et avec beaucoup de sérieux. C'est révélateur de l'atmosphère qui règne par ici. Autre exempte, la radio consacre toutes les semaines des chroniques intitulées "Plans pour survivre" à la protection contre la guerre atomique. On explique aux gens comment ils peuvent construire un abri chez eux, chacun pour soi, dans les quartiers où il n'y a pas d'abris communs, et on le fait. Souvent les gens se renseignent, posent des questions, etc., à ce sujet. Le rôle attribué ici à la bombe atomique est considérable, c'est une des choses qui m'ont le plus frappé en arrivant et depuis lors. Je crois ne pas déformer la pensée générale des gens en Europe en disant que du jour où nous avons su que les Russes possédaient aussi la bombe, nous nous sommes dit : un à un, et nous y avons vu sinon un élément de stabilité, au moins un élément d'équilibre. Rien de pareil ici, semble-t-il. Un tas de gens sont persuadés que le danger de guerre a terriblement augmenté depuis que les Russes ont la bombe. Ils croient que lorsque les Soviétiques se sentiront assez forts, ce sera la bagarre. D'où l'effort considérable de leur plan de mobilisation pour que jamais les autres ne se sentent suffisamment forts. C'est au fond une appréciation purement matérielle et numérique de l'ensemble de la situation mondiale, qui manque singulièrement de nuances et de distinctions tactiques et psychologiques.

30 juin 1951: *Les négociations sur la Corée – Intensité de l'actualité*

L'atmosphère ici, sans n'être en rien comparable dans son échauffement à celle des jours du renvoi de Mac Arthur, y est néanmoins de nouveau tendue vers les événements d'Extrême-Orient. Heure après heure, toute la journée, nous avons attendu des nouvelles de Corée, afin de savoir si on pouvait espérer avoir des négociations d'armistice. Les postes de radio de la région de New York diffusent les dernières nouvelles toutes les heures, de 7 heures du matin à minuit, les uns sur l'heure et les autres à la demie. De sorte qu'on peut être en fait tenu constamment au courant de ce qui se passe. Depuis 9 heures ce matin, c'est l'attente en vain, avec les commentaires sur l'optimisme des uns et le pessimisme des autres. On ne sait pas trop ce qui va en sortir. Le discours de Malik, dont les premiers échos nous sont parvenus samedi dernier en fin d'après-midi au Berkshire en plein milieu de notre conférence, a évidemment fait l'effet d'une bombe ici, avec toutes sortes de répercussions, y compris les perturbations des cours de bourse et l'affaiblissement des prix sur certains marchés importants : blé, coton, etc. La rentrée illico du grand patron d'Oslo où il venait d'arriver pour ses vacances a été en général appréciée, bien que les Nations Unies ne soient pas pour l'instant sur l'avant-scène du drame. La presse est ici très partagée comme à l'ordinaire, en général plutôt méfiante ou même hostile à un compromis, à part quelques exceptions. Mais toute l'affaire semble pas trop mal

emmanchée, encore qu'on puisse discuter sur les termes de l'offre de Ridgway, et il est permis d'avoir de l'espoir. Le baromètre remonte aussi un peu ici en ce qui concerne l'Iran, depuis avant-hier, mais on continue d'être assez inquiet, et tout le monde reste impressionné par la déclaration d'Acheson il y a une dizaine de jours, selon laquelle on s'achemine lentement mais sûrement vers la catastrophe. Pour le reste, la trop fameuse enquête sur la politique extrême-orientale de l'administration Truman a enfin pris fin, après s'être sensiblement décolorée au cours des dernières semaines. Tout le monde semble ici se préoccuper déjà fort des élections présidentielles de novembre 1952, et bien que j'ai toujours eu de la peine à le croire en Europe, je commence à me demander s'il n'y a pas une grande part de vérité dans l'opinion commune selon laquelle les Etats-Unis sont gouvernés réellement pendant deux ans sur quatre, les deux qui suivent l'élection, les deux autres années étant complètement dominées par la préparation des élections suivantes. En tout cas, il est vraiment stupéfiant de voir à quel point cette question de la présidence dans dix-sept mois préoccupe déjà tout le monde, et influence les décisions prises. Le grand point d'interrogation est naturellement Truman. Sera-t-il candidat ? Ces derniers temps, la presse est plutôt encline à penser que oui. C'est très difficile à dire, et dépendra naturellement du candidat des républicains... et de la possibilité pour les démocrates de présenter Eisenhower comme candidat, évidemment. Tout cela n'est pas encore clair. Pour en finir avec l'actualité, la journée d'attente au sujet de l'armistice en Corée a été doublée d'une autre attente, sur une question mineure mais qui ne manque pas de dramatique, lorsqu'on la suit d'heure en heure : un avion de ligne San Francisco - Chicago est porté manquant depuis le petit jour ce matin, avec 45 passagers et 5 hommes d'équipage à bord. D'heure en heure, la radio rapporte le résultat - négatif jusqu'ici du reste - des recherches effectuées dans le Colorado, où l'appareil a dû faire un atterrissage forcé ou plus probablement s'est écrasé. Ce système de nouvelles pour ainsi dire continues par la radio dramatise naturellement de tels événements d'une manière extraordinaire, et on finit par les vivre intensément. Il y a là peut-être un trait caractéristique de l'information de l'opinion publique dans ce pays.

**17 juillet 1951: *Intensité des nouvelles - Américanisme - Question raciale*
(Sud, Cicero)**

Il fait très chaud et humide, et nous sommes fatigués, C'est peut-être cette fatigue physique qui déteint sur l'autre, je ne sais pas, mais nous sommes fatigués aussi des événements. Cela vient probablement de la manière américaine de faire vivre si intensément tous les événements. On finit tout naturellement par en être saturé. Les négociations coréennes traînaient lamentablement, avec le chahut que vous pouvez imaginer autour de la rupture de la semaine dernière. L'atmosphère est du reste grisaille : personne n'ose y croire dans la presse, tout le monde est plein de réticence par peur de passer pour

un "rouge", dans un pays où l'on n'ose plus se déclarer en faveur de la paix sans être soupçonné d'*un-american activity*. Une trouvaille invraisemblable qui serait grotesque si tant de gens bien placés ne la prenaient pas au sérieux ; ou au contraire, hostilité ouverte dans la presse maccarthuriste, où on est jusqu'au boutiste et où on prêche encore l'extension du conflit "pour en finir". Le tout assaisonné de "leadership américain" à en avoir des haut-le-cœur. Je n'exagère rien. Ce matin même, dans le New York Times, qui est le plus sérieux des journaux d'ici, on voyait la photographie de deux Grecs qui, immigrant aux Etats-Unis, avaient demandé à être débarqués à la statue de la liberté avant d'entrer dans le port, et étaient photographiés "baisant les marches de la statue de la liberté au seuil d'une nouvelle vie". Tel quel ! Ce qui fait que quelques centaines de mille américains, ce matin, ont été tout simplement renforcés dans tous les complexes de supériorité qu'ils ont et dans leur croyance en le fameux "rôle dirigeant" des Etats-Unis dans le monde libre. Et ils croient, et nous le ressortent. Dans le même temps, voir dans les mêmes journaux, quelques pages plus loin, la chronique des faits divers. Deux, récents l'un et l'autre, méritent d'être rapprochés. C'est dans le Sud, dans deux Etats différents. Mlle X, 31 ans, témoigne en justice qu'elle a été violée et battue à en devenir inconsciente par M. A., 27 ans. Mlle Y, 18 ans, déclare que M.B., 42 ans, ne s'est pas approché d'elle et ne l'a pas touchée, certes, mais l'a regardée d'une manière affreusement louche à une distance de 75 pieds (20 mètres environ). M. A. est acquitté par le tribunal. M. B. est condamné par le tribunal de l'autre Etat à 1 à 2 ans de prison (sentence relativement indéterminée pour "*tentative assault on a female*"). Ce n'est pas même la peine que je traduise, vous comprenez le sens. C'est l'odieux jeu de devinette : quelle est la couleur des personnages. Le tout rigoureusement authentique, je vous en donne ma parole. J'ai lu moi-même les communiqués y relatifs dans la presse, à quelques jours de distance. A peine besoin de le dire; Mlle X., et M. B., sont noirs, Mlle Y., M. A. et les membres du tribunal sont blancs. C'est, en moins grave car on n'a tué personne cette fois-ci, de nouveau le principe de l'affaire McGee, qui a fait bien du bruit jusqu'en Europe il y a quelques mois et dont vous avez probablement entendu parler! D'ailleurs, il ne semble plus qu'il y ait besoin d'aller jusque dans le Sud pour voir des choses de ce genre, dans le vent de folie actuel. L'affaire de l'émeute de Cicero a-t-elle eu un écho dans la presse suisse ces derniers jours ? Cicero est un faubourg de Chicago, donc bel et bien le Nord progressif et éclairé. Un noir, chauffeur de bus, vétéran de guerre, marié, deux enfants, loue un appartement dans un nouvel immeuble construit dans le quartier, qui compte septante mille habitants, tous blancs. Trois jours d'émeute, l'appartement du noir, qui a eu le temps de se sauver, mis à sac complètement, ainsi que le reste de la maison; cent mille dollars de dégâts. La police locale faible à intervenir, soupçonnée sympathique aux manifestants, il a fallu 450 membres de la garde nationale pour rétablir l'ordre. Et cela a de la peine à se calmer. La presse de ce soir rapporte que certains des nombreux manifestants arrêtés ont été menés devant le tribunal ce

matin. Les copains étaient là et ont continué leurs manifestations : Cicero restera blanc ! En l'affaire, les autorités de l'Etat (Illinois) paraissent très fermes, ainsi que le Gouvernement fédéral, qui prendra peut-être la chose en mains devant une cour fédérale pour fait d'émeute. Mais la mentalité subsiste tristement. Les gens d'ici ont un slogan qu'ils aiment beaucoup et répètent en toute occasion à propos des faits de leur vie quotidienne, et je trouve en effet qu'il s'applique à tout cela : "*American Democracy at Work*" (La démocratie américaine en action). *Well*, je dois m'empresseur d'ajouter pour être juste, puisque je me suis laissé entraîner à aborder ce soir ce sujet épineux, que dans l'ensemble on ne sent pas de problème racial à New York. Oh, on voit bien dans le métro des femmes qui préfèrent rester debout plutôt que s'asseoir à côté d'un noir, mais c'est extrêmement rare, et on voit aussi (je l'ai vu une fois tout au moins de mes propres yeux) une femme blanche jeune se lever pour une vieille femme "*colored*". Dans l'ensemble, on se côtoie sans la moindre sensation de friction, d'hostilité ou de mépris, et à cet égard, tout New York est bien l'image d'un problème résolu. Tout au moins en est-il pour les gens de notre milieu. Il paraît que les endroits sélects sont strictement "*restricted*", ce qui ne signifie pas de "*colored people*", même à New York City. Mais nous ne sommes pas amateur de ces clubs et boîtes de nuit, et cela ne nous gêne pas. Dans les parcs publics où la foule se rend le dimanche, c'est variable. Jusque récemment, nous avions l'impression que les noirs en restaient éloignés, et c'est semble-t-il le cas des parcs de Long Island. Mais il y a dix jours nous en avons vus dans un parc près de la banlieue où nous sommes allés le samedi après-midi, et surtout ce dernier dimanche, nous sommes allés dans un parc le long de l'Hudson, directement au Nord de New York à environ 60 kilomètres, et réellement un bon quart des gens, en tout cas dans le coin où nous étions, étaient des noirs. Cela s'explique, je pense, en partie du fait que Harlem, le fameux quartier noir de Manhattan, est plutôt au Nord, et que ses habitants vont tout naturellement plutôt dans cette direction. Je dois dire que cette atmosphère nous a franchement fait du bien, venant en même temps que les nouvelles de Cicero. J'avoue que je n'avais pas l'intention de vous parler ce soir de tout cela, mais simplement de l'atmosphère fatiguée dans laquelle nous nous mouvons. Mais tout cela y contribue, et c'est sorti juste comme ça bout en moi. Ce n'est peut-être qu'une passe dans l'adaptation, mais le fait est que cette excitation et cette suremphase et surenchère continuelles "cassent les pieds" sérieusement, comme on dit chez nous. Car je suis loin de vous parler de tout, naturellement. Il faudrait consacrer un chapitre à la chasse aux communistes, et je ne m'y engagerai pas maintenant. C'est vraiment à se taper la tête contre les murs. Je pense que les journaux en Europe s'en font l'écho, d'ailleurs, surtout ces jours où on accorde et révoque des cautions à qui mieux mieux. Et c'est sans ironie que j'ajouterai : au demeurant, les meilleurs des hommes. En effet, ce pays est vraiment celui de gens charmants, aimables, aux qualités multiples. Il faut bien le reconnaître même quand ils nous énervent ! Pour compléter le tableau, que dit-on chez vous de

la visite de Sherman à Franco ? *L'American Democracy at Work*, n'est-ce pas ! Mais évidemment, les Européens ne réalisent pas encore que dans ce pays-ci, être anti-franquiste est déjà en soi suspect de sympathie communiste, et partant intéresse les *Un-american activities*. Comme on a l'honneur de vous le dire.

2 mars 1952: *La question raciale*

Pour répondre à votre question : en ce qui concerne les noirs, il est probablement assez exact de dire que le Gouvernement américain (fédéral) met les noirs et les blancs sur le même pied. Ils y veillent même passablement dans la mesure de leurs moyens, et ils n'hésitent pas à pousser des noirs. Voir par exemple Bunche, le médiateur en Palestine après Bernadotte, qui est maintenant directeur principal du département de tutelle chez nous. Il n'aurait évidemment pas fait carrière d'une telle manière, même aux Nations Unies, sans l'appui de son Gouvernement. Mais il y a à part cela les Gouvernements et surtout peut-être les tribunaux des divers Etats, et par-dessus avant tout une mentalité qui est profondément enracinée. A Memphis, dans le Sud, on a interdit il y a quelques années un film comme contraire aux mœurs parce qu'on y voyait des enfants blancs y jouer avec des enfants noirs.. Tant que de telles choses se savent et se lisent dans les journaux sans choquer le monde, il reste encore bien à faire ! Mais je ne veux pas recommencer ce soir sur ce sujet. J'y reviendrai à l'occasion, d'une manière plus cohérente.

26 avril 1952: *La corruption du milieu politique*

Vous aurez peut-être vu l'explication donnée dans la *Weltwoche* il y a quelques semaines de la manière dont se fait l'élection présidentielle américaine. C'était un article sur une page entière, les explications données semblent bien documentées, et disent mieux que je n'aurais pu le faire l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur cette machine électorale des deux grands partis aux Etats-Unis. Si vous ne l'avez pas lu, je vous recommande vivement de le reprendre. Il se trouve dans le numéro du 4 avril 1952, page 9. Sans donner trop de détails, cela dit bien l'essentiel : le choix des candidats à la présidence est le triomphe de la combine. Ce que l'article ne dit pas clairement mais qui va de soi, c'est que ces politiciens ne sont naturellement pas des puristes, idéalistes qui font de la politique pour l'art de la politique. Ils sont naturellement les interprètes, les agents – ou les adversaires - de puissances économiques énormes, qu'ils protègent, favorisent ou tentent de saboter. C'est la lutte âpre et serrée de la jungle, où le vainqueur retire des avantages énormes : nomination de collecteurs d'impôts fédéraux qui sauront fermer les yeux au bon moment sur certaines affaires, contrats conclus par l'Etat avec telle compagnie plutôt qu'avec telle autre, avec pots de vin à tous les intéressés, et le tout à l'avenant. La situation aux Etats-Unis à cet égard laisse rêveur tout européen, je vous assure. La corruption dans le gouvernement

dépasse tout ce que le critique le plus sévère aurait imaginé. Ce phénomène est doublé de l'aspect particulier de la majorité de la criminalité ici, qui prend la forme du "crime organisé". Professionnellement, je suis amené à voir certains documents relatifs à cette question qui sont vraiment époustouflants. Crime organisé et politique sont en tout cas étroitement liés, surtout à l'échelon local, d'une manière qui ferait dresser sur la tête les cheveux de tout citoyen de chez nous ou même de n'importe quel pays d'Europe. Je tâcherai quelque jour de vous donner quelques exemples à ce sujet, qu'on peut facilement emprunter aux documents officiels, rapports de commissions d'enquête, etc. Je vous assure que c'est édifiant. Même sans relation avec le crime organisé, la corruption et la combine sont déjà étonnants. Je pense que les journaux auront parlé en Suisse de l'affaire MacGrath, *Attorney General*, ce qui ici correspond à Ministre de la Justice, et de Newbold Morris. L'administration Truman est l'objet de constantes attaques de la part des républicains au sujet de la corruption dans le gouvernement. Aussi Truman eut-il voulu faire quelque chose, en cette année d'élection, pour pacifier le public qui râle. Il a essayé de désigner pour cette tâche un juge de New York, qui a renoncé. Puis il a nommé Newbold Morris, un avocat de New York, avec mission d'enquêter sur la corruption dans le gouvernement fédéral. Morris a préparé un questionnaire qu'il a adressé à toute une série de hauts fonctionnaires au sujet de leur revenu et de leur fortune. Il l'a également adressé au Ministre de la Justice, dont on a dit au parlement que n'ayant pas ou peu de fortune lorsqu'il est devenu ministre, il est devenu multi-millionnaire (en dollars) en dix ans. Or, le salaire d'un tel poste permet de vivre bien et peut-être de mettre quelques milliers de dollars de côté par année, mais certainement pas beaucoup de milliers. Cette accusation a donc été faite publiquement, largement reproduite dans les journaux, et est connue de chacun. Mais que s'est-il passé ? McGrath a déclaré que le questionnaire de Morris représentait une ingérence intolérable dans la vie privée des citoyens, et il a carrément refusé d'y répondre. Finalement, Morris et McGrath ont "sauté" les deux, le même jour, mais il n'est absolument pas question de se demander même comment on peut devenir multi-millionnaire en étant Ministre de la Justice. L'affaire est enterrée et bien enterrée. Qui plus est, Truman a décidé de ne nommer personne pour succéder à Morris. C'est donc toute la lutte contre la corruption qui est oubliée. Et bien franchement, est-il un seul pays d'Europe où on pourrait faire au parlement une telle accusation sans que la question ne soit examinée à fond ? Même en France, où on parle souvent de corruption, la chose me paraîtrait inconcevable. Ici personne ne se choque, personne ne hurle au scandale. McGrath a quitté son poste ? Bon, il n'a pas été assez malin jusqu'au bout. Quant à savoir ce qu'il a fait alors qu'il était en fonction, ce serait toucher à tant de trucs, mettre à découvert tant de gens bien et bien placés, que personne n'y songe sérieusement.

1er juin 1952: Election présidentielle 1952 - Préparation à la guerre

Nous avons eu un signe du peu de signification de Pentecôte lorsque nous avons appris par la radio tout à l'heure qu'une nouvelle explosion d'une bombe atomique, avec participation d'unités de l'armée, avait eu lieu ce matin dans le Nevada. Un beau jour pour un tel travail. Nous avons entendu au début de l'après-midi à la radio le sénateur Taft faire un important discours de politique étrangère, moins de deux heures avant l'arrivée d'Eisenhower à Washington où il doit se trouver maintenant. La lutte entre les deux camps à l'intérieur du parti républicain devient de plus en plus âpre, et il est très difficile de faire un pronostic au sujet de savoir qui gagnera de "l'Europe d'abord" ou de "l'Asie d'abord", d'Eisenhower ou de Taft. Cela promet un mois plutôt agité jusqu'à la convention de juillet du parti républicain à Chicago, et une belle bataille là-bas. Eisenhower ne veut pas faire campagne. C'est un grand monsieur qui veut qu'on vienne le chercher si on a besoin de lui. Mais ses partisans se rendent compte que la lutte contre Taft n'est pas une bagatelle, et ils se chargent de lutter pour lui. Aussi ont-ils par exemple recouru à un moyen pas trop réussi. Eisenhower se trouvera, à trois endroits du pays, à la disposition des délégués à la convention qui voudront venir lui poser des questions sur sa position au sujet des grands problèmes de la politique américaine. Jusque là c'est assez insolite, mais cela devient tout à fait spécial quand on annonce que c'est le comité "Eisenhower comme président" qui payera tous les frais, voyage et séjour, des délégués qui voudront aller voir le "maître". Les partisans de Taft crient à la corruption, accusent les amis d'Eisenhower de vouloir acheter des délégués, etc. Bref, le pays est en effervescence depuis avant-hier à ce sujet, les intéressés se traitant mutuellement de menteurs, et le tout à l'avenant. De toute façon, la situation est encore très confuse. Mais elle l'est plus encore, si c'est possible, chez les démocrates. Kefauver continue à remporter des succès et tout le monde continue à ne pas le prendre au sérieux. Harriman est maintenant candidat mais ne remue pas trop, Stevenson chante les louanges de Harriman, ce qui semblerait bien indiquer sa détermination à ne pas être candidat. Russell et Kerr continuent à s'agiter sans parvenir à faire trop de bruit, bref, c'est la bouteille à encre. Mais en attendant, les choses vont leur train, comme vous êtes mieux placés que nous en Europe pour vous en rendre compte. A force d'avoir crié au bandit, d'avoir parlé du fabuleux guerrier de l'Est prêt à avaler d'une bouchée les pauvres occidentaux et d'avoir peint le diable sur la muraille, les puissances occidentales ont bien créé la psychose nécessaire pour aller de l'avant, et la semaine qui s'est écoulée a été une grande semaine, ah oui vraiment. Maintenant qu'on a notre armée commune, on va de grand cœur fabriquer de quoi l'équiper. Quant aux sales traîtres qui préfèrent du beurre à canons, on leur fera bien voir... On le leur fait voir en France à l'heure actuelle, pour ce qui est de ça. Et que ça barde ! Quel foutu monde on vit. Moi qui suis pourtant un optimiste quant à la possibilité de

maintenir la paix, je me sens des fois bien déprimé et bien las. Mais enfin, cela ne sert à rien de s'énerver, il faut faire jusqu'au bout comme si c'était possible, et on verra bien.

1er juillet 1952: Election présidentielle 1952

Sur le plan politique, la situation se tend à l'intérieur du pays à la veille de la convention du parti républicain, qui se réunit dimanche à Chicago. Taft et Eisenhower continuent à être opposés violemment et il n'est absolument pas possible à un observateur neutre et amateur comme moi de prédire quelle sera l'issue de la lutte. Les chances paraissent très également réparties, et cela va être un beau cirque. MacArthur prend position énergiquement pour Taft, et cela a son importance. Un coup de théâtre est toujours possible dans ces conditions, et on n'y voit vraiment pas clair. Du côté démocrate, personne ne semble très pressé de conclure. Leur convention se réunit autour du 20 juillet. Trois noms émergent cependant: Stevenson, Harriman, et naturellement l'individualiste Kefauver, que tout le monde continue dans le parti à ne pas prendre au sérieux, mais qui a passablement d'opinion publique derrière lui. Le cas Stevenson est très intéressant. Il est ces jours-ci moins ferme dans ses déclarations selon lesquelles il n'accepterait pas la nomination. Certains ont l'impression qu'il serait disposé à être candidat contre Taft, mais non contre Eisenhower. Ce dernier a quelque peine à aller de l'avant, semble-t-il, et son retour n'a pas provoqué le changement radical d'opinion que ses partisans attendaient. Il est après tout uniquement un homme militaire, qui jusqu'à la guerre n'était qu'un obscur colonel. Projeté sur l'actualité par ses qualités militaires, il n'est pas absolument convainquant lorsqu'il parle de ses projets sur le plan civil. Mais on sera bientôt fixé. Les candidats sont élus à la majorité simple des délégués à la convention qui sont envoyés par les divers Etats. La lutte entre Taft et Eisenhower est à certains endroits tellement intense que des groupes différents du parti n'ont pas pu se mettre d'accord et ont nommé chacun leur liste complète de délégués. La première tâche de la convention sera de valider les pouvoirs, et ce sera déjà un beau bal. Le comité directeur national y travaille déjà cette semaine à Chicago, et la *Stimmung* est plutôt houleuse.

12 août 1952: Répression syndicale et délit d'opinion au Secrétariat de l'ONU: le cas Robinson

C'est dans une atmosphère de victoire et de fête que je vous écris ce soir. Robinson s'est vu donner raison par le Tribunal administratif des Nations Unies, et M. Lie s'est vu donner tort. Tout cela doit vous paraître obscur et baroque, et il faut que je m'explique. Mais peut-être aurez-vous vu quelque chose dans la presse, car le Tribunal a siégé à Genève, et c'est hier après-midi

assez tard que la nouvelle a couru dans le bâtiment comme une traînée de poudre, confirmée ce matin par la presse. L'effet a été réconfortant. Tout le monde avait le sourire, manière agréable de donner cours aux sentiments plus que mélangés que la grande majorité du personnel partage au sujet du grand patron. C'était une victoire de la justice sur l'arbitraire, et cela a fait bien plaisir. C'est aussi un point crucial dans le long malaise qui existe depuis bien longtemps et était en fait déjà aigu lors de mon arrivée au Secrétariat. Le problème est assez compliqué, et comporte je crois deux aspects. Tout d'abord l'organisation du personnel en une association du personnel, en d'autres termes un problème de lutte syndicale si vous voulez. Ensuite, le fait qu'on flanque des gens à la porte parce qu'on a des raisons de croire qu'ils ont des idées communistes, c'est-à-dire un problème de délit d'opinion. Les deux questions sont bien imbriquées, et il est très difficile d'y voir clair. Mais la connexion est facile à voir. Des gens à idées communistes seront assez enclins à s'engager dans la lutte syndicale. Le cas de Lukin Robinson est vraiment une cause célèbre. Il s'agit d'un jeune canadien, statisticien, un peu la formation d'Anton Moser, je pense. Il a étudié à Genève en 1937-1938, et il a quelques années de plus que moi. Il était fonctionnaire du Gouvernement canadien à Ottawa et il a quitté sa place pour entrer à la division de la population dans notre Département. Type très intelligent et brillant, il s'y est imposé comme un fonctionnaire extrêmement capable dès le début. Il a très vite commencé à participer activement aux travaux de l'association du personnel et a été nommé membre du comité du personnel. Il y a eu une attitude très indépendante et courageuse, luttant sur des points tels que la situation des travailleurs manuels, les allocations de vie chère, etc. Après une année, son directeur a vivement recommandé le renouvellement de son contrat et tout le monde a chanté ses louanges au point de vue professionnel. Il a reçu un autre contrat d'une année, au cours de laquelle il a continué à être à la fois très actif au sein de l'association et du comité du personnel et à faire des merveilles au point de vue professionnel. A la fin de cette deuxième année – c'était à la fin de l'an dernier – le drame a éclaté. Son directeur et tous ses supérieurs professionnels ont présenté un rapport périodique mirobolant, rarement égalé, et ont demandé à voir son contrat renouvelé. Or l'administration lui a fait savoir que son contrat expirait et qu'on se passerait de ses services à l'avenir. Le travail qu'il faisait devait continuer à être fait, de sorte qu'il n'y avait aucun motif à trouver là. La raison donnée : M. Lie a déclaré que dans son opinion, il n'était pas dans le meilleur intérêt des Nations Unies de continuer à s'assurer ses services. Il faut encore ajouter, historiquement, que cet incident était le deuxième de cette gravité. Quelques mois auparavant, Lie avait flanqué dehors six personnes, dont trois étaient des membres du comité du personnel du Secrétariat, et Robinson avait pris part active à la lutte de l'association du personnel pour ces cas-là. Ces six avaient appelé, et trois avaient obtenu raison devant le tribunal. Ils n'avaient pas été réinstallés, mais avaient reçu une bonne indemnité pour le

tort qui leur avait été fait. Le renvoi, ou plutôt le non-renouvellement de contrat de Robinson, a été un choc très dur pour l'association et le comité du personnel. Un long dialogue s'est engagé avec l'administration, au moment de l'Assemblée générale à Paris. Cela a fini par des paroles plutôt aigres, Lie nous écrivant que nous devions choisir entre une loyauté au Secrétaire général et une loyauté à M. Robinson. Depuis lors, trois choses se sont développées. Robinson a fait appel, tout d'abord, au conseil des appels puis au tribunal administratif. Ensuite, les renvois se sont accélérés. Frappant dur et fort, Lie a commencé à flanquer à la porte toute une série de personnes. Non plus membres du comité, cette fois, mais de simples fonctionnaires. A quelques exceptions, les victimes ont été des américains, avec l'implication qu'ils étaient des personnes non agréables à leur gouvernement parce qu'anciens communistes ou communistes. Situation paradoxale : les communistes de pays communistes n'ont naturellement pas été touchés, mais les citoyens des Etats-Unis ont été victimes de la vague de folie qui passe sur ce pays au point de vue de la crainte de tout ce qui est rouge ou même rosé. Avec l'implication manifeste, naturellement, que le Secrétariat n'a pas de politique indépendante, mais danse à la musique des violons de Washington. Avec cette contradiction aussi qu'on ne peut pas poser en règle générale que les membres du personnel doivent être agréables aux gouvernements des pays dont ils sont ressortissants. Car il y a au Secrétariat des trâlées de russes blancs, de polonais blancs, de tchèques blancs, que le Secrétariat a toujours protégés, et est bien disposé à garder. Le troisième fait à signaler est l'évolution désastreuse du moral du personnel, et l'installation de la crainte parmi nous. Tous ces gens ont été foutus dehors parce que, dans son opinion, M. Lie pensait qu'il n'était pas dans le meilleur intérêt des Nations Unies de les garder. Et comme le disait un membre courageux du personnel à la dernière réunion de l'association, "le noir silence de la peur" s'est abattu sur le Secrétariat. Chacun s'assied et se tient tranquille dans son coin, car la hache peut être pour lui demain. Raffinant sa procédure, Washington – pardon, M. Lie - M. Lie, donc, a demandé à l'Assemblée générale à Paris des pouvoirs spéciaux pendant les deux années à venir pour se séparer des gens du Secrétariat qu'il ne veut plus sans avoir à leur donner de raison. Bref, de la lutte syndicale à la 1910 ou même 19ème siècle. L'effet a été atteint car la situation est difficile. Tout le monde n'est pas disposé à mettre en jeu sa situation professionnelle pour lutter pour organiser le personnel, ni pour défendre la liberté d'opinion de collègues renvoyés parce qu'ils ont la fâcheuse idée de penser rouge. L'effet de la pression subie par le personnel s'est fait sentir à la dernière assemblée du personnel, qui a eu lieu peu avant que je parte en vacances. Nous sommes 3,800 employés au Siège. La participation maximale, une demi-heure après le début, a été 88 personnes, et nous étions 45 restants à 21 heures 45 lorsqu'il s'est agi de voter sur les questions importantes, surtout celle de l'action à prendre dans la question des renvois nombreux sans motifs indiqués. C'était pathétique, ce sentiment que la machine était cassée, et que M.

Lie, l'ancien chef syndicaliste norvégien, avait gagné la bataille et brisé définitivement le moral du Secrétariat. De nouvelles élections au comité du personnel doivent avoir lieu prochainement, et personne n'a envie d'être candidat. Tout d'abord, il y a l'action générale en faveur du personnel, qui demande passablement d'efforts, et surtout, il y a la question de ces mises à la porte parfaitement arbitraires qu'aucun comité du personnel ne pourrait décentement négliger. Et c'est de la matière hautement explosive. L'implication politique est là, mais même pas clairement dans tous les cas, et jamais cela n'a été prononcé officiellement, car la décision serait injustifiable. Et la hache continue à tomber. Des gens qui ont été récemment promus à un grade supérieur en raison de leur bon travail et de leurs qualités exceptionnelles se voient victimes de l'opinion de M. Lie, qui ne pense pas qu'il est dans le meilleur intérêt des Nations Unies de continuer à s'assurer leurs services. Total, personne ne veut être candidat au comité. Ou tout au moins personne qui n'a pas un contrat permanent, auquel cas il est assez difficile de se faire flanquer dehors : cela coûte alors un tas d'argent à l'administration. Mais la situation est assez précaire de ce point de vue là. Moins de 35 pour cent du personnel a un contrat permanent, après six ans d'activité ! C'est là aussi une des plaintes de l'association. En même temps que ses pouvoirs extraordinaires, Lie a déclaré à Paris qu'il voulait stabiliser le personnel et donner des contrats permanents à environ 70 à 75 pour cent du personnel, le reste étant pour le mouvement. Un comité a été désigné pour revoir tous les cas des gens engagés avant le 1er janvier 1950 et qui n'ont pas de contrat permanent, afin de décider le renvoi, une année supplémentaire d'épreuve ou le contrat permanent. Mais ce comité travaille sur la base des critères auxquels on s'attend généralement, avant tout la capacité professionnelle, et toute une série de personnes ont été victimes de la hache ces derniers mois avant qu'elles n'aient été citées devant ce comité, lequel a commencé ses travaux récemment. Dans tout cela, j'ai eu le problème du comité du personnel moi-même, car certains collègues de la division – c'est cela l'unité électorale – auraient voulu que je me porte candidat pour les représenter. Mais cela prend passablement de temps, et surtout je ne suis pas disposé à me "casser la gueule" à l'heure actuelle sur ce terrain-ci. J'ai un contrat à terme fixe – le type le plus fragile – qui expire le 20 juillet 1953 je crois. Aller au comité pour être limité dans son action par la crainte de sa situation professionnelle, c'est intolérable, et cette galère m'emporterait assez loin, je crois. Je n'ai pas caché mes motifs, et déclaré à mes collègues que je serai volontiers candidat le jour où j'aurai un contrat permanent. Et tout le monde a compris. Nous avons une équipe de deux personnes qui ont un tel contrat et qui partant sont disposées à prendre ce risque calculé. Elles sont peut-être d'autre part, il faut bien le reconnaître, moins rigides sur la question du "délit d'opinion" que je ne suis moi-même, et ont ainsi moins l'occasion de se casser la figure que je ne l'aurais eu, je pense.

Bref, c'est dans cette atmosphère lourde, étouffée, dans le noir silence de la peur, qu'a éclaté hier après-midi l'éclair de la décision du tribunal administratif dans le cas Robinson. et je vous assure que cela a été un "anti-climax", comme disent les anglais. Personne n'y croyait. On avait aidé Lukin, collecté de l'argent pour l'aider à vivre après son renvoi – il a quitté son travail le 14 janvier - mais le tout "pour le principe". Robinson habitait Parkway Village, et nous étions devenus de bons amis ces derniers temps. Ils ont un fils de cinq ans, et ont eu un deuxième fils en mars, peu après son renvoi. Ils ont du finalement se rendre au Canada avant que l'affaire ne soit jugée. Puis est venue la nouvelle que le tribunal siégerait à Genève. L'administration a payé à Lukin le voyage pour défendre sa cause, et il est allé d'Ottawa à Genève où il a séjourné une quinzaine de jours pour le procès. Cela semble avoir été assez dur. Feller, le conseiller juridique numéro un de Lie, était là lui-même. Dans les derniers jours, un autre juriste de la couronne est parti précipitamment du Siège pour Genève. Mais rien ne semble n'y avoir fait, et le tribunal a été son propre chemin. Il s'agit d'un corps de cinq membres je crois, nommés par l'Assemblée générale pour traiter des conflits de personnel, et dont l'autorité est finale. Nous n'avons encore que le papier des correspondants de presse de Genève, et nous attendons le texte du jugement. Mais il semble que toute la décision soit construite sur l'idée de "l'attente raisonnable" qu'un membre du personnel peut avoir de continuer à être employé à un travail qu'il accomplit à l'entière satisfaction de ses supérieurs, tant que l'Organisation continue ce travail. Sur cette base, le tribunal va très loin et flanque une magistrale gifle à l'ancien chef syndicaliste Monsieur Lie. Robinson donnait pleine satisfaction au point de vue professionnel. Il était très actif au sein de l'association du personnel. Vous l'avez renvoyé sans donner de motifs, alors qu'il s'était opposé à l'administration à plusieurs reprises dans son activité au sein de l'association. Ce faisant, vous avez donné légitimement à penser qu'il était renvoyé en raison de cette activité. Refusant de donner un motif quelconque lorsque Robinson vous l'a demandé, vous avez accentué cette présomption, qui doit être à défaut d'explication de votre part, considérée comme justifiée. Dans cette circonstance, vous avez violé le droit d'association de Robinson, droit qui est garanti par rien de moins que la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée générale en 1948, et qui certainement doit être considérée comme liant au moins les organes de l'Organisation. Encore une fois, nous n'avons pas encore le texte du jugement, mais c'est ce qui semble ressortir de la presse. Total, Robinson ne retrouvera pas son poste, ce qu'il n'a pas demandé. Mais il obtient plein salaire, avec allocations, jusqu'au jour du jugement, c'est à dire hier, plus deux mille dollars pour avoir perdu dans l'entre temps l'occasion de chercher du travail ailleurs, plus une indemnité pour frais d'avocat, au total 6,990 dollars. Mais cela n'est rien à côté de la victoire de principe retentissante que cela représente. Quant aux développements futurs, il est difficile de dire quoi que ce soit. Aujourd'hui, c'est l'éclair dans le noir, mais rien ne dit que c'est un renversement

de position général. Seul l'avenir le dira. D'abord, que fera Monsieur Lie ? Il rentre vendredi de vacances et nous payerions cher pour voir sa tronche, car il a fait de ce cas une affaire personnelle, de "loyauté", comme il nous a écrit depuis Paris. Mais nous avons la satisfaction d'être loyaux envers la justice, comme le prouve la décision du tribunal, et par là loyaux à l'idéal des Nations Unies au plein sens du mot. Et cela vaut bien un ancien chef syndicaliste !

L'administration peut "jouer doux", et freiner sa politique d'épuration. Elle peut au contraire jouer dur et aller de l'avant. En ce cas, plusieurs hypothèses. Après tout, sept mille dollars par tête, elle est peut-être disposée à payer ce prix. Mais la situation morale serait intolérable à brève échéance et cela risquerait de faire du foin à l'Assemblée. Autre possibilité, essayer de torpiller le tribunal administratif, en demandant à l'Assemblée générale de limiter ses pouvoirs. Si les américains se mettent cela dans la tête, naturellement cela peut aller loin, car ils ne manquent pas de musique pour faire danser passablement d'Etats membres. Enfin, il se peut aussi que la décision du tribunal ait un caractère unique, et c'est ce que j'ai eu la mauvaise grâce de souligner aujourd'hui auprès de plusieurs collègues particulièrement optimistes. Toute la construction du cas Robinson ne tient pas par "l'attente raisonnable", qui n'en est que la base, mais par le droit d'association. Or, cela ne joue pas dans tous les cas de renvois ultérieurs, de personnes qui n'étaient pas actives au sein de l'association du personnel. Trouvera-t-on un autre point de rattachement pour indiquer que des raisons auraient dû être données au membre du personnel renvoyé ou dont le contrat n'est pas renouvelé ? Ou les règles adoptées par l'Assemblée à Paris seront-elles aux yeux du tribunal obligatoires pour lui sans place pour une telle construction ? Car le cas Robinson est intervenu avant que Lie ait reçu de l'Assemblée générale ses pouvoirs discrétionnaires d'arbitraire absolu. Bref, on verra tout cela et rien n'est clair. Mais une dizaine de fonctionnaires "virés" ont fait recours devant le conseil des appels et sont décidés à aller jusqu'au tribunal administratif. De sorte que d'ici quelques mois, je pense qu'une évolution se précisera. De même, il faut attendre les élections et l'activité du nouveau conseil du personnel pour se rendre compte de l'état du moral du personnel et de l'effet sur ce moral des récents développements. Aujourd'hui, nous nous sentons un peu comme quand les français ont "arrêté" les allemands sur la Somme le 25 mai 1940 : c'était un grand soulagement..... et ça a duré quarante-huit heures ! Et voilà qui aura été bien bien long au sujet de cette situation. Mais j'y avais fait des allusions dans plusieurs de mes lettres et je songeais toujours à vous en dire quelque chose de plus complet. Ce développement en aura été l'occasion. Tout cela vous surprendra peut-être. Croyez bien que cela m'a surpris lorsque je suis arrivé au Siège il y a dix-huit mois.

6 septembre 1952: *Lukin Robinson*

Lukin Robinson, le type dont je vous avais si longuement parlé dans ma dernière lettre, est passé à New York la semaine dernière, en chemin de Genève à Ottawa. Son cas avait fait titre dans la presse suisse également : trois colonnes en dernière page de la Gazette de Lausanne du mercredi 13 août, et une colonne en première page du Journal de Genève du même jour. La Tribune de Genève avait-elle aussi rapporté l'affaire ? Nous avons reçu Lukin comme il convenait. Après un dîner chez des amis où étaient groupés une quinzaine de personnes parmi ses meilleures connaissances, il nous a fait un récit détaillé des circonstances du procès, avec lecture de pièces et d'extraits des procès-verbaux d'audience. Un vrai régal ! Le lendemain soir, nous avons eu une *cocktail party* plus élargie où toute une série de personnes ont participé, y compris l'avocat qui l'avait défendu à Genève.

18 octobre 1952: *Tension à l'ONU : la chasse aux "subversifs"*

L'ouverture de l'Assemblée Générale correspond avec un développement extrêmement aigu de la crise en matière de personnel dont je vous avais parlé lors de l'affaire Robinson. Le tout atteint ce week-end un degré de tension jamais égalé et les conditions psychologiques du travail au Secrétariat sont naturellement extrêmement difficiles. Deux de mes collègues de travail parmi ceux que j'estime le plus, Hermann et Marjorie Zap (mari et femme) se trouvent au centre de la bagarre. Ils font partie de mon "*car-pool*", c'est-à-dire l'équipe de cinq personnes qui nous rendons et revenons toujours ensemble du bureau, et nous sommes ainsi devenus d'excellents amis, passant entre une heure et demie et deux heures ensemble tous les jours. Lui travaille à l'administration de l'assistance technique et elle au département des questions économiques. Américains, ils sont les victimes de la vague d'hystérie qui se développe contre le Secrétariat dans le cadre de la chasse aux rouges aux Etats-Unis, et ils s'attendent, avec un nombre indéterminé d'autres membres du Secrétariat, à être vidés d'un jour à l'autre. A moins que... car nous apprenons que les événements prennent un tour dramatique. Tout un nombre de délégations réagissent violemment. Le chef de la délégation anglaise, Gladwynn Jebb, a eu paraît-il hier un entretien plutôt sec avec Monsieur Lie, et surtout, il y a depuis lundi une bagarre sensationnelle autour du cabinet du secrétaire général. Car les secrétaires généraux adjoints français, anglais et canadien, et aussi Ralph Bunche, l'américain qui était avec Bernadotte en Palestine et qui a reçu le prix Nobel de la paix, sont furibards et paraît-il décidés à stopper Lie par tous leurs moyens. On verra bientôt. Mais cela répond à la question de maman dans sa dernière lettre, qui demandait si le cas Robinson avait eu un effet sur la situation. Le seul effet, c'est que Monsieur Lie a demandé à l'assemblée générale de revoir l'activité passée du tribunal, avec l'implication très nette qu'il entend

limiter ses pouvoirs. Là encore, on risque de voir des choses intéressantes, ou déprimantes, je ne sais pas.

4 novembre 1952: *Election Day, l'élection présidentielle 1952*

Je vous écris quelques lignes encore aujourd'hui, afin de vous dire trois mots au sujet de la campagne électorale qui n'auront plus qu'une valeur historique lorsque vous les recevrez, car demain au milieu de la matinée, les résultats seront connus en Europe. Nous avons vécu des jours vraiment épiques, et c'est aujourd'hui une atmosphère étrange de calme plat, en attendant la poussée de fièvre qui commencera au début de la soirée pour durer une bonne partie de la nuit. Les banques, bureaux, sont fermés pour le jour de l'élection, et c'est un demi-dimanche. Les urnes ont ouvert ce matin à six heures, et fermeront à New York à neuf heures ce soir, soit trois heures du matin chez vous. La campagne a cessé à minuit. Dans tous les Etats- Unis, il n'est pas possible d'acheter une goutte d'alcool aujourd'hui ni de se faire servir le moindre whisky : une loi fédérale l'interdit formellement jusqu'à la clôture des urnes. Seuls les bars du siège des Nations Unies, territoire international, sont ouverts. Les premiers résultats viendront vers huit heures, puis régulièrement. Dans toutes les grandes villes, on ne vote pas par bulletins, mais en pressant des boutons sur des machines, de sorte qu'il n'y a qu'à lire un chiffre lorsque le scrutin est clos. En 1948, c'est vers deux heures du matin que la décision est venue, et cela ira probablement un peu la même chose cette fois-ci, peut-être un peu plus longtemps. Le vote n'est pas direct. Chaque Etat élit des "grands électeurs", qui doivent se réunir pour élire formellement le président. Mais ces électeurs votent selon leurs instructions, et on peut donc immédiatement savoir qui sera élu. Il y a 531 grands électeurs, et il en faut donc 266 pour être sûr d'être élu. Dans chaque Etat, on élit les électeurs à la majorité simple. Le nombre de grands électeurs est proportionnel à la population. Autrement dit, si à New York, Stevenson fait 1.5 millions de voix, et Eisenhower 1,6 millions, les 45 votes de New York vont à Eisenhower. De là l'importance de la lutte dans chaque Etat considéré pour soi. Après New York, les Etats les plus importants sont Californie et Pennsylvanie, chacun 32 électeurs, Illinois 27, Ohio 25, Texas 24, Michigan 20, etc. Personne ne va se coucher ce soir. Dès 19 heures, tous les postes de télévision retransmettent les résultats, à la minute, et les commentent au fur et à mesure des développements. Ci-joint une photo du système installé par le journal New York Times à Times Square, la place principale de New York, avec les deux thermomètres pour chacun des principaux candidats. Des centaines de milliers de personnes seront groupées là autour pour voir la montée de l'un et de l'autre. Il y a d'autres systèmes. Certaines agences vont avoir des projecteurs s'illuminant et s'éteignant : vers le Sud, Stevenson mène; vers le Nord, Eisenhower mène; lumière constante vers le Sud, S. élu, vers le Nord, E. élu.

Toute cette excitation doit vous paraître un peu folle, et elle l'est bien. Mais c'est une expérience intéressante à voir, pour dire le moins. Cette journée de calme absolu et de tension interne intense, entre les derniers aboiements de la campagne et la folie du résultat, est une chose absolument étrange. Il fait un temps splendide, ce qui ajoute à l'atmosphère de demi-fête. Nous n'avons pas suivi la campagne avec trop d'assiduité, car à la fin, cela devient vraiment toujours la même chose. Nous avons constaté avec intérêt l'apparente évolution des esprits en Europe, où l'on semble préférer nettement Stevenson au général. Est-ce vraiment le sentiment général ? Sur ce qui s'est passé ici, que dire ? La presse suisse aura probablement tracé l'évolution de la campagne. D'une part, le général, avec sa réputation de grand militaire et de grand homme, mais axant toute sa campagne sur un "je suis honnête" qui après tout n'est pas encore un programme politique pour un homme qui réfléchit un peu. Mais l'électeur américain réfléchit-il ? Le sourire bonasse, la sentimentalité, portent tout autant. Ike et Mamie (comme tout le monde appelle Mme Eisenhower) sont près du peuple. Hier soir à minuit, avant la fin du dernier programme de propagande républicain, on nous a montré Ike se penchant sur son petit-fils nouveau né. Et puis, il ira en Corée, le général, s'il est élu président. Y faire quoi, il n'a jamais pris la moindre peine de le dire. Mais il a dit qu'il irait, et cela a enflé à nouveau sa popularité. Son acolyte, Nixon, est une graine de fasciste qui promet de donner de beaux fruits, pas de doute à ce sujet. Vous avez probablement entendu parler de l'affaire de son fonds pour financer ses petites dépenses. Il s'en est sorti à merveille, apparaissant à la télévision, disant que le plus grand moment de sa vie a été celui où il a épousé sa femme Pat, laquelle souriait attendrie assise à côté de lui. Il a parlé des petits chiens qui font la joie de ses filles, a négligé absolument le problème principal... et a fait venir la larme à l'œil de milliers d'auditrices. En face, un homme qui semble réellement avoir la stature d'un homme d'Etat, dépassant de vingt hauteurs Truman et bien d'autres, peut-être un Roosevelt en devenir. Mais honnête, frappant ferme, un peu trop intelligent probablement pour la masse. Son associé, un libéral en tout... sauf sur la question noire, car c'est un sudiste, Sparkman de l'Alabama. Les deux ont aussi été à la télévision hier soir, avec Truman et Barklay, entre deux émissions républicaines. Les républicains ont acheté tous les réseaux de télévision et une grande partie de réseaux de radio de 22 à 22.30 et de 23 à 24 heures pour finir en beauté. Cela leur a coûté la bagatelle de 240,000 dollars, cette heure et demie de bourrage de crâne final. Entre les deux, de 22.30 à 23 heures, c'étaient les démocrates à dire leur dernier mot, un morceau de viande entre deux tranches de pain sec, comme l'a dit Barklay le vice-président actuel, en commençant l'émission. L'importance du débat : savoir à quelle cadence le fascisme va faire son chemin aux Etats-Unis, lentement - mais peut-être non moins sûrement - sous Stevenson, ou rapidement avec Eisenhower, Taft, McCarthy, Nixon... La différence de stature des hommes est écrasante, mais l'évolution politique, économique et sociale d'un pays est rarement l'œuvre de juste un homme.

A moins d'un miracle, auquel je veux bien espérer sans y croire. Incidemment, Hermann et Marjorie Zap, dont je vous parlais dans ma dernière lettre, sont tous les deux suspendus pour l'immédiat, et ont été foutus à la porte pour la fin du mois.

Un aspect de la campagne électorale qui nous a beaucoup intéressés, bien qu'il soit sans importance pratique quant au résultat final, est la position prise par les progressistes, groupés dans le parti progressiste américain. Ils ont leur propre candidat, un nommé Hallinan dont vous n'avez probablement jamais entendu parler. Leur dilemme est : Eisenhower est-il assez dangereux pour qu'il faille voter pour Stevenson en tant que moindre mal, ou pouvons-nous nous payer le luxe de voter pour notre candidat, qui n'a aucune chance quelconque. La discussion a fait rage chez nos voisins les Zeserson, Fred est un pro-Hallinan sans réserve, croyant à l'importance d'un vote de protestation aussi important que possible ; tandis que Ruth a longuement hésité, car vraiment l'idée de voir Eisenhower président lui fait une horreur telle qu'elle a hésité quant à ce qu'elle devait faire. Finalement, elle vote également Hallinan, mais pas sans hésitations. Cela peut du reste avoir de l'importance, en fait. En 1948, l'Etat de New York a été républicain parce que les démocrates ont été affaiblis par les voix allant à Wallace, le candidat progressiste d'alors. New York donne 45 votes sur 266 pour la majorité, c'est important, et quelques dizaines de milliers de voix à Hallinan plutôt qu'à Stevenson peuvent faire aller ces votes à Eisenhower, si la lutte est très serrée comme elle le semble. Mais cela n'est qu'un problème personnel pour certains, car tout se fera par-dessus leurs têtes.

Quant à une prédiction, exclu, même à cette heure tardive. Gallup a refusé de prédire quoi que ce soit. Les enquêtes générales donnent la marge à Eisenhower, mais avec une différence minime: 51-49. ou 51.5-48.5. C'est une grande inconnue, voilà tout. La presse est pour Eisenhower, mais elle a été constamment contre Roosevelt aussi, de sorte que cela ne signifie rien.

17 novembre 1952: Retour sur l'élection présidentielle - Les techniques de la chasse aux "rouges" - L'ONU dans la tourmente - L'ombre d'Alger Hiss

Comment vous parler de la période invraisemblable que nous traversons ici. Les événements se succèdent avec une rapidité telle que les nouvelles les plus sensationnelles sont dépassées bien vite par d'autres. Cela a été tout d'abord, depuis ma dernière lettre électorale, cette fameuse nuit des élections, puis les remous de la victoire et de la défaite, le tout dans une atmosphère de tension croissante au Secrétariat à la suite des attaques répétées et redoublées du comité MacCarran contre certains membres du Secrétariat pour des raisons politiques, certains incidents ouverts entre des membres de ce comité et le Secrétaire général, lundi dernier l'annonce, en bombe, de la démission de Lie, mercredi la rumeur de la démission de Feller, le conseiller juridique de Lie, et jeudi, point culminant du sombre drame que nous vivons, le suicide de Feller

se jetant du douzième étage de l'immeuble qu'il habite. Je suppose que cette nouvelle aura aussi fait titre dans la presse suisse, bien que moins qu'ici probablement, et que vous en aurez entendu parler. Les tourmentes du cas Robinson sont dépassées, et comment, par d'autres événements autrement plus graves, et il est effarant de voir le chemin parcouru. C'est depuis vendredi une atmosphère lourde et écrasée de crise qui règne sur la maison, ou on essaie de travailler encore tant bien que mal sans plus trop y parvenir. Julia Henderson, ma directrice, nous a convoqués ce matin par sections, douze à la fois, pour nous entretenir du "moral" du Secrétariat. Américaine, elle souffre de la situation autant ou plus que nous, car elle est fondamentalement décente dans toute cette affaire, et le tout était assez pénible, car elle n'avait au fond pas grand chose à nous dire. Mais c'était au moins la reconnaissance, venant d'en haut, de l'existence d'un malaise très profond et des conséquences que ce malaise a sur le travail quotidien.

Mais essayons de mettre un peu d'ordre dans ces quinze jours, et commençons par le commencement, les élections. J'avais essayé, le jour des élections, de vous décrire l'atmosphère régnant tout à l'entour. La couverture des résultats fut quelque chose de techniquement extraordinaire, et je n'aurais pas cru qu'on puisse rendre cela aussi vivant que ce le fut. L'avantage remarquable de la télévision sur la radio s'est fait remarquer. Voir des chiffres est beaucoup plus immédiatement évocateur que les entendre, naturellement. A part ces données chiffrées, une série de commentateurs, assis à une table, donnaient leurs impressions et toutes sortes de détails intéressants, tels que des comparaisons avec 1948, etc., tout au long. De plus, la télévision avait une équipe au siège électoral de Eisenhower à New York et une équipe à Springfield, Illinois, au siège de Stevenson. De temps en temps, le programme en studio était interrompu pour donner une image de ce qui se passait à ces deux endroits. C'était donc une vue des choses aussi complète qu'on pouvait se la représenter. Rien n'y manquait. La vague républicaine s'est gonflée très vite, et les amis avec lesquels nous étions déplorait la défaite annoncée de Stevenson, lequel aurait été à leurs yeux le moindre mal. Mais le matin même, la presse avait annoncé la signature prochaine d'un accord entre les Etats-Unis et l'Espagne : moyennant une bonne aide économique, l'Espagne consentira à prêter des bases militaires aux américains lors de "la prochaine". Cela m'avait irrité à un tel point que je ne pouvais me sentir complètement identifié à cette cause, même comme moindre mal. La déclaration de Stevenson concédant la victoire à son adversaire fut un moment poignant. L'écran nous a ensuite portés immédiatement à New York pour assister à la réception du message par les "autres". Ce fut indescriptible. Ike et Mamie ont apparu, puis la télévision nous a encore transportés en Californie, pour nous montrer Nixon faisant un discours de victoire. Et voilà ce que fut la grande nuit.

Dès le lendemain, l'américanisme en a mis un coup. Grande réconciliation, félicitations mutuelles, déclarations de foi en la mission sacrée de 160 millions

d'américains unis par un idéal commun, et bla bla bla, et bla bla bla. A en rester rêveur, je vous assure, même si je commence à y être habitué après le retour de MacArthur et autres incidents de ce genre. Une fois de plus, même constatation : ces gens sont au fond, quoi qu'ils en disent, foncièrement malhonnêtes en politique. Ils bourrent le crâne aux gens, peignent le diable sur la muraille, parlent de votation historique, et n'en croient pas un mot. L'élection est passée, et on part d'un vaste éclat de rire : quelle bonne farce, qu'est ce qu'on s'en est foutu ... Tout cela mériterait naturellement plus qu'une lettre, tout un livre. Une des causes est sans aucun doute, je pense, le fait que les deux grands partis ne sont pas des partis politiques au sens où nous l'entendons en Europe, avec chacun son idéologie et son programme bien définis. Ce sont simplement des coalitions d'intérêts, des machines qui travaillent pour le profit de groupes déterminés. C'est une espèce de lutte sportive, après quoi on se sert la main. Le but des deux est le même : gagner et faire perdre l'autre. Et on accepte que l'un gagnera et l'autre perdra, ce qui est déjà assez démocratique, je le reconnais. Mais de différences de programmes et de principes, il n'y en a que de relativement petites. Ceci à part les ailes extrêmes dans les deux partis, mais ce ne sont pas elles qui mènent la barque, comme l'avaient démontré les conventions de Chicago. Ce n'est donc pas fondamentalement sur un programme que les choses seront différentes de ce qu'elles étaient ou auraient été avec Stevenson. Ce sera une question de plus ou de moins, essentiellement plus de conscience de la supériorité de l'Amérique et de sa position majeure dans le concert des nations, moins de facilité à accorder des crédits à l'étranger, parce qu'une vue plus égoïste des choses l'emportera, plus de préoccupation que par le passé pour les questions d'Asie, plus de raideur dans la guerre froide. Moins de dépenses fédérales sur le plan interne, moins d'impôts, aussi, moins de législation sociale, plus de chasse aux rouges et aux libéraux. Plus d'anti-tout ce qui n'est pas américanisme, c'est-à-dire système de libre entreprise. Plus de serments de loyauté, d'interdictions contre les mouvements progressistes, peut-être d'attaques contre certains américains du Secrétariat des Nations Unies, et contre les Nations Unies elles-mêmes. Une question de plus ou de moins, comme vous le voyez. Mais comme je l'écrivais, je crois, il y a quinze jours, tout cela n'est pas l'affaire d'un homme, ni même d'une administration. Mais enfin, le peuple a bien choisi : la bourse a fait un saut en haut lors de l'annonce du résultat de l'élection, et cela ne trompe pas, c'est l'homme qu'il fallait. Peut-être Stevenson l'aurait-il fait descendre, comme l'avait fait l'annonce de négociations d'armistice en Corée. Va donc, l'américanisme est bien en selle, et ce pays aura sa portion d'anti-communisme, d'anti-socialisme, d'anti-social-démocratisme, d'anti-libéralisme, d'anti-tout-ce-qui-n'est-pas-vraiment-américanisme, avec la musique de fond de la destinée au rôle dirigeant et de la mission sacrée de défendre la civilisation contre les attaques, inégalées dans l'histoire, du bolchévisme athée. On s'y habitue, et on s'en foutrait, si on ne devait pas penser,

en regardant nos gosses, à ceux qui traînaient dans les trains de croix-rouge il n'y a pas si longtemps, après avoir traîné on sait trop où ailleurs, et frissonner. Bon, mais voilà que c'est moi qui devient pessimiste, et pourtant cela ne m'arrive pas souvent. Après tout, cette élection a eu peut-être plus d'influence sur moi que je ne me le représente. A moins que ce soit l'autre aspect, autrement plus troublant et inquiétant : l'attaque contre nos collègues, qui n'est que l'expression d'une intolérance croissante et d'une intransigeance toujours plus grande sur le chemin du "il n'y a pas de place pour nous deux" qui est déjà le *leit-motiv* de bien des gens ici en matière de politique mondiale. Ca a commencé il y a bien des mois, à couvert. Je vous en avais parlé antérieurement, en relation avec le cas Robinson. Mais le processus s'est accéléré et a pris une tournure dramatique ces derniers temps. Ceci est parallèle à un mouvement général dans cette direction qui envahit tout le pays. L'administration gouvernementale a été la première touchée, puis et surtout l'éducation. Serments de loyauté, puis chasse à tous ceux qui ont ou qui ont eu dans le passé, à une époque quelconque, des relations avec des organisations dites subversives. Au nombre de celles-ci figurent toutes les associations culturelles ou de secours de guerre créées pendant et après la guerre pour aider les alliés d'alors, URSS, Pologne, Tchécoslovaquie, etc. Les personnes qui ont eu de telles associations, ou qui refusent d'en parler, perdent immédiatement leur place, et n'ont pratiquement aucune chance de retrouver du travail sans cacher leur identité. Engager dans son usine une personne de ce genre serait risquer d'être soi-même attaqué pour sympathies rouges. Dans l'Etat de New York, tous les directeurs d'écoles doivent fournir pour le premier décembre prochain une liste de toutes les personnes de leur personnel qu'ils savent ou croient savoir ou soupçonnent d'être ou avoir été membres d'une organisation subversive quelconque, et il appartient à chaque directeur de décider lui-même si une organisation est subversive ou non. Ceci est le coup de grâce pour cet Etat. Tout directeur doit impitoyablement dénoncer celui qu'il sait "coupable", sachant qu'il ruinera cet homme, même si c'est le meilleur maître ou professeur de son personnel. Autrement, il risque de s'attirer à lui-même des ennuis et peut-être la ruine si on découvre plus tard que cette personne, bien qu'ayant ou ayant eu des affiliations douteuses, n'a pas été signalée. C'est, à petite allure, le régime de la dénonciation et le "noir silence de la peur", qui s'abat sur tout le pays, dans les aspects les plus divers de la vie publique et de l'économie. On n'a plus que la liberté de croire fermement au *free enterprise system*, au système de la libre entreprise, si on veut éviter des ennuis. On ne reproche plus seulement à quiconque d'être un communiste ou un sympathisant. Le fait d'avoir des idées qui sont analogues à celles des communistes, même si on diffère d'opinion sur d'autres idées et sur les méthodes, fait de vous un suspect. Vingt exemples pourraient être cités de l'évolution qu'a subi de ce point de vue l'Amérique ces dernières années. Cette évolution est typique et sensible en vingt mois que nous sommes ici. C'est une accélération constante, qui mène on ne sait trop où. Et les dernières élections ont

été révélatrices à cet égard. Toute la garde réactionnaire du parti républicain a été élue au sénat haut la main. McCarthy, Jenner, Bricker. La plus sensationnelle défaite d'un républicain a été celle de Lodge, celui qui avait pratiquement lancé Eisenhower, qui représente l'aile libérale du parti républicain. Chez les démocrates, deux grandes défaites, celles de deux parmi les plus libéraux des sénateurs du parti, Benton, qui a dénoncé constamment McCarthy et s'est opposé à lui, et Moody du Michigan. En revanche, les démocrates sudistes, qui rejoignent et dépassent dans leur virulence anti-rouge et anti-libérale les républicains, sont bien en selle.

C'est dans ce climat, hélas, qu'il faut situer les attaques qui ont touché les Nations Unies de plus près. Certaines des décisions de Lie étaient un mystère, et l'implication politique était latente, bien qu'aucune raison n'ait été donnée jusqu'à la fin de l'été. Au début octobre, une bombe : le comité Mac Carran, un démocrate du Nevada, qui est un comité chargé d'enquêter sur les questions de sécurité, annonce qu'il va venir à New York enquêter sur les activités subversives des américains travaillant aux Nations Unies. Il décide de venir tenir sa première séance la veille du jour de l'ouverture de l'Assemblée générale. Grosse agitation, naturellement, en face de cette muflerie. Lie publie alors une lettre demandant aux américains du Secrétariat de se comporter, s'ils sont appelés, avec le respect dû à un organe officiel d'un Etat membre. Des questions juridiques très compliquées se posent, au sujet de l'obligation des membres du Secrétariat de garder le secret, etc., mais pratiquement l'administration a laissé nager les membres du Secrétariat et ne leur a donné aucun avis. Et les citations ont commencé à pleuvoir. Certains furent convoqués en session à huis clos. De là, certains ont passé en public, certains pas. Si la personne est "coopérative" et parle, on la laisse tranquille. Si elle refuse de parler, on répète l'opération en public pour livrer l'intéressé en pâture aux journalistes et à l'information sensationnelle. La technique utilisée et la situation juridique impliquée sont très compliquées en cette affaire, et je ne sais pas si j'arriverai à en parler en quelques lignes. En effet, les institutions américaines sont très différentes des nôtres, et les mœurs politiques aussi, à ce que j'ai pu constater. Vous vous rappellerez la bizarrerie de l'affaire Alger Hiss, ce cas célèbre de 1949. Ce sont les mêmes techniques qui se retrouvent ici. Les éléments principaux sont tout d'abord le cinquième amendement à la constitution, qui déclare que personne ne peut être obligé à faire une déclaration qui pourrait tendre à l'incriminer. En d'autres termes, c'est la règle selon laquelle nul ne peut être contraint à témoigner contre lui-même. Une autre notion qu'il faut saisir, ou deux plutôt, sont celles de *perjury* et de *contempt*, qui sont deux infractions. Le *perjury*, c'est le faux-témoignage, la preuve qu'on a fait une déclaration fausse sous serment, qui est punissable de prison. Le *contempt*, c'est, traduit, le "mépris", une infraction spéciale dont la substance est d'exprimer du mépris en refusant de répondre à une question à laquelle on a l'obligation de répondre. Selon qu'il s'agit d'un tribunal, on parle de *contempt of court*, ou du sénat, de *contempt of*

senate. Le jeu des trois éléments, cinquième amendement, *perjury* et *contempt* fait toute l'histoire tragique des gens qui passent à la barre. Le cas Hiss, vous vous en souviendrez, avait laissé bien des doutes subsister. Hiss avait été condamné non pour espionnage, mais pour *perjury*, sur la base du témoignage d'un nommé Wittaker Chambers, ancien communiste qui a fait une fortune en écrivant le livre de ses aventures dans l'affaire Hiss, caractère plus que douteux dont on avait mis le témoignage en balance contre Hiss. Car, et ceci est une parenthèse, il y a un moyen bien certain d'échapper au rouleau compresseur, si on a été rouge : c'est de passer de l'autre côté, d'aider la police en lui fournissant une longue liste de gens dont on affirme qu'ils ont été communistes, et... d'écrire un livre pour ne pas négliger l'aspect financier de la vie qu'il faut bien continuer à vivre ! La démocratie est magnanime, et elle pardonne à ces gens-là, il en court un certain nombre dans tous les secteurs d'activité : cinéma, théâtre, etc., et ils font un ravage terrible. Fin de la parenthèse. Premier point, donc, vous courez le risque d'avoir en face de vous quelqu'un qui vous dénoncera comme ayant fait telle ou telle chose, le plus souvent ayant appartenu au parti communiste à un moment où Amérique et Russie luttaient côte à côte, et qu'on croira plutôt que vous. Deuxième point, vous risquez de devoir citer des noms de personnes que vous connaissez alors que vous n'en avez nulle envie, et de ruiner de ce fait la carrière de personnes auxquelles vous ne voulez pas faire de mal. Car la loi aux Etats-Unis, est en ce genre de chose telle que lorsque vous avez répondu à une question, vous avez l'obligation, de répondre à toutes les questions qui en découlent, sous peine d'être en *contempt* et d'être condamné pour cela. Ceci rend toute réponse, positive ou négative, dangereuse en diable, et cela a amené les avocats des personnes des Nations Unies citées par le comité MacCarran à recommander vivement à leurs clients de refuser systématiquement de répondre. Résumée jusqu'à la caricature, mais dans son essence exacte, la procédure est la suivante, par exemple. Question : Avez-vous jamais été communiste ? Réponse : non. Connaissez-vous X. ? Oui. Combien de fois l'avez-vous vu ? Dix fois. En quelles circonstances, avec qui, de quoi avez-vous parlé, étiez-vous seul avec lui, connaissez-vous sa femme, avez-vous vu sa bibliothèque, etc., etc. Après toutes ces questions et réponses, question : saviez-vous que c'était un communiste ? Réponse, oui, ou non. Si c'est non : avec une intelligence moyenne, vous auriez dû le savoir, d'après ce que vous me dites de vos relations. On ne voit pas une personne dix fois sans se rendre compte de ces choses-là... Donc, vous le saviez. Maintenant, dites-moi, qu'avez-vous fait pour dénoncer le danger communiste qui menace ce pays ? Réponse comme vous pouvez l'imaginer. Rien fait, probablement. D'où : comment, vous n'avez rien fait, sachant ce que vous deviez savoir, sur la base de ce que vous venez de nous dire, mais cela revient à vous associer avec les communistes d'une manière si étroite que nous devons arriver à la conclusion que vous êtes un communiste vous-même, ou un sympathisant, ce qui revient au même. Et voilà posée la fondation du *perjury*, faux témoignage puisque la personne interrogée avait déclaré au

début qu'elle n'était pas communiste. Maintenant, si après avoir répondu non à cette première question, la personne refuse à un moment quelconque de répondre à l'une des questions qui se suivent en cascade, elle sera prise pour *contempt of senate*, ou mépris du sénat. *Perjury* ou *contempt* mènent l'un et l'autre en prison. La réalité est plus nuancée, et partant plus vache, c'est tout. D'où le fait que si certains des membres du Secrétariat appelés ont invoqué le cinquième amendement, parce qu'ils avaient été membres du parti communiste, d'autres l'ont fait simplement pour se protéger de toute trappe, bien qu'ils n'aient jamais été membres, ni sympathisants, mais simplement parce qu'ils n'étaient pas disposés à tout dire ce qu'ils savaient de toutes les personnes qu'ils connaissaient, ou simplement parce qu'ils craignaient le pire, un témoignage contre eux incontrôlable, et où la parole d'un autre l'emporterait sur leur parole à eux. L'ombre de l'affaire Hiss plane sur tout cela de plusieurs manières. Tout d'abord, parce que ceux qui croient Hiss innocent pensent qu'il a été victime d'avoir trop parlé au début, et qu'il aurait évité tout ennui s'il avait invoqué le cinquième amendement. Ensuite, plus directement, parce que Hiss était un très haut fonctionnaire du *State Department* en 1943, et qu'il fut secrétaire général de la conférence de San Francisco, où fut préparée la Charte. Ce qui fait que pratiquement tout membre américain du Secrétariat relativement bien placé qui est entré aux Nations Unies assez au début l'a fait grâce à une recommandation de Hiss. Quel gibier pour les chasseurs de rouges !

Tout cela a-t-il un sens pour vous ? Je n'en sais rien, car c'est affreusement compliqué. Bref, le fait est que toute une série de membres du Secrétariat, dont Hermann et Marjorie Zap, nos voisins et amis, ont été appelés à témoigner devant le comité MacCarran, et qu'un certain nombre d'entre eux ont refusé de répondre à la question fatidique "Êtes-vous ou avez-vous été un communiste?" Monsieur Lie s'est alors montré très troublé par cela, le pauvre homme. Il a alors suspendu immédiatement, avec paye, tous ceux qui avaient refusé de répondre. Un des sénateurs du comité a alors fait une attaque très violente contre le secrétaire général, disant qu'il ne comprenait pas la faiblesse de son action, et s'en prenant aux Nations Unies qui abritaient ces espions et ces saboteurs. Cela se place il y a deux semaines et Lie a eu alors une première réaction assez violente, déclarant qu'il n'était pas disposé à céder à la loi du lynch. Puis il a quand même fichu quatre des douze à la porte, un pour incapacité, après cinq ans et cinq mois de service, et soi-disant sans rapport avec l'affaire, et les trois autres en vertu de ses pouvoirs discrétionnaires, selon le meilleur intérêt des Nations Unies. Les huit autres ont des contrats permanents, et il ne peut s'en débarrasser ainsi. De plus, la situation est encore plus compliquée. Apparemment, il semble qu'on ait voulu exiger encore bien plus de "têtes" de Lie, et qu'au dernier moment il se soit cabré. Il a paraît-il laissé entendre au président du comité du personnel qu'il était profondément malheureux de l'évolution de la situation, mais qu'il n'avait pas d'autre ressource que de céder à la pression exercée sur lui, étant donné qu'elle venait des américains. Il a également pris il y a dix jours la décision de réunir un

comité de juristes qui serait chargé d'examiner la question des rapports entre la loyauté à son gouvernement et la qualité de membre du Secrétariat. En effet, il s'est déclaré ennuyé, le pauvre, du fait que par le passé il n'avait pu donner les réelles raisons pour flanquer les gens à la porte, étant accusé ainsi de violer les droits fondamentaux des membres du personnel (voir, par analogie, le cas Robinson). Le malheur pour lui et pour sa conscience, c'est que les réelles raisons violent la charte des Nations Unies, tout simplement. Cela a aussi fait le malheur de la conscience de Feller, si je puis me permettre d'être irrespectueux même devant la mort. Le comité de juristes s'est mis au travail vendredi. Il est composé d'un républicain américain, ministre sous Hoover en 1928, d'un conservateur anglais et d'un catholique belge, professeur à Louvain. On attend les résultats, mais comme dit Henderson ce matin, cela ne changera rien là où déjà injustice est faite. Les pauvres auront à faire. On ne peut exclure les communistes car l'Union soviétique et quatre autres Etats sont communistes et ont des ressortissants au sein du Secrétariat. On hésite à poser le critère de la loyauté au gouvernement, car il y a dans la maison une foule de russes blancs, de polonais blancs, d'argentins anti-péronistes, de yougoslaves anti-titistes, le tout à l'avenant. Autrement dit, c'est une impasse, et je me demande quelle pirouette va permettre de s'en sortir. Les décisions du comité auront peut-être une influence sur le sort des huit, et de certains autres qui ont répondu aux questions du comité MacCarran. Dans l'intervalle les événements ont pris une tournure plus que dramatique. Lundi, Lie démissionnait, pour les raisons que vous savez certainement : ne pas être un obstacle à la paix. Mais le lendemain, MacCarran déclarait que c'était lui qui avait fait "sauter" Lie par ses attaques. De plus, exaspéré par le refus de répondre d'une ancienne membre du personnel, déjà fichue à la porte il y quelques mois, il a fait sa fameuse déclaration, endossant celle d'un collègue, selon laquelle les Nations Unies doivent se purger de la bande d'espions et de traîtres qu'elles contiennent, ou elles n'ont qu'à transporter leur siège ailleurs. L'accueil de la démission de Lie au Secrétariat a permis de mesurer le degré d'antipathie que peut atteindre le sentiment d'un personnel pour son patron. Nous avons dû nous faire sérieusement violence pour ne pas danser dans les corridors, ce à quoi nous sommes parvenus, mais la joie était évidente et débordante, surpassant largement l'annonce de la victoire dans le cas Robinson. Mercredi, nouvelle joie à l'annonce de la démission de Feller. Jeudi, la nouvelle tragique de sa mort par suicide a révélé toute l'ampleur de la crise pour ceux qui se demandaient encore si cela était bien sérieux. Lie a fait une déclaration disant que cette mort était due à ses efforts pour maintenir des garanties juridiques équitables pour les membres du Secrétariat en face des calomnies et des attaques exagérées du comité du sénat. Ce qui a amené une réaction extrêmement vive de la part des sénateurs, naturellement, et une nouvelle joute de communiqués de presse. Et les choses en sont là. Le comité MacCarran a ajourné subitement mercredi, on ne sait pourquoi. La version officielle du comité est qu'ils vont continuer leurs enquêtes et recommencer en

janvier, frappant plus haut et plus fort. Une autre thèse est que Eisenhower lui-même serait intervenu et aurait demandé que cela stoppe, pour le moment tout au moins, pour des raisons qu'on ignore. On ne sait, et c'est là qu'on en est aujourd'hui. Les Zap vont faire appel, et cela va être un beau cas... pourvu qu'on prête vie au tribunal administratif, ce qui reste à voir.

Dans cette perspective, je n'ai pas encore vu la presse européenne, et peut-être en a-t-on parlé. Ici tout le monde est persuadé que la question des poursuites politiques contre les américains a joué un rôle important dans la décision de Lie, qui en a marre d'être attaqué comme mou sans cesse par l'Amérique alors qu'il s'est mis tout le personnel à dos à cause des injustices qu'il a commises précisément en cette matière, en jouant trop dur. En ce qui concerne Feller, cas très compliqué, naturellement, et il n'appartient pas aux vivants de scruter la pensée dernière des morts. Incidemment, Feller était un grand ami de Guggenheim, qui aura été certainement terriblement affecté par ce décès. La thèse de Lie est claire : Feller a fait tout ce qu'il a pu pour assurer une bonne justice pour les américains du Secrétariat. Il n'a pas pu en raison des méthodes malhonnêtes de MacCarran et de ses bonzes. La tension qui est résultée entre lui et, après tout, un organe officiel de son pays était trop forte, et il n'a pas résisté. En d'autres termes un martyr de la cause de la justice pour le Secrétariat. Thèse opposée, beaucoup plus vraisemblable et communément admise par le personnel : Feller, bien que libéral de formation et de pensée, a dès le début cédé à la pression américaine. Il était le conseiller le plus écouté de Lie, et considéré par tous comme son Belzébuth, son âme damnée et son esprit malfaisant. Les deux hommes étaient très proches, et cette mort aura été un terrible coup pour Lie. Entre parenthèses, Feller aura été celui qui tout au long, selon cette thèse, a pavé le chemin de la capitulation devant la pression américaine, et a été l'artisan de toutes les bassesses et de toutes les capitulations. Devant l'immensité du désastre se développant au cours des dernières semaines, il n'a pu réconcilier ses actions avec sa conscience restée peut-être attachée à ses convictions libérales antérieures, et cela a craqué. Troisième explication, plus prosaïque, Feller est un libéral, avec un solide passé rooseveltien de *new deal*. Lorsque MacCarran a laissé entendre qu'il frapperait plus haut, il visait Feller, qui de toute évidence doit avoir été un ami assez étroit de Alger Hiss. Feller s'est senti traqué, et sachant que si MacCarran jette son dévolu sur quelqu'un il le ruine, innocent ou coupable tout la même chose, il a été pris de panique et a craqué. Et voilà, chacun fait son choix. Une combinaison des deux dernières théories paraît probable. La première est plaisante à entendre, mais me fait rire cyniquement lorsque je pense à tout ce qui s'est déjà passé, et en particulier à la manière dont ont été traités les Zap. Car, et j'en finirai par là pour vous donner ce que j'espère être une vague idée de la situation, vous avez peut-être de la peine à saisir à quel point toute cette procédure est étrange et contraire à nos traditions. Et à quel point c'est vrai que lorsque le comité a décidé de s'attaquer à quelqu'un, c'en est fini de lui, sans égard au fait qu'il est innocent ou coupable. C'est que c'est le

"noir silence de la peur" qui s'abat sur le pays. Voilà des gens qui invoquent la protection d'un droit inscrit dans la constitution. Le sénateur dit expressément "Vous refusez de répondre, vous devez vous rendre compte qu'on en tire la conclusion que vous avez quelque chose à cacher. Si vous êtes innocent, il vous appartient de le prouver en parlant." Et personne de protester là contre, ce stade est dépassé. Mais cela va plus loin. On a d'une part une liste de noms, de l'autre une accusation générale de subversion, et on livre le tout à la presse. Le Secrétariat des Nations Unies contient une concentration de traîtres encore jamais rencontrée dans aucune place soumise à une enquête, déclare un sénateur après que trois personnes aient refusé de répondre à la fameuse question. Des traîtres, des saboteurs et des espions... mais ces gens sont en liberté, on ne leur fait pas un procès, on ne les arrête pas. On ne les inquiète pas, on n'a pas de quoi, car on n'a absolument aucune charge qu'on puisse retenir contre eux. On se contente donc de les ruiner, en leur faisant perdre leur place et en leur ôtant toute chance d'en trouver une autre ailleurs, en les livrant à l'hystérie savamment entretenue parmi le public. Mais libres, bon sang, libres comme vous et moi parce qu'on n'a pas un excès de vitesse en automobile à leur reprocher, rien, absolument rien. Et c'est à ce jeu qu'accepte de collaborer le Secrétariat des Nations Unies. Ce qui, pour moi, est la fin d'un monde, je dois bien le reconnaître.

5 décembre 1952: *Le rapport du comité de juristes*

Sur le plan général, tout continue à aller de mal en pire. Le fameux comité de juristes a déposé un rapport époustouflant, un avis de droit qui ne vaut pas un pet de lapin, mais qui a le mérite de formuler des conclusions précises : les Nations Unies doivent se débarrasser de tous ceux dont les Etats-Unis demandent le renvoi, pratiquement. Hier soir, on a annoncé que Lie allait renvoyer aujourd'hui tous les fonctionnaires mis en congé spécial en octobre. Cela fera des nouvelles pour demain matin. De plus, Lie serait disposé à rester une année de plus si on le lui demandait. Cela promet de beaux jours, à tel point qu'on se demande encore combien de temps tout cela va durer. Le seul espoir qui nous reste est le tribunal administratif... pourvu que Lie lui prête vie! On ne saurait concevoir une situation plus déprimante et décourageante.

20 mars 1953: *La succession du Secrétaire général*

Sur le plan plus général, il semble que nous en sommes pour M. Lie jusqu'au printemps en tout cas. Une affaire mal emmanchée. Beaucoup d'entre nous auraient voulu voir un indien prendre le poste de secrétaire général, ce qui paraîtrait normal en toute circonstance ordinaire : une personne aussi peu engagée que possible d'un côté ou de l'autre. Mais ce temps-là est dépassé, et les Nations Unies ne sont plus l'Organisation de tout le monde. Padilla Nervo,

Entezam, seraient bons aussi, mais acceptables ? On verra, sans se faire d'illusions.

15 avril 1953: *Le nouveau Secrétaire Général - Le climat politique*

Quelle époque extraordinaire nous vivons, depuis ma dernière lettre. Le Secrétariat est naturellement hypersensible à toutes les manifestations de la "menace de paix", et vraiment cela rend la vie frénétiquement passionnante. De plus, une des manifestations de la détente nous a affectés très directement, comme vous le pensez. La nouvelle de l'accord du Conseil de Sécurité sur le nom de Hammarskjöld a vraiment fait l'effet d'une bombe - de fête, j'entends -. Nous avons immédiatement contacté tous nos collègues scandinaves pour avoir autant d'informations que possible. Tout ce que nous avons entendu est tellement positif que nous devons être déçus ! Personne ne peut avoir toutes les qualités que nous nous plaisons à reconnaître en blanc à celui-ci. Mais ce n'est qu'une réflexion de l'atmosphère, telle que décrite d'ailleurs dans l'article de la Tribune de Genève, que j'ai hautement apprécié. Pour être débarrassés de Lie, nous aurions misé sur à peu près n'importe qui. Romulo est le seul, peut-être, avec lequel nous n'aurions guère fait mieux. Pire n'était pas possible. Nous devons une fière chandelle à la délégation française, qui a pris l'initiative de démolir sensationnellement Lie dans le débat sur la politique de personnel, préparant le terrain à la présentation du candidat qu'ils ont apparemment trouvé eux-mêmes. Le nouveau patron est donc avec nous depuis vendredi dernier, et chacun a retrouvé un brin de sourire, alors que c'était chose disparue depuis des mois. Le débat sur le personnel à l'Assemblée générale a été dans l'ensemble assez positif. Certains ont naturellement suivi la ligne Etats-Unis - Administration, mais d'autres, plus nombreux, ont présenté pour l'avenir des réserves sérieuses, parfois violentes. Il y a eu un accord tacite unanime pour ne pas se référer dans ce débat au passé. L'idée est que le tribunal administratif doit juger, et qu'il ne faut pas s'en mêler. Mais c'est un peu un jeu de balle, car le tribunal n'a pas encore siégé, et il ne pourra pas ne pas prendre connaissance, au moins, des positions exprimées au sujet des principes qui sont en jeu. Dix-neuf personnes, dont nos amis Hermann et Marjorie Zap, appellent leur renvoi. En fait, deux membres du tribunal sont actuellement à New York pour recueillir de l'information complémentaire, et j'ai assisté cet après-midi à une audience publique en la matière. Il est extrêmement difficile de dire ce qui va en sortir, et nous sommes tous passablement tendus. Il n'est pas exclu que le Tribunal siège à Genève, auquel cas je pense que la presse locale y prêtera passablement d'attention. Les appelants voudraient siéger en Europe, pour échapper au climat politique morbide de New York, mais l'administration s'y est jusqu'ici opposé. Mais tout cela n'est que la cuisine interne, reflet des évolutions plus grandes. On ne peut s'empêcher de penser, et c'est probablement une folie, qu'un nouveau

secrétaire général plus la paix en Corée seront peut-être de nature à changer passablement l'atmosphère ici et à faire renaître l'espoir que les Nations Unies retrouveront leur place et leur mission. Ce n'est qu'une espérance, mais elle est bien douce à entretenir, je puis vous l'assurer. On verra. Et l'élément capital, la paix, est au bout d'une route si pleine d'obstacles et d'embûches qu'on se demande vraiment si la chose est possible. J'en ai désespéré une fois de plus samedi dernier, lorsque nous avons vu à la télévision une conférence de presse donnée par les sept journalistes américains rentrant de Moscou. C'était édifiant en diable, je vous l'assure. Ces pauvres bougres ont été attaqués avec une violence inouïe par une meute de collègues dont aucun, je dis bien aucun, n'a posé de question sur ce qu'ils avaient vu. Tout tournait autour du rôle néfaste d'un tel voyage, du fait qu'ils s'étaient prêtés à la propagande communiste et qu'il eût été plus décent de n'y pas aller. Comme il s'agit de rédacteurs de journaux très orthodoxes, même pas teintés de libéralisme, de petites villes, qui avaient demandé eux-mêmes à faire le voyage, ils l'ont trouvée plutôt mauvaise, et certaines de leurs réponses étaient destinées, on devait le penser, à se justifier aux yeux de McCarthy plus qu'à toute autre chose. Révélateur de l'état d'esprit ici, du reste. Tout le monde est un peu perdu, et se demande ce qui va se passer. Ces gens qui se sont nourris de chair d'ours (soviétique) pendant cinq ans ont tous l'air d'avoir peur de crever de faim à l'idée qu'on déciderait de ne plus tuer d'ours. La bourse de New York "fout le camp". C'est ce qu'on appelle ici la "dépression Malenkov". Un beau fourbis, je vous l'assure. De quoi rire, si ce n'en était à pleurer.

26 mai 1953: *Le climat politique, ses conséquences à l'ONU L'appel des Rosenberg*

Sur le plan plus général de la maison, le grand chef est donc parti, et est à Genève ces jours-ci. L'impression favorable du début subsiste, bien que nous ayons été alarmés par le fait qu'un américain a encore été vidé par lui juste avant son départ, le premier depuis qu'il a repris la charge de Secrétaire général. C'est un cas assez troublant, purement politique. Mais d'autre part l'administration fait tout ce qu'elle peut pour que ce dernier cas puisse passer devant le tribunal administratif en juillet avec les dix-neuf autres, ce qui est une espèce de fiche de consolation; l'idée serait qu'il se tient à la politique établie par le secrétaire général sortant, mais qu'il facilite l'examen de l'ensemble par l'organe judiciaire. Le tribunal devait siéger originalement à New York. Il a décidé ensuite de siéger à Genève, ce qui était un avantage énorme pour les recourants. En effet, à New York, la presse fera un foin du tonnerre autour de l'affaire, l'atmosphère sera empoisonnée, et toutes sortes de pressions seront possibles. Nous étions donc fort contents, mais il est devenu très certain que non seulement ceux des recourants qui devaient aller à Genève, quatre seulement, mais aussi les avocats

des vingt n'obtiendraient pas de passeport du State Department. La justice était donc paralysée et le tribunal dans l'incapacité de fonctionner normalement. Aussi l'administration essaie-t-elle de convaincre le tribunal de décider de siéger à New York. C'est très fâcheux, et on ne sait vraiment pas ce qui vaudrait le mieux, un tribunal jugeant à Genève sur pièces ou un tribunal entendant les parties à New York. Quoi qu'il en soit, nos amis Hermann et Marjorie Zap ont passé et passent toujours par une très sale période. Il s'est mis à la fabrication de meubles, et elle essaie de faire le commis voyageur pour placer sa marchandise. Pour un ingénieur et une économiste, cela fait un changement plutôt sérieux. Et ils sont tous comme cela. Un a trouvé un boulot idiot chez Fred Zeserson, qui est dans un métier ridicule mais au moins remplit une fonction utile : il permet de vivre aux persécutés politiques. Sur neuf personnes dans sa boîte, ils sont six "marqués" qui ont leur carrière ruinée et qui vivent et travaillent en "la bouclant". Et je vous assure que cela n'a rien de subversif: ils vantent les mérites de l'oreiller à plumes par rapport à l'oreiller en caoutchouc, ils composent une berceuse destinée à être reproduite sur un disque donné gratuitement à tous ceux qui achètent un pyjama pour bébé, ils envoient de la réclame à 1660 journaux hebdomadaires dans tout le pays pour de la crème à raser ou pour des machines à écrire, ils vantent les mérites du biscuit pour chiens sucré, et le tout à l'avenant. C'est la fameuse "*science of public relations*" en action, vraiment du beau. Fred en souffre passablement, car il se rend bien compte que c'est de la frime. Comme il le disait hier soir lorsque nous parlions de tricherie à l'école, pourquoi mon fils ne tricherait-il pas, je triche le monde toute la journée dans mon métier. C'est une situation pathétique, et parfois bien dure. Mais la seule satisfaction est cette entraide, qui est vraiment merveilleuse à voir. Ils s'aident les uns les autres, se repassent les tuyaux pour les places, se passent mutuellement des commandes, et font partie de ce vaste cercle de solidarité inlassable qui leur permet de tenir le coup face à l'inquisition. Pour le moment, la plupart d'entre eux vivent et peuvent entretenir leur famille et ramasser de l'argent pour payer les procès des autres, et ce n'est déjà pas mal.

En rapport avec la situation ici, un sommet de tragique et de ridicule tout à la fois a été atteint vendredi, quand Julia Henderson, ma directrice, n'a pas reçu de passeport pour se rendre à Genève à une session du comité de coordination qui se réunit aujourd'hui. Pas refusé, naturellement, mais on n'a pas eu le temps de terminer l'enquête relative à sa loyauté, et elle est donc au "frigo" jusqu'à ce que le FBI et le State Department aient décidé si elle est une bonne américaine. Nous sommes dans le pétrin, car le chef de la section qui s'occupe des questions qui sont discutées à Genève est Gustavo Duran, un espagnol républicain devenu américain en 1940. Il est de temps en temps attaqué par McCarthy, ce qui était dans le temps une plaisanterie mais est actuellement une menace très sérieuse. Lui s'est carrément vu refuser un passeport, pour autant que nous sachions, et il est pris ici comme une souris dans une trappe, malgré tout son passé européen. Pour un homme qui est venu en Amérique chercher refuge contre le fascisme,

c'est plutôt ironiquement amer. Un incident s'est produit, du même ordre, au sujet de la représentation américaine à la Commission des questions sociales. Une directrice d'un des collèges de filles les plus réputés du pays avait été pressentie par Eisenhower pour le poste. Tout paraissait tellement sûr qu'elle avait même vu Julia Henderson la semaine avant la session pour discuter certaines choses relatives à la session. Puis au dernier moment, pas de "clearance", et la bonne dame n'est jamais venue. Les Etats-Unis ont en conséquence été représentés à la commission par un diplomate de carrière, assisté d'un sous-fifre de Washington. Le New York Times, qui a tendance à croire que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes depuis qu' Eisenhower tient le manche, en a perdu le souffle. Dans un éditorial d'une violence rare, il a dénoncé l'absurde sans pareil auquel on en arrive. Mais il n'y a pour s'étonner que les gens qui ne veulent pas voir.

Dans cette atmosphère, l'offensive de paix continue à gêner tout le monde, et ce chameau d'Oatis s'est comporté comme un ingrat. On avait tout bien préparé pour lui donner une publicité du tonnerre et faire de son cas une magnifique plateforme pour recommencer la musique et rattraper le retard dû aux machinations diaboliquement pacifistes du Kremlin, et voilà qu'il se dégonfle. Il a fait des choses qui selon le droit tchécoslovaque constituent de l'espionnage. On lui demande s'il a reçu des piqûres, et il dit que oui, quand il avait la tuberculose, et du calcium et du glucose pour le fortifier. On lui demande s'il a donné des informations à l'Ambassade des Etats-Unis à Prague et il refuse de répondre. Bref, une catastrophe, bien pire que lors du retour des neuf journalistes américains qui avaient visité Moscou. Ca tombe à plat, et il disparaît des nouvelles en un clin d'œil. Tordant. La bourse ne se porte pas trop mal, depuis que la raideur américaine a de nouveau obscurci l'horizon à Panmunjon. Il y a bien cet anglais, nommé Churchill, qui a un peu troublé l'atmosphère, mais pas trop gravement. L'absurde de la situation est reflété comiquement dans les manchettes de journaux. Trois fois au moins, il y a eu de grands titres: "LES ROUGES CEDENT" suivis de raidissements américains après quoi les mêmes journaux portent deux jours plus tard "LE NON DES ROUGES EMPECHE L'ARMISTICE". Authentique, je vous le jure. Le nord a cédé sur le principe du rapatriement obligatoire immédiat, point fondamental, et il a cédé sur la question de l'envoi des prisonniers hors de Corée, deuxième point par ordre d'importance. Mais on lit tous les jours encore ici que l'Amérique est disposée à rencontrer les rouges à mi-chemin, mais qu'il faut qu'ils cessent de parler et prouvent par des commencements d'actes qu'ils sont disposés à relâcher leur intransigeance; autrement cela ne vaut pas la peine de discuter avec eux. Et quand Churchill leur dit poliment qu'ils se foutent du monde et de la paix, ils sont offensés, parce qu'ils ne voient vraiment pas le point, je vous assure. C'est incroyable, mais je vous assure que c'est vrai, je le vois : ils lisent encore tous les jours des commentaires au sujet de l'offre de Eisenhower de rencontrer les rouges à mi-chemin, et pensent qu'ils ont un chef d'Etat bien généreux et bon d'en offrir

autant. Et que peut-on attendre d'autre ? June Steingart, l'épouse de Charles, fait donc des modèles pour catalogues, comme je vous ai dit. Une de ces boîtes lance des chemises Nations Unies, une avec un drapeau français, d'autres modèles, et une, enfin, avec le chapeau rouge et les banderilles d'or du toréador, et pour le catalogue la mention "Espagne". June s'étonne, et demande: "Mais pourquoi l'Espagne, qui n'est pas membre des Nations Unies? Et la réponse vient sans hésitation: "Vous êtes communiste, ou quoi?" Et le public continue à être conditionné. Le dimanche soir à la télévision, c'était il y a huit jours, quatre respectables sénateurs discutaient gravement la question du budget militaire. Il faut empiler assez de bombes atomiques pour pouvoir les frapper chez eux s'ils nous attaquent, il nous faut plus d'avions pour porter la guerre en Russie, ils ne comprennent que la force et s'ils ont actuellement plus d'avions que nous, il faut forcer la production pour qu'il n'y ait pas de doute au sujet de savoir qui est le plus fort, et patati, et patata. Ça dure une demi-heure, et ça impressionne le popolo, parce que ce sont quatre parmi les 96 hommes qui font le sénat américain, c'est-à-dire la pluie et le beau temps dans ce pays, à peu près. Et malgré cela, je pense qu'il y a moins de raisons d'être pessimiste, sur le plan international, qu'il y a six mois. La déclaration de Churchill a une portée très grande, et elle place la position du monde occidental non-américain dans un jour très net. La communauté européenne de défense est sérieusement ensablée, pour autant que je puisse m'en rendre compte d'ici. On reste naturellement à la merci d'imprévus, mais je suis persuadé qu'on aura un armistice en Corée, malgré tous les obstacles qui subsistent encore. Et après cela, bien des choses changeront. Ceux pour lesquels l'avenir est noir, ce sont nos amis américains, qui n'ont pas de raison d'espérer et pour lesquels une réduction de la tension internationale risque de signifier une persécution politique accrue. Mais enfin, on n'a pas encore exécuté les Rosenberg, après tout. Au contraire, on leur a offert, pour la n-ième fois, de racheter leur vie en parlant. Il y a maintenant plus de deux ans qu'ils sont condamnés à mort, et leur cadet, de six ans, a décidé que "papa et maman ne m'aiment plus, ils ne restent jamais avec moi". L'aîné, qui a dix ou onze ans, est au courant de la situation et comprend ce qui se passe. Mais assez d'argent a été ramassé, parmi les petits salaires et certains gros aussi, pour que l'avenir matériel au moins des enfants soit assuré.

Le 26 mai 9 heures 30. Lisant les journaux de l'après-midi avant de m'endormir hier soir, je suis tombé sur la décision de rejeter le dernier appel des Rosenberg. Je venais de vous parler d'eux dans ma lettre, qui se trouvait ainsi dépassée avant même d'être terminée.

18 juin 1953: *Situation difficile en Corée - Vers la fin pour les Rosenberg*

J'avais espéré, et presque cru, que je quitterais l'Amérique dans une atmosphère d'armistice, mais les très graves nouvelles de ces dernières 24 heures en font douter. Rhee a vraiment trouvé le moyen d'embêter le pot. Comme disait ironiquement quelqu'un ici aujourd'hui, maintenant ce sont les marionnettes qui tirent les ficelles ! Sur le plan national, la tension dégagée par l'affaire Rosenberg est atroce. Jusqu'il y a une heure, on ne savait pas s'ils seraient électrocutés à 11 heures ce soir ou non. La cour suprême a remis sa décision à demain, et ce sera de nouveau une de ces journées de tension. Hier, ça a été la douche écossaise, la décision de Douglas accordant un renvoi au début de l'après-midi, puis demande de *l'Attorney General*, et la décision de la Cour de se réunir. La consternation a succédé à la joie avec les heures passant. Fred Zeserson et les Steingart, nos sous-locataires, sont partis à midi pour Washington pour participer ce soir à une manifestation de protestation devant la Maison-Blanche. Ils reprendront la route après, vers minuit, et arriveront ici au petit matin.

11 octobre 1953: *La Suisse en Corée - Trieste*

Sur un plan plus général, nous avons suivi de loin avec un gros rire l'affaire des "*Korea-Obersten*" suisses, et avec beaucoup plus de sérieux l'évolution de la situation là-bas en ce qui concerne les prisonniers de guerre. Comment prend-on en Suisse les attaques américaines contre la Commission des nations neutres dont nous faisons partie ? Car enfin, ils ont beau s'acharner contre l'Inde, le fait semble acquis que nous et les Suédois marchons avec les Indiens pour l'essentiel dans toute cette affaire. Mais qui n'est pas pour eux à cent pour cent est contre eux, et pour la grande majorité de la presse américaine il n'y a pas de neutres dans toute cette affaire: les "soi-disant neutres" sont des communistes camouflés (l'Inde) ou des gens qui font le jeu des communistes (la Suède et la Suisse). Les deux grands syndicats américains ont envoyé des protestations à toute une série d'adresses, y compris la Légation de Suisse à Washington. Quel boulot ! A part cela le monde bout, semble-t-il, par petits morceaux séparés : la Guyane, et surtout Trieste, où les américains pourront probablement examiner la résistance offerte par les armes américaines (prêtées aux Italiens) aux armes américaines (prêtées aux yougoslaves). Non, on n'en est pas encore là, mais il semble bien qu'on n'avait pas prévu ici une réaction d'une telle violence. Mais comment l'aurait-on pu ? J'imagine que les diplomates américains sont plutôt prudents dans leurs rapports, s'ils ne veulent pas se faire dénoncer par McCarthy comme subversifs ou suspects ; et avertir des dangers que représente une décision que le gouvernement a l'intention de prendre représente un acte de "subversion" qui n'est probablement plus à la portée de tout le monde.

30 octobre 1953: *La situation en Corée - Elections à la mairie de New York*

On continue ici naturellement à se préoccuper de la Corée plus que de toute autre chose. Nixon se ballade en Extrême-Orient, qui est devenu un lieu de voyage très apprécié pour tous les politiciens américains. Ils veulent probablement être à même de dire "moi aussi, j'y ai été" à Stevenson lors de la campagne électorale présidentielle de 1956. En ce qui concerne les prisonniers de guerre, la presse ici continue à se complaire dans une vue purement isolée des choses, en flagrant contraste avec les rapports que nous recevons du reste du monde, surtout d'Asie. Un vent d'allégresse a salué la scission au sein de la Commission des nations neutres au sujet de l'usage de la force pour amener les nord-coréens dans les audiences, et la nouvelle qu'ils sont disposés à écouter demain est accueillie ce matin avec une visible déception. La mort des prisonniers tués par les gardes indiens a fait titre immense dans la presse, et la nouvelle de l'assassinat de prisonniers par les leurs parce qu'ils envisageaient de demander le rapatriement a été dissimulée dans les pages intérieures, et ceci même par le New York Times, qui en parlait en page 30. L'ambassade de l'Inde à Washington a un bulletin d'information pour ses ressortissants en Amérique, analysant la presse indienne, et on y trouve des renseignements ébouriffants sur la situation dans les camps de prisonniers, renseignements que la presse américaine ne donne pas du tout. Et à part Syngmann Rhee, personne ne va pourtant accuser l'Ambassade de l'Inde de faire de la propagande rouge: Dieu sait si l'Inde est un pays où il ne fait pas bon être communiste. Mais c'est le phénomène usuel d'un monde fermé que se crée l'opinion américaine, avec le plus profond dédain des réactions du monde. Mais enfin, la question que se pose maintenant avec une inquiétude visible le New York Times, qui garde un sens des proportions, est de savoir si Churchill ne va pas vouloir aller voir Malenkov seul, ce qui est fort drôle à lire.

A part cela encore, New York va être dans les nouvelles la semaine prochaine, car on élit le maire, ce qui arrive tous les quatre ans. L'actuel, Impellitieri, avait été élu en tant qu'indépendant, une espèce de surprise. Il a ensuite embarqué le bateau démocrate. Le parti n'a pas voulu le représenter, et il s'est de nouveau annoncé comme indépendant. Mais il y a eu des irrégularités dans la présentation, et il a été éliminé par un tribunal saisi de l'affaire. Trois candidats possibles, donc : le Républicain Riegelmann, le Démocrate Wagner, et le Libéral Halley. Tous font la cour aux trois forces qu'il faut avoir dans son jeu pour être élu à New York: les irlandais, les italiens et les juifs. Aussi chacun, selon qu'il est de l'un des trois groupes, a sur sa liste pour les postes adjoints des ressortissants des deux autres. C'est comique à voir comment cette cuisine fonctionne. On dit même dans la presse que la décision américaine de rétablir l'aide à Israël supprimée il y a une semaine est due à l'intervention auprès de Eisenhower des républicains de New York, étant donné les sentiments anti-

Washington auxquels cette décision a donné lieu dans la population juive de New York. Et le tout à l'avenant. De pronostic, point. Il semble établi que tous les trois sont de purs politicards, avec ce que cela implique dans ce pays-ci. Très difficile d'y voir clair. Riegelman élu serait une surprise, car New York City est traditionnellement un bastion démocrate. Mais même cela est sujet à caution. En plus le parti progressiste a un candidat, illustre inconnu, sur lequel iront se perdre quelques dizaines de milliers de voix en un vote de protestation.

24 novembre 1953: *L'affaire Dexter White*

Il n'y a qu'une question dont je puisse vous parler, car elle occupe tout l'horizon et a eu, je suppose, passablement de répercussions jusque chez vous. Mais c'est tellement compliqué que je ne sais pas trop qu'en dire. Il s'agit de "l'affaire" Harry Dexter White, dont une fille, incidemment, travaille aux Nations Unies. Cette histoire, emmanchée il y a trois semaines bientôt, a pris des proportions extraordinaires et est au centre de la vie politique ici avec tous ses éléments dramatiques auxquels on est habitué. Le dernier acte jusqu'ici est tout récent, puisqu'il remonte à hier soir à 23 heures, quand McCarthy s'est adressé à la nation par la télévision pendant une demi-heure, répondant à Truman. Je les ai vus et entendus l'un et l'autre, comme des dizaines de millions de personnes dans tout le pays. Je pense que les journaux en Suisse auront donné des renseignements sur le cas. En quelques mots, White était un haut fonctionnaire du Département des Finances, contre lequel le *Federal Bureau of Investigations*, ou FBI, qui est la police fédérale, a donné en novembre 1945 et février 1946 des informations indiquant qu'il était suspect de passer des renseignements qui finalement allaient à l'URSS. La controverse au sujet de sa nomination à un poste américain à la direction du Fonds Monétaire International est au centre de toute l'histoire. Il a été désigné à ce poste exactement quand le deuxième rapport dérogatoire a été communiqué. La nomination a été votée par le Sénat sur recommandation de l'exécutif, c'est à dire de Truman. La suite de l'histoire est d'importance capitale pour se rendre compte exactement de ce qui se passe dans cette affaire. White a démissionné le printemps de 1947. Quelques mois plus tard, un "*grand jury of investigation*" a été saisi de son cas à la fin de l'enquête du FBI. Ce grand jury est une institution américaine, qui correspond en un sens à la chambre d'accusation de chez nous. En droit pénal américain, lorsque la police a suffisamment d'information et l'a transmise au Ministère public, l'affaire ne va pas tout de suite au Tribunal. De même que chez nous la chambre d'accusation décide s'il y a assez d'éléments pour faire un procès, il y a ici un rouage judiciaire exerçant la même fonction. Mais cet organe est un "grand jury", dont la tâche consiste à évaluer le matériel dont dispose le ministère public et à décider si oui ou non un procès doit être fait. Toute l'information dont on disposait à l'égard de White, c'est à dire les fameux rapports de 1945 et de 1946 ainsi que tout ce qu'on a pu trouver contre lui pendant plus d'une année

ultérieurement, a été soumise au grand jury, qui a examiné l'affaire et a décidé qu'il n'y avait pas assez d'éléments pour qu'on puisse inculper White, par une décision judiciaire semblable à celle d'une chambre d'accusation décidant de ne pas inculper quelqu'un. White était donc libre et "clarifié". Quelque temps plus tard White a été cité, en août 1948, devant une commission d'enquête parlementaire sur les activités unaméricaines (*unamerican*). Là, il a été longuement questionné et, à peine rappelé dans toute la controverse récente, il a répondu à toutes les questions qui lui ont été posées, contrairement à ce que font la plupart des témoins appelés à comparaître dans des affaires de ce genre. Il a déclaré sous serment qu'il n'avait jamais été et qu'il n'était pas un communiste, et qu'il avait jamais participé à aucune activité subversive ni à aucun acte d'espionnage. Trois jours plus tard, White mourait d'une attaque de cœur. Tel est le décor de fond de l'affaire, sur lequel se déroule en 1953 la plus invraisemblable des comédies. Brownell, l'*Attorney General*, ce qui est en fait le poste de ministre de la justice, déclare que White a été promu au poste le plus important et le plus "sensible" qu'il ait jamais eu par ceux (en fait Truman) qui savaient qu'il était un espion pour l'URSS. Truman flotte dans sa réponse. Il est à New York et ne peut consulter ses papiers, et se contredit plusieurs fois. Puis c'est la lutte entre les comités d'investigation des activités anti-américaines, celui du Sénat et celui de la Chambre des représentants. Dans le désir de battre son collègue du Sénat Jenner, le président du comité de la Chambre Velde envoie une citation "*sub poena*" à Truman, au juge à la cour suprême Clark, attorney general à l'époque, et a Byrnes, ministre des affaires étrangères à l'époque. Velde agit sans consulter les membres de son comité, ce qui est contraire aux règles de procédure. Mais il faut aller vite s'il veut être la vedette et avoir son nom dans les journaux. Une citation "*sub poena*" est une citation accompagnée de la menace d'une peine si on ne comparaît pas, par opposition à une citation simple. Truman est à New York, hésite quelques jours et garde le sourire. Finalement il décide de ne pas se présenter. Clark et Byrnes décident aussi de ne pas aller. Entre temps, Velde est battu par Jenner qui, malin, cite comme témoin Brownell. La veille de la comparution de ce dernier, Truman fait à la radio son discours, télévisé dans tout le pays. Je dois ajouter encore que Brownell avait lancé son accusation non pas dans un débat officiel, mais à un banquet d'une association privée, et ceci quelques jours après que les républicains aient perdu plusieurs élections partielles importantes. Truman a beau jeu de crier à la manœuvre politique. La répercussion de l'affaire a alors déjà été immense. Brownell a fait marche arrière, indiquant qu'il n'accusait la loyauté de personne, mais seulement la négligence de l'administration antérieure. Eisenhower s'était déjà couvert de ridicule à une conférence de presse où, cinq jours après le discours de Brownell et alors que l'affaire White remplissait tous les journaux, il avouait ingénument de rien savoir de l'affaire et avoir simplement dit à Brownell de faire ce qui lui paraissait approprié. Il ajoutait ne jamais avoir rencontré M. White, alors que trois jours plus tard on révélait qu'ils avaient eu une conférence ensemble en

1944 en Angleterre au sujet de questions économiques européennes. Bref, Truman griffe, donne son explication. Il mentionne, sans y insister alors que s'il n'était pas lui-même victime de l'hystérie présente c'eût été son plus fort argument, qu'il n'avait contre White que des rapports non vérifiés et non accompagnés de preuves ; que le poste au fonds monétaire international, loin d'être "sensible", l'est beaucoup moins que celui occupé par White au ministère des finances ; que le deuxième rapport du FBI est arrivé alors que le Sénat avait déjà voté la nomination de White ; qu'il aurait alors été dangereux de bloquer cette nomination parce que cela aurait paralysé l'enquête en cours ; qu'il avait, enfin, laissé aller les choses dans l'intérêt bien compris du pays, puisque c'était le meilleur moyen de continuer à observer ce qui se passait. Des démocrates avaient insinué auparavant que cette décision de laisser White en place avait été prise d'un commun accord avec Hoover, le chef du FBI. Le lendemain du discours de Truman, Brownell témoigne, devant la télévision et la radio naturellement, au sein du comité Jenner. Il insiste sur le thème de la négligence, et fait à cet égard des allusions aux rapports du FBI. A sa suite, Hoover témoigne qu'il n'a jamais donné son agrément au maintien de White. Il se contredit en prétendant que son bureau ne fait que passer des informations et ne donne pas de conseils sur les conséquences à en tirer, et en affirmant dix minutes plus tard qu'il avait déconseillé le maintien de White. Il déclare aussi que jamais il ne serait en faveur du maintien à un poste de l'administration d'un suspect, alors que le lendemain, la presse citait un extrait d'une déclaration faite par lui en 1950 dans laquelle il disait qu'il était parfois nécessaire d'agir ainsi dans le meilleur intérêt de l'enquête, surtout dans les affaires d'espionnage. Une autre controverse se déchaîne au sujet du caractère confidentiel des rapports du FBI. Ceux-ci ne peuvent être publiés ni montrés à personne, notamment pas aux commissions parlementaires d'enquête. Mais Brownell les utilise dans sa défense - car à ce moment là, il est nettement sur la défensive, son attaque a fait boomerang. Comment donc, argumentent les démocrates, est-il possible de discuter une situation si nous n'avons pas accès aux faits, tandis que Brownell en tire et ne cite que ce qu'il veut bien en citer. Puis vient McCarthy, qui répond à Truman. Celui-ci avait déclaré que toute l'affaire était un exemple de MacCarthyisme, qu'il a défini comme étant « la corruption de la vérité, l'abandon, de notre dévotion historique au fair-play », l'abandon de l'observation des règles juridiques dans l'administration de la justice, l'utilisation du gros mensonge et de l'accusation contre n'importe qui au nom de l'Américanisme et de la sécurité, c'est la venue au pouvoir de démagogues vivant du mensonge, c'est le développement de la peur et la destruction de la foi à tous les niveaux de notre société. Hier soir à onze heures, McCarthy répondait. Il a défini le Trumanisme, qui est selon lui le placement des intérêts individuels au dessus de la nation, la combine de parti, etc. McCarthy a constaté que lorsque Truman est venu au pouvoir, il y avait 180 millions de personnes derrière le rideau de fer, alors qu'il y en a maintenant 800 millions. Il a souligné l'importance de la

question des communistes dans le gouvernement, attaqué les alliés de l'Amérique et demandé une politique de dignité. La partie la plus saisissante et la plus inquiétante de son discours a été qu'il ne s'est pas limité aux démocrates-trumanistes, mais a souligné ce qui laisse à désirer chez les républicains. En soulignant l'importance de la question des communistes dans le gouvernement, il a expressément pris position contre Eisenhower, qui avait déclaré il y a une semaine à une conférence de presse qu'il espérait bien que d'ici 1954 - moment des élections partielles au Sénat - cette question appartiendrait à l'histoire passée. Bref, vos journaux vous auront probablement donné aujourd'hui des extraits de ce discours. Le bilan de tout cela est bien difficile à établir. Tout le monde presque semble jouer perdant. Truman nage parce qu'il a donné au moins quatre versions successives de ce qui s'était passé dans l'affaire White, avant d'arriver à son histoire définitive. Brownell semble bien y avoir laissé le plus de plumes. Il a été traité publiquement de "menteur" par Truman, et il n'a pas pu se défendre entièrement d'une manière satisfaisante. Eisenhower vit dans un "vacuum", en dehors des réalités. Sa première conférence de presse, où il ne savait rien de l'affaire, a été un vrai scandale. Plus tard, il a continué à nager éperdument. Il y a deux jours encore, il faisait une déclaration sur "la manière américaine", consistant à rencontrer son adversaire en face, sans avoir l'air de voir aucun rapport entre ce qu'il disait et les méthodes adoptées par un membre de son cabinet et ses amis les chefs républicains. Il fait toujours jouer la corde sentimentale. Ainsi Truman avait dit dans son discours que l'Administration Eisenhower avait embrassé le MacCarthyisme à des fins politiques. Un journaliste lui a demandé à la dernière conférence de presse de commenter. Il a pâli, s'est levé de son siège, a marché vers les journalistes, et a simplement dit "Je laisse cette assemblée décider elle-même de cette question", puis on a passé à la suite. Le New York Times, qui ne perd pas le nord, l'a pris au mot, et ses correspondants ont interrogé 60 correspondants participant à ladite conférence de presse pour leur demander ce qu'ils en pensaient. Et la majorité, tout en déclarant que ce n'était pas le cas du président lui-même, a dit estimer en effet, que "l'Administration avait plus ou moins embrassé le McCarthyisme. Mais c'est la méthode de Eisenhower. Il a fait, l'hiver dernier, un discours condamnant les "brûleurs de livres" au moment où on épurait les bibliothèques des bureaux d'information à l'étranger. Confronté avec cela trois jours plus tard, il a dit que M. Dulles était le maître de la manière dont le State Department organisait ses centres d'information. Un autre perdant dans l'affaire est Velde, qui a reçu des citations à comparaître "sub poena"; celles-ci n'ont pas été honorées et il ne s'est tout simplement rien passé. Il s'agit du même Velde qui voulait l'hiver passé commencer à "investiguer" les églises. Hoover a également été pris dans ses contradictions, bien qu'il soit demeuré, lui, une espèce de figure à laquelle on n'ose pas s'attaquer et entourée de crainte et de prestige. Le New York Times considérait qu'il était ressorti de l'affaire qu'il était l'une des figures les plus puissantes, dans son rôle voilé et demi-secret, du régime. Quant à McCarthy, le

drôle doit se sentir passablement fort pour se permettre le luxe de critiquer aussi ouvertement qu'il l'a fait certains aspects du régime républicain.

En substance, l'affaire White, à ce jour, n'a fait que dramatiser, je crois, l'évolution lente mais certaine des institutions et de la politique intérieure de ce pays. En fait, le ministre de la justice a par son discours "condamné pour espionnage", sur la base de rapports non seulement non vérifiés, mais trouvés insuffisants par l'organe judiciaire compétent, Harry Dexter White. McCarthy hier soir n'a parlé que de "l'espion White". Personne, à part faiblement Truman, n'a reporté le débat là où il devait l'être en droit, et je suis sûr que dans l'esprit de l'immense majorité du public à l'heure actuelle, il ne subsiste aucun doute sur la question de savoir si White était un espion. Autrement dit, c'est le renversement, par le Ministre de la Justice lui-même, je vous en prie, de la règle fondamentale selon laquelle on est innocent si on n'est pas prouvé coupable. Au contraire, toute personne accusée d'être un communiste, même s'il le dénie sous serment, est présumé coupable d'espionnage pour les Soviets tant qu'il n'aura pas prouvé son innocence. En d'autres termes encore, il s'agit du remplacement du jugement judiciaire par un tribunal, par un jugement par accusation policière et questionnage, par un comité parlementaire, jugement qui ne met pas les gens en prison, mais les prive des bases de leur existence économique en leur faisant perdre leur travail et en les empêchant d'en trouver un autre. Cette évolution, je vous l'ai décrite en détail en ce qui concerne nos collègues américains aux Nations Unies. Et pour vous dire à quel point cela est vrai, Cabot Lodge, le représentant des Etats-Unis aux Nations Unies, a fait paraître dans le New York Times de dimanche un article défendant les Nations Unies, qui en ont bien besoin aux yeux du public américain, remonté systématiquement par toute une partie de la presse. Lodge a décrit dans son article ce que sont les Nations Unies, et ce qu'elles ne sont pas. Dans cette dernière catégorie, il dit textuellement que les Nations Unies ne sont pas un nid d'espionnage, car il n'y a rien à espionner, et ajoute pour prouver son argument qu'aucun américain employé à un moment quelconque par les Nations Unies n'a été condamné, ni même accusé devant un tribunal, de commettre de l'espionnage. Magnifique défense, sans doute ! Mais pourquoi donc alors 45 américains employés par les Nations Unies ont été mis à la porte pour des raisons politiques, et tirent maintenant le diable par la queue parce qu'ils sont "marqués" et ne peuvent se reclasser ailleurs. L'exemple de Lodge ruine en fait toute la position américaine pour quiconque veut aller au fond des choses. Mais cela ne frappe plus, car le MacCarthyisme fait son œuvre.

Tout cela n'est peut-être pas tout à fait nouveau pour vous car il y a après tout deux ans que je vous en parle dans mes lettres, et que je décris l'évolution, alarmante l'opinion publique. Maintenant que cela frappe Truman, peut-être plus de gens se rendent-ils compte de ce qui se passe dans ce pays. C'est le paradoxe des choses; la définition du McCarthyisme donnée par Truman et que je vous ai citée ci-dessus aurait probablement été qualifiée de non-sens et de propagande

communiste si elle avait émané d'un simple pékin il y a quelques années. Mais il s'agit d'un mouvement grignotant et dévorant, et son appétit augmente avec le temps. On ne sait ce qui se passera ici et il ne sert de rien de faire des prédictions. Mais je dois dire qu'une des choses qui m'ont frappé en Europe a été la légèreté avec laquelle le McCarthyisme est considéré. Je me rappelle des titres drôles de la Tribune de Genève : "Et voici de nouveau M. McCarthy !" Peut-être l'affaire White aidera-t-elle à modifier la perspective et à réaliser qu'il s'agit de beaucoup plus que d'un simple gigolo. En l'écoutant parler hier soir, l'image m'est venue très nettement de notre famille groupée devant la radio, le vieux Baltic, écoutant le gigolo du Nord dénonçant les *Juden und Kapitalisten* dans les années trente. Il m'est même arrivé de manquer le collège pour l'écouter au début de l'après-midi... et je vous assure que hier soir j'aurais manqué n'importe quoi pour l'écouter. Tout cela, c'est de l'histoire en train de se faire, avec tout ce que cela comporte.

Mais je ne suis pas même sûr qu'il faille être pessimiste. Nous ne savons tout simplement pas ce qui va se passer. Après tout, l'Italie et l'Allemagne avaient une grande tradition d'autoritarisme, tandis que ce pays a une solide tradition de libéralisme politique, et peut-être cela donnera-t-il une tournure toute différente aux événements. Mais enfin, même si cela doit bien tourner, il vaut mieux être conscient et voir venir.

Pour en finir, les côtés comiques d'une tragédie: avez-vous lu qu'il a été proposé le plus sérieusement du monde dans l'Indiana d'éliminer complètement des livres d'école l'histoire de Robin des Bois, parce qu'elle est un instrument de propagande communiste. Le problème a été examiné et débattu, et il a été finalement décidé que l'histoire pourrait subsister, étant entendu qu'il faudrait lui donner une interprétation correcte.

4 décembre 1953: *L'affaire Dexter White (suite)*

Il y a eu dans l'affaire White un rebondissement très révélateur, dont je veux vous donner l'essentiel en quelques lignes parce qu'il illustre magnifiquement ce que je disais. Le rapport du FBI cité par Brownell lors de son témoignage indiquait comme l'un des éléments importants de la position du FBI, en 1946, le fait qu'un haut fonctionnaire du Gouvernement canadien avait informé Washington que la nomination de White au Fonds monétaire international serait préjudiciable à la sécurité des Etats-Unis et serait fort mal vue à Ottawa. Les canadiens se sont mis en boule du fait que Brownell ait publié cette information sans les avertir, et de plus ont fait des recherches pour savoir de qui il s'agissait. Résultat: jamais un fonctionnaire canadien n'a fait une démarche de ce genre. Il y a eu une communication d'un "agent de sécurité" d'une tierce puissance, que tout le monde pense être le Royaume-Uni, qui ne fournissait aucun élément de fait nouveau, mais qui, ayant été informé antérieurement par le FBI des soupçons de ce Bureau contre White, faisait part de son étonnement de ce que

White était considéré pour le poste du Fonds. En d'autres termes, comme Pearson l'a dit au parlement canadien, le FBI n'a fait que recevoir, et non de la source qu'il indiquait dans son rapport, une information dont il était lui-même l'origine. C'est révélateur, parce que cela montre exactement la nature des informations contenues dans les rapports de police sur la base desquelles le Ministre de la Justice "condamne" aujourd'hui une personne déclarée non susceptible d'être inculpée par les organes judiciaires en 1947.

19 janvier 1954: *La situation économique - Ses incidences politiques - McCarthy à l'œuvre - La lutte contre la ségrégation raciale*

En fait, toute la question de l'orientation de l'économie américaine a été au centre des préoccupations vers la fin de l'année et on en a sûrement parlé aussi chez vous. Va-t-on au devant d'une récession, ou même d'une véritable dépression ? Une conférence groupant tous les économistes les plus qualifiés d'Amérique, tant du gouvernement que de l'industrie privée, a annoncé pour 1954 un fléchissement certain, avec environ trois millions et demi de chômeurs à la fin de l'année et un ralentissement de la consommation, entraînant un ralentissement de la production naturellement. L'administration Eisenhower ne veut pas y croire, parle tout au plus d'un "ajustement" de l'économie. Certains observateurs étrangers ont même une vue plus dramatique des choses. Nos fortes têtes du Département des questions économiques, notamment, pensent qu'il pourrait y avoir un sérieux glissement. Un des économistes britanniques les plus écoutés, Colin Clark, a déclaré en Angleterre la même chose. Certains avancent le chiffre de six millions de chômeurs comme le montant probable à la fin de 1954. A vrai dire, toute évaluation de ce genre est naturellement délicate car on ne tient pas tous les éléments de la situation. Ainsi, certains prétendent que l'aspect psychologique de la situation est susceptible d'influencer passablement, bien que non décisivement à la longue, sans doute, la courbe. Or il est de fait que les investissements continuent à être ici extrêmement élevés. Dans les derniers mois de 1953, ils ont atteint des chiffres très considérables, n'indiquant nullement de descente. Ce qui indique que les gens croient encore que la machine va continuer à tourner normalement et sans accroc. Le patatras en sera-t-il tout simplement plus retentissant dans quelques mois ? On n'en sait naturellement rien. Un seul fait est certain : il y a un problème, et même un malaise, cela ne fait aucun doute. Sur le plan politique, la courbe économique aura naturellement des répercussions très importantes. Tout d'abord en matière intérieure, les démocrates ont tenu le pouvoir pendant vingt ans en proclamant que les républicains au gouvernement avaient mené à la catastrophe économique du début des trente. "Les Républicains, c'est la dépression" est un slogan dont on a usé et abusé jusqu'au trognon. Et cela a pris. Il a fallu que le souvenir tragique de la crise s'estompe bien et qu'une nouvelle génération d'électeurs monte pour que les démocrates puissent être déboulinés. Et maintenant une plongée se prépare sous la première

administration républicaine, vous pouvez vous imaginer l'effet et les "on vous l'a bien dit" qu'on entendra partout. Ce pourrait être pour les républicains le plus sûr chemin vers la porte de sortie pour 1956. Et la personnalité de Eisenhower n'y fera probablement plus autant qu'en 1952, encore que le grand sourire ait toujours son attrait pour la masse. A part cette cuisine intérieure, calage ou pas calage de l'économie a des répercussions encore bien plus considérables sur le plan général. On dit ouvertement dans les journaux ici que les Etats-Unis ne peuvent pas se le permettre, sous peine de donner raison à ceux qui considèrent que la crise économique est inévitable en régime capitaliste, ce qui aurait un effet désastreux pour le prestige du système à l'étranger. Il y a naturellement parmi eux tout le camp des marxistes en économie qui prétendent que la crise américaine est un phénomène naturel, qui se serait déjà développé bien auparavant si elle n'avait pas été empêchée par deux actions successives importantes changeant le cours économique naturel, à savoir d'abord le plan Marshall, fournissant par l'ouverture de crédits à l'étranger en fait une espèce de financement de l'économie privée américaine, et ensuite la réorientation vers la production militaire à la suite de la guerre de Corée, accompagnée par l'aide militaire à l'étranger qui elle aussi revient dans une certaine mesure au financement par l'Etat de la production privée nationale, d'une manière indirecte. Si un relâchement de la tension internationale et la paix en Corée devaient être suivis au bout d'un certain temps par un fléchissement économique ici, il se trouverait sûrement assez de gens pour établir une relation de cause à effet assez embarrassante pour les Etats-Unis. Tout ceci représente donc un domaine fort complexe et très important, on s'en rend compte. Une autre question que certains se posent ici est de savoir si une atténuation de la guerre froide et un fléchissement économique auront pour conséquence un renforcement des forces politiques réactionnaires dans ce pays, ou au contraire leur échec. Nous étions au début de janvier invités chez des américains, nouveaux venus au village, chez lesquels une grande discussion s'est ouverte à ce sujet. Les opinions étaient franchement divisées, même parmi des gens ayant des vues politiques plus ou moins semblables. Les uns pensent que le sommet de la puissance de la démagogie de droite, telle qu'incarnée par McCarthy, est dépassé. Il pourra y avoir encore des sursauts, des gens arrêtés, et tout le reste, mais paix plus certaine et récession économique doivent nécessairement conduire les Etats-Unis vers une nouvelle forme de *new deal*, d'économie rooseveltienne, dirigée, avec un libéralisme politique accru. Les autres croient au contraire que la situation troublée qui résulterait d'une évolution telle que celle supposée serait un champ fort fertile pour les démagogues, et serait peut-être même susceptible de les porter au pouvoir. C'est très difficile de se faire une opinion. Personnellement, je penche plutôt vers les seconds, à en juger par l'expérience italienne et allemande, où c'est dans le chaos économique que les démagogues ont trouvé leur terrain le plus fertile. Mais comparaison n'est pas raison, et il est possible que l'évolution aille après tout très différemment ici. Il est de fait que Roosevelt a sauvé en 1933 et les années suivantes le système

capitaliste américain, et peut-être se souviendra-t-on de nouveau alors de son génie.

Ceci répond du reste à une remarque de maman dans une de ses dernières lettres, selon laquelle McCarthy ne deviendrait pas une "grande puissance", parce que les américains ne le permettraient pas. C'était je crois une question. Comment y répondre ? Comme je l'avais déjà dit, il y a ici un phénomène qui se développe dans un terrain où on ne sait pas du tout ce que les réactions pourraient être.

Tout est possible, mais tout espoir est aussi possible, car il y a ici dans une certaine mesure une tradition de libéralisme politique qui peut avoir dans un moment sérieux de grandes influences, et qui n'existait pas en Italie et en Allemagne. Mais n'empêche pas qu'on en est à "attendre et voir" et que le tout n'est pas nécessairement clair comme de l'eau de roche. Incidemment, une des dernières histoires du bonhomme McCarthy atteint le summum du sensationnel, je pense. Le sénateur est en train de rechercher de l'espionnage à Fort Monmouth, une station d'essais secrets de l'armée. Un bonhomme, savant qui y travaillait, a été suspendu pour "tentative de passer des informations en Tchécoslovaquie". Accusation sérieuse, et certains journalistes ont essayé de gratter ce qu'il y avait derrière. Le New York Herald Tribune et le New York Times, notamment, se sont amusés à ce jeu, et leurs révélations sont sensationnelles. Le savant en question avait fait des recherches sur un sujet particulier. Ces recherches avaient été "déclassifiées" par l'armée, c'est à dire qu'elles avaient été déclarées du domaine public, et soumises à aucune restriction. Après quoi le type a écrit un article sur ses travaux, qu'il a publié, imprimé, dans une revue scientifique américaine à large diffusion, qui a des abonnés dans divers pays. Un jour, notre savant reçoit une lettre d'un professeur en Tchécoslovaquie qui lui demande s'il pourrait lui envoyer un tiré-à-part de son article, dont il a entendu parler. Ici commence l'affaire. Au lieu de mettre un tiré-à-part dans une enveloppe et de l'envoyer comme ce serait la chose la plus naturelle de le faire, notre savant va trouver son chef et lui fait part de la demande qu'il a reçue, en demandant s'il croit que c'est en ordre d'envoyer l'article. Le chef répond que oui, mais que ce serait une occasion d'envoyer une lettre de propagande avec, vantant la démocratie occidentale. La lettre est préparée. Finalement, les grosses légumes s'en mêlent, trouvent l'idée pas bonne, et il est décidé de ne rien envoyer du tout. Et voilà, le tour est joué. Le type a été suspendu de ses fonctions, vous réalisez ce que cela signifie, pour avoir tenté de passer des informations en Tchécoslovaquie, parce qu'il a eu le scrupule de demander s'il pouvait envoyer un tiré-à-part de son article. Avouez que c'est une histoire qui compte. Un autre nouveau développement dans la technique du Sénateur, très révélateur aussi de ses intentions, est qu'il a refusé à un témoin le droit de témoigner sous serment qu'il ne s'était jamais livré à de l'espionnage, après que le témoin ait refusé de dire s'il avait été ou était un membre du parti communiste. C'est la confusion des problèmes en plein. Evidemment, McCarthy en vit, faut-il s'étonner. Mais cela a été ouvert pour la première fois aussi

clairement. Le témoin s'était fixé une ligne claire, cela se voyait: pas de réponse au sujet de l'appartenance à un parti politique, car c'est du domaine de la liberté d'opinion. En revanche, témoignage au sujet de toute activité dont je pourrais être soupçonné qui serait contraire à la loi. Et bien non. Ce n'est plus possible. McCarthy tournant autour du pot après son refus sur la première question, le témoin a demandé à faire une déposition sous serment concernant le fait qu'il n'avait jamais participé à une activité subversive, et le sénateur l'en a empêché. Pour repasser, dans un autre secteur, à une note qui est drôle à force d'être ridicule, la cour suprême étudie actuellement le problème de la séparation des races dans les écoles. Le gouvernement fédéral et certains plaignants prennent des cas tests, veulent faire dire à la cour que des écoles séparées sont contraires à la constitution, qui prévoit l'égalité des citoyens. Incidemment, toute l'argumentation des Etats du Sud est orientée sur la célèbre formule des "facilités égales mais séparées". Ces Etats ont dans certains cas fait de sérieux efforts pour développer des collèges et universités très bien équipés pour les noirs, afin de pouvoir dire que les dispositions de la constitution sont respectées, car il y a des facilités égales pour l'enseignement, bien qu'elles soient séparées. Bref, c'est à disloquer cette formule qu'on s'attelle maintenant. Or toute décision à ce sujet ne pourrait naturellement viser que seulement les écoles publiques, car les écoles privées peuvent poser les conditions d'admission qu'elles veulent. Dans ces conditions plusieurs Etats, dont la Géorgie, se disposent, pour le cas où la cour suprême leur donnerait tort et déclarerait inconstitutionnelle la formule des facilités égales mais séparées, se disposent donc, tenez-vous bien, à supprimer purement et simplement le système des écoles publiques de l'Etat, et à remettre l'ensemble du domaine de l'éducation entre les mains de personnes privées. Etant entendu, naturellement, que l'Etat pourra accorder d'importants subsides financiers à ces privés pour les aider dans leur œuvre d'éducation. Mais ce ne sera qu'un subside à des écoles privées, lesquelles auront naturellement le droit de fixer les conditions d'admission qu'elles voudront, notamment en raison de la race. Joli, n'est-ce pas ? Ce n'est pas fait, mais les parlements de plusieurs Etats du Sud ont pris les mesures nécessaires pour que la législation à cet effet puisse être considérée dès que cela sera nécessaire. Vive le droit et vive les juristes, ne trouvez-vous pas ?

18 mars 1954: *La confrontation entre l'armée et McCarthy*

Quant à la grande bataille entre l'armée et le sénateur du Wisconsin, elle se déroule dans une atmosphère dont on ne saurait sous-estimer l'importance. Il semble que l'opinion publique, ou une partie d'entre elle tout au moins, ait enfin réalisé le sérieux du problème McCarthy. Une réaction de la presse britannique, citée dans le New York Times, non seulement fait un parallèle entre le sénateur et Hitler, mais encore entre Eisenhower et Hindenburg. De toute façon, une

grande épreuve de force est engagée, pour laquelle il y a hélas trois solutions, et non seulement deux : victoire de McCarthy, défaite de McCarthy, ou solution de compromis évitant de la casse. On sait, hélas, combien le Président se plaît au troisième genre. Bref, d'ici ma prochaine lettre, on y verra peut-être plus clair, et j'espère que j'aurai quelque chose à vous raconter.

23 mai 1954: *L'empoignade Armée-McCarthy - Murrow en mire - L'affaire Oppenheimer - Indochine et Corée*

La presse suisse nous intéresse toujours beaucoup, et nous recueillons souvent des détails qu'on ne trouve pas dans la presse d'ici. C'est vrai pour les nouvelles d'Amérique, du reste, et je lis toujours très attentivement les correspondances de Washington. C'est un jeu passionnant, car on peut voir ce qui est étouffé ici, ou simplement ignoré. Ainsi, par exemple, dernièrement, la fantastique histoire des anciens ministres de Benès interrogés par le comité Jenner. On n'en avait pas pipé mot, et c'est par la Tribune de Genève que j'ai appris que la séance secrète avait fait l'objet d'un article dans la *Deutsche Sudeten Zeitung*, et tout le déroulement de l'affaire. De même, la fameuse visite de MacCarthy à Baruch avait été mentionnée, mais sans donner d'indications sur ses propos, et c'est la Tribune qui nous en a appris plus à ce sujet. C'est un jeu très drôle. Il y a aussi, je dois le dire, assez d'amusement à lire parfois, avec quinze jours de retard, les déclarations du correspondant de Washington sur McCarthy. Il a déjà annoncé au moins cinq fois que cette fois-ci, ça y était, on allait avoir le sénateur, le président se distançait définitivement de lui, etc. Et toujours la fête continue. La dispute armée-McCarthy a tant traîné qu'on se demandait si on n'allait pas assister à un enterrement en douce. Mais cela n'a pas marché, ce qui est un signe très encourageant. Après le four sensationnel du conseil Syers, qui a accepté le poste de conseil du sous-comité pour donner sa démission après trois jours parce qu'il avait, en fait, fait des déclarations publiques répétées en faveur de McCarthy et même offert de faire une campagne financière pour lui, ils ont enfin trouvé un conseil de poigne, Roy Jenkins, qui paraît un type de grand format et apte à faire le boulot. La procédure d'audience a commencé hier et est complètement télévisée, malheureusement durant la journée de sorte que nous ne pouvons pas suivre toute l'affaire. Mais le New York Times donne une transcription sténographique complète de tous les débats, ce qui promet pour les jours à venir une lecture passionnante. Toute l'affaire est follement amusante pour l'observateur de dehors, et en fait tous les démocrates américains se considèrent dans cette position et ont la grande heure de leur vie politique. Les accusations réciproques portées par McCarthy et Stevens sont de taille, bien qu'elles n'aient pas un caractère pénal. L'armée prétend que McCarthy, Cohn et Carr ont fait une pression terrible pour obtenir un traitement préférentiel pour Shine, un membre du personnel du comité, qui est à l'école de recrues. Ils auraient notamment demandé qu'il soit affecté à New York, pour examiner la

possibilité de l'existence de matériel subversif dans les manuels utilisés à West Point, qui est le Saint Cyr américain. Shine aurait obtenu des permis accordés pour travailler pour le comité et se serait baladé à New York à la place, etc. La pression de McCarthy aurait eu lieu avec chantage et menace de pousser des investigations de l'armée de l'avant s'il n'obtenait pas satisfaction. McCarthy dénie véhémentement tout cela et traite Stevens et ses aides de menteurs. Il dit que l'armée, embarrassée par les investigations qu'il comptait faire, lui aurait offert de lui donner des informations juteuses lui permettant d'investiguer plutôt la marine et l'aviation, à condition qu'il laisse l'armée tranquille. Il affirme que le conseiller juridique de l'armée, Adams, aurait cherché à obtenir par Cohn une place à 25,000 dollars dans une étude d'avocats de New York, et menacé de faire du pétard contre le sous-comité s'il ne l'obtenait pas. Enfin, ces derniers jours il a mis en cause le sous-secrétaire à la défense, Hensel, disant que ce dernier était derrière toute la combine, et faisait mousser l'affaire pour empêcher une enquête sur les profits illicites qu'il aurait réalisés pendant la guerre, alors qu'il était membre d'une grande entreprise et en même temps haut fonctionnaire passant des commandes à cette entreprise. Et voilà, en plus de maints autres détails tout aussi piquants les uns que les autres. Un joli paquet de boue qu'on se flanque par la tête. Et dès hier, le comité cherche à faire la lumière sur le cas. Un beau travail en perspective. L'opinion de beaucoup de gens ici qui ne sont pas des partisans dans la bagarre est que tout le monde a probablement raison quand il fait des accusations, et que chacun a tort quand il traite l'autre de menteur. Il n'y a pas en effet de contradiction entre les accusations et les contre-accusations, qui portent sur des points entièrement différents. La seule contradiction consiste à traiter l'autre de menteur. Ainsi, je ne serais nullement surpris qu'en fait McCarthy et Cohn aient tenté d'obtenir un traitement préférentiel pour Shine et aient menacé "d'avoir l'armée" s'ils ne marchaient pas, que l'armée ait offert un paquet de boue au sujet de la marine à McCarthy, que Adams ait voulu avoir un bon petit boulot à York, et que Hensel ait fait de l'argent pendant la guerre. Toutes ces choses sont de pratique courante dans les mœurs politiques de ce pays, où la corruption est un élément de la culture. Comment ils en sont arrivés à s'empêtrer pareillement, c'est ce qu'on ne comprend pas. Est-ce le fameux mouvement de l'aile modérée du parti républicain pour essayer de casser McCarthy ? Peut-être. Mais c'est un jeu dangereux, car le bonhomme compte sur la masse des gens, et non sur les politiciens, pour le soutenir. En fait, il se révèle un démagogue de valeur. Nous l'avons vu parler deux fois à la télévision au cours de ces dernières semaines, et il fait un travail diabolique avec une aisance parfaite. L'une des fois était dans le cadre de l'affaire Murrow. Murrow est un commentateur de la télévision qui a monté, dans un de ses programmes réguliers, une attaque magistrale contre McCarthy - la Tribune en a parlé - faite uniquement de coupages de films, d'enquête montrant le sénateur en action, et le dénonçant comme un danger pour l'Amérique. La réponse a été des plus encourageantes : des milliers de lettres et de télégrammes ont afflué à la Station,

les félicitant pour leur courage. McCarthy a demandé temps égal pour répondre c'est à dire le programme complet d'une semaine subséquente. Il a naturellement obtenu, car c'est une règle du jeu ici - sauf avec les gens de gauche, naturellement, qui n'ont pas voix au chapitre du tout. McCarthy a, dans sa réponse, complètement ignoré le programme de Murrow, et n'a pas pris position au sujet de ce que les gens avaient vu. Il a fait une démonstration extrêmement simple. Le danger pour l'Amérique, c'est Murrow, et je le prouve : son émission a reçu des louanges de la part des éléments de gauche dans ce pays, y compris le Daily Worker communiste. Qui défend votre pays: celui que les communistes attaquent, moi, ou celui que les communistes louent, Murrow ? Et ça y était. Le tour était joué, assaisonné de gros et petits mensonges au sujet de Murrow et de sa carrière, et d'une allusion au retard de dix-huit mois intervenu dans la préparation de la bombe à hydrogène ! Et il n'est pas prouvé que cela ne prend pas. Au Texas, la semaine dernière, McCarthy a reçu un accueil chaleureux, et il reste à voir si les républicains peuvent se payer le luxe de le briser en une année électorale. Car c'est une année électorale de nouveau. C'est vraiment fatiguant, car il semble qu'on est à peine remis de la campagne présidentielle. Mais le Sénat est renouvelé par tiers tous les deux ans, et ce tiers peut naturellement influencer la balance, surtout quand le partage est égal comme maintenant. Nous avons eu aussi l'affaire Oppenheimer, un autre de ces trucs invraisemblables. Je suppose que la presse suisse en aura parlé, mais nous n'avons pas encore reçu les journaux de ce moment-là ici. Mon pronostic est un verdict de blanchissage et la ré-intégration du bonhomme dans toutes ses fonctions. En effet, l'affaire a fait un pétard du tonnerre, et j'ai peine à croire qu'il en aille autrement. Des gens très en place ont en effet ouvertement pris position pour Oppenheimer, qu'on veut couper des sources d'information secrètes alors qu'il est d'accord pour reconnaître qu'en fait, il a fait la bombe. "Couper qui de quoi ?", comme disait malicieusement un journaliste à cette occasion. En fait, l'affaire est sortie quelques jours après la déclaration de McCarthy au sujet des dix-huit mois de retard, et bien que cela ait été dénié, tout le monde semble bien penser qu'il s'agissait d'ôter de l'eau du moulin du sénateur en faisant plus de zèle que lui. En résumé, l'enquête qui a commencé hier peut être très importante, et il vaut la peine de la suivre de près. Mais ne vous emballez pas trop à l'optimisme du correspondant de Washington de la Tribune, qui prend parfois ses désirs pour des réalités. Ce n'est qu'à la longue qu'on verra vraiment où on en est, pour le mieux ou pour le pire.

Tout cela fait un peu oublier aux américains la vie internationale. Les pauvres, ils aimeraient tellement l'oublier, à quelques jours de la conférence de Genève. Vous allez vraiment être au centre du monde pour un temps. Résultats probables : nuls, pour autant qu'on puisse le voir à l'avance, je pense. Le fait est, et la presse européenne l'a dit, que les américains sont très malheureux à l'idée de la conférence. Dulles s'est fait bien gronder lorsqu'il est rentré de Berlin, et il a dû, avant de partir, faire tant de promesses de ne pas faire ceci, de

ne pas faire cela, qu'on se demande bien ce qui reste à discuter. Rien, en fait. Nous avons suivi avec tension le voyage européen de Dulles le week-end des Rameaux, il n'a pas ramené à Washington sa déclaration, mais combien de temps les alliés pourront-ils résister à la pression des Etats-Unis ? Ce matin nous vient de Paris l'indication que la position américaine est qu'il faut continuer à se battre en Indochine, car toute paix profiterait à Ho Chi Minh. A la veille d'une conférence de la paix, c'est plutôt prometteur ! L'évolution américaine au cours des deux derniers mois en cette matière a été étonnante, depuis Eisenhower qui déclarait le 10 février que ce serait une catastrophe d'envoyer des soldats américains en Indochine jusqu'au point de vue actuel. Mais il s'agit d'une guerre de religion, pour les gens d'ici. On ne se pose pas de questions. Une déclaration de Dulles à un des comités du Sénat dernièrement avait à peu près textuellement la ligne suivante : la situation est très grave en Indochine, les Chinois envoient des armes et des techniciens, ce qui est terriblement proche d'un acte d'agression ouverte. On lui demande alors : que pensez-vous que nous devons faire? Et Dulles répond : nous avons déjà envoyé des armes et des techniciens, et il faut probablement en envoyer encore plus ! Cela ressemble à une histoire de fous, quand on le lit la tête froide. Mais ça passe, hélas. L'Inde, la Birmanie et l'Indonésie, heureusement, ne marchent pas. Ils savent ce que c'est, eux. Et on veut faire un pacte de défense de l'Asie du Sud-Est sans eux, en conséquence. Ce qui est une absurdité géographique purement et simplement, sans même parler de politique. Mais ici, on vante de Castries, et on cite la vertu militaire française retrouvée : "Allons enfants de la patrie..." (sic, dans le New York Times). La patrie de qui, je vous en prie. Celle des français, qui habitent de l'autre côté du globe ? Ou celle des 22.000 allemands qui sont morts en Indochine dans les rangs de la légion étrangère. Je dois dire que j'ai été peiné de voir que même la Tribune de Genève semble parfois - voyez du Bochet – perdre de vue la perspective "guerre de libération coloniale" qui est la seule qui compte aux yeux des asiatiques, et qui fait promener les avions américains autour de l'Inde parce que Nehru ne veut pas qu'ils passent par chez lui. Cela ressemble bien fort à notre presse tournant franquiste en 1937, avant même la bataille de Teruel. Et même à cet égard, la naïveté de nos occidentaux est extraordinaire, qui ne se rendent pas compte qu'il se passe quelque chose dans le monde. Dimanche dans le New York Times, il y avait un article sur la situation en Indochine, écrit de Bangkok parce que la censure en Indochine est telle qu'elle ennuie même les américains. On y disait, noir sur blanc, qu'il y a cinq ans, entre 90 et 95 pour cent de la population de l'Indochine était en faveur de Ho Chi Minh, mais que la situation s'était améliorée depuis lors. 90 à 95 pour cent, alors quoi ? En faut-il encore beaucoup plus pour pouvoir parler d'un mouvement "populaire" et démocratique, au sens de gouvernement voulu par le peuple ? Une phrase comme celle-ci est en elle-même la condamnation de toute une ligne politique et militaire. Cessons donc de parler de liberté et de démocratie, et parlons de

caoutchouc et d'étain. On saura alors qu'il s'agit clairement d'une épreuve de force, et on saura à quoi s'en tenir. Mais pour l'immédiat, cela ne change guère les perspectives de Genève : pas de reconnaissance de la Chine populaire, pas de concession territoriale à Ho Chi Minh, pas de gouvernement avec la participation de Ho Chi Minh. Cela promet bien du temps perdu. Pour la Corée, je ne crois pas non plus qu'on puisse espérer mieux que la stabilisation d'une situation de fait. Là aussi, les points de départ sont trop éloignés, comme ils l'étaient à Berlin pour l'Allemagne. Mais enfin, l'agression a été repoussée, le statu quo est rétabli, et est-il possible d'espérer mieux? L'Inde n'est pas invitée, mais elle viendra probablement faire rapport sur la question des prisonniers de guerre, qui a naturellement contribué à raidir les positions. Les Indiens n'ont pas encaissé que les Nations Unies les aient lâchés dans cette question. Ils restent convaincus que les camps étaient organisés et contrôlés très strictement, souvent par la terreur, et qu'une proportion importante - bien qu'une minorité, toutefois, probablement - ont été violentés en direction de Formose et du Sud. Ils n'ont pas pu conduire à bien leurs enquêtes sur les cas de meurtre qu'ils avaient découverts, car les Nations Unies ont non seulement refusé de coopérer à l'enquête, mais ont exigé la remise des prisonniers qui étaient retenus pour assassinat de certains de leurs co-prisonniers qui voulaient rentrer au nord ou en Chine. De plus, les Indiens se souviennent, alors que tant de gens l'ont oublié, qu'ils ont été entièrement aux côtés des Nations Unies lors du début de la guerre de Corée, jusqu'au moment où le 38ème parallèle a été franchi en automne 1951. A ce moment, ils ont pris la position que l'agression avait été repoussée et que le rôle de sécurité collective des Nations Unies était rempli. Ils ont averti solennellement que si on poussait au nord, cela pourrait avoir des conséquences politiques incalculables. A ce moment là, il n'y avait pas de Chinois dans la guerre. On a passé outre, et on a voulu aller à la frontière chinoise, ce qui a créé le pétrin politique invraisemblable dans lequel nous nous trouvons. Je suppose que si les américains veulent aider les français à "nettoyer" l'Indochine jusqu'à la frontière chinoise, les conséquences ne seront pas moindres, mais pas seulement politiques. Et je pense que l'Inde, avec ses 360 millions d'habitants et ce que cela représente pour l'Asie, se chargera bien de le dire. En face de tout cela, il y a naturellement les Français qui sont fatigués de la guerre, et les anglais qui voudraient qu'on leur fiche la paix, au sens propre, et qu'on permette à Hong Kong de survivre. De sorte que cela promet d'être drôle tout de même. Mais la conférence à trois entre les américains, les français et les anglais risque souvent à Genève d'être plus passionnante - et plus pathétique - que les grands débats Est - Ouest.

13 mai 1954: Armée - McCarthy (suite) - La Conférence de Genève

Sur le plan général, j'ai essayé de me représenter ce à quoi la radio française faisait allusion quand elle a dit que McCarthy cessait son activité d'investigateur. Le bonhomme n'est pas encore mort, je crains. Peut-être s'agissait-il de l'annonce que l'enquête sur l'affaire entre lui et l'armée était suspendue. Elle l'est pendant une semaine, mais a repris hier, et le point de vue que McCarthy a exprimé au contraire le plus souvent est que tout cela est bien idiot quand il y a tant de travail à faire pour poursuivre les communistes aux Etats-Unis, qu'il veut en finir avec cette enquête afin de pouvoir recommencer le plus vite possible son travail d'investigateur. En fait, il semble bien qu'un accrochage entre le sénateur et le Président se dessine plus nettement que jamais, et McCarthy attaque maintenant la Maison Blanche plus que jamais. Mais tout cela est surtout une lutte qui se prépare, et non encore une bataille gagnée. Je dois dire que c'est rafraîchissant de lire la Tribune, et on y retrouve le sens des perspectives. Ici, même dans le très sérieux New York Times, l'enquête armée-McCarthy prend chaque jour plus de place que la conférence asiatique. Une majorité de gens semblent penser que McCarthy y laisse sérieusement des plumes, mais naturellement ce ne sont pas des amis du sénateur, et chacun met sa propre optique à ce genre de choses. Il paraît clair, en tout cas, que le parti républicain n'a rien à y gagner, et les démocrates, tout en étant bien tranquilles, continuent à jouir énormément de la situation. La Tribune, incidemment, est une attraction pour certains de nos amis, qui veulent en savoir beaucoup plus sur la Conférence de Genève que ce que dit la presse américaine. Nous la lisons avec le plus grand intérêt, vous pouvez imaginer. Tout semble aller à la Conférence comme on pouvait le penser, et selon le bout par lequel on regarde, il n'y a qu'à changer quelques mots aux titres des journaux: "L'insistance des communistes à traiter les trois Etats indo-chinois ensemble paralyse la Conférence", ou au contraire: "L'insistance des occidentaux à traiter les trois Etats indo-chinois séparément paralyse la Conférence". Nous avons noté avec le plus grand intérêt l'arrivée à Genève de Krishna Menon, le bras droit de Nehru en politique étrangère, qui vient regarder ce qui se passe même sans y avoir été invité. Je crois que je vous avais écrit que nous avions eu Menon comme hôte à un dîner au groupe des juristes du Secrétariat. Il nous avait fait une impression extraordinaire.

23 juin 1954: L'intervention américaine au Guatemala

Les difficultés du travail ne sont pas grand-chose dans la tension dans laquelle nous nous trouvons depuis vendredi soir au sujet de l'Amérique centrale. On l'avait vu venir de loin, mais le choc a été dur malgré tout, et j'ai peine à décrire la rage froide qui me domine quand je pense à cette histoire. Mais enfin, un pays où une réforme agraire réussie faisait que le pauvre devenait moins pauvre et le riche moins riche, et où une majorité de citoyens commençaient à ne plus

vivre comme des chiens, représentait en effet un sérieux danger en Amérique latine, car la recherche du bonheur est contagieuse, et l'expérience guatémaltèque aurait pu donner des idées aux majorités indiennes qui sont les serfs fidèles du Moyen-âge social dans lequel vit cette région du monde. En dix-huit ans, on n'a rien appris et rien oublié, et tout se passe comme s'il ne s'était rien passé depuis la guerre d'Espagne, à part la technique, qui a été améliorée. L'assassinat a été bien préparé, et la mort sera sûre, même si elle n'est pas immédiate. Cela ne prendra sûrement pas 33 mois, à peine 33 jours.

14 juillet 1954: *La Suisse en vedette - Les indemnités dues aux personnes "vidées" - Politique étrangère américaine : Amérique latine, Chine - Sort du siège de la Chine à l'ONU*

Au delà du cercle familial, que de choses, toujours la même chose. Je dois dire pourtant que la Suisse a eu sa part de succès ici pendant le week-end. J'ai reçu de chaleureuses félicitations de toute part, et j'avoue avoir été passablement fier. En effet, la décision de la Suisse de ne pas admettre que la Commission américaine d'enquête sur la loyauté des fonctionnaires américains des organisations internationales interroge des gens sur le territoire de la Confédération a fait l'effet d'une bombe et a apporté une bouffée d'air frais même dans la chaleur de cet été new-yorkais. Il s'agit là d'une décision tout à fait remarquable, je vous l'assure, vue d'ici. Le New York Times relevait que c'était la première fois qu'une chose pareille arrivait à une commission d'enquête américaine quelconque. Tout d'abord, la nouvelle avait été diffusée que la décision était basée sur le principe de la neutralité, et on se disait qu'après tout elle avait du bon, même parmi des gens qui d'habitude lui seraient plutôt hostiles. Mais quand la "mise au point" est venue, indiquant que ce n'avait rien à voir avec la neutralité, mais que c'était simplement une application du principe de la souveraineté, cela devenait sensationnel. La Commission venait de Rome, elle partait sur Paris, et tout le monde a saisi la leçon donnée aux grandes puissances de l'Europe occidentale par les minuscules helvètes. Le correspondant à Genève du New York Times a raconté l'affaire mardi. *It makes sense*, comme on dit ici, et j'ai été légitimement pas peu fier. Et puisqu'il semble s'agir d'une semaine faste pour les affaires du personnel des Nations Unies, ça a été ce matin la nouvelle de la décision de la Cour internationale de justice à la Haye au sujet de l'avis consultatif qui lui était demandé : l'Assemblée générale est-elle tenue de payer aux américains renvoyés pour des raisons politiques les indemnités qui ont été fixées par le Tribunal administratif des Nations Unies, ou peut-elle revoir ces indemnités, ou tout simplement refuser de les payer. Je vous avais parlé en hiver dernier du débat qui avait lieu à l'Assemblée générale sur ce sujet. La Cour, par 9 voix contre 3, a rendu un avis qui paraît, pour autant qu'on puisse en juger sur les extraits reproduits dans la presse de ce matin, extrêmement sec et précis: si

deux parties soumettent une affaire à un tribunal, il n'est pas possible à l'une d'entre elles tout simplement de renoncer à se soumettre à la décision si celle-ci ne lui plaît pas. Nous attendons naturellement avec impatience le texte du jugement... et le débat à l'Assemblée générale. En effet, la Cour n'a rendu qu'un avis consultatif, et la question doit encore être décidée. Dans l'esprit de tous les gens normaux, il serait inconcevable, absolument, que l'Assemblée refuse de se rallier à un avis donné par l'organe judiciaire suprême des Nations Unies, la Cour de la Haye. Mais les Etats-Unis ont déjà laissé entendre l'an dernier qu'ils le feraient si l'avis ne leur plaisait pas, et ont déjà indiqué leur ligne de raisonnement. En fait, sans s'y opposer, ils ont été extrêmement réservés à l'égard de l'idée de soumettre la question à la Cour, argumentant qu'il s'agissait d'une question politique très délicate, et non d'une question juridique, et mentionnant que quelle que soit la position en droit, ils devraient tenir compte de ces éléments politiques. Une belle bagarre en perspective. Je serais enclin à penser qu'ils perdront la bataille, encore qu'on ne sache jamais. A la Haye, les trois minoritaires étaient les juges américains, naturellement, et également brésilien et chilien. Si un groupe substantiel de latino-américains devaient soutenir les Etats-Unis, la question serait délicate, car la décision de payer les indemnités devra être prise à la majorité des deux tiers, et les Etats-Unis pourront de toute façon compter sur l'appui de leurs satellites : Turquie, Grèce, Thaïlande, Philippines, et naturellement Formose, le cinquième "grand". Un des aspects les plus pénibles de toute cette affaire a été pour nous de constater que le Secrétaire général, qui avait demandé l'an dernier à l'Assemblée générale d'attribuer les crédits nécessaires au paiement des indemnités, prenant clairement position sur le point de droit, n'a pas maintenu cette position à la Haye devant la Cour, lorsque les auditions orales ont eu lieu. Le chef du Département juridique, qui représentait le Secrétariat, s'est réfugié dans "l'objectivité" et a formellement déclaré que le Secrétaire général ne prenait pas position dans le débat. Ceci n'est qu'une des indications que nous avons de la tendance de M. Hammarskjöld, tendance qui alarme bien des gens, parmi les mieux placés et les plus "orthodoxes". Il semble bien que la tâche de maintenir le caractère purement international de l'Organisation en résistant à la pression américaine soit au delà de la taille d'un seul homme, si capable soit-il et quel que soit son caractère. Le numéro du "Monde" de Paris reçu au Siège aujourd'hui ne relevait-il pas, avec une vague pointe d'ironie, que M. Hammarskjöld lui-même s'était rendu à Berne pour s'enquérir des raisons qui avaient décidé le Gouvernement helvétique à refuser de laisser la commission d'enquête américaine opérer sur son territoire ! Son devoir élémentaire eut été de négliger complètement l'incident, irrelevant de son point de vue, et le Monde l'a bien compris.

Tout cela promet de beaux mois à venir, naturellement. Entre cette question et celle de l'admission de Pékin, les Etats-Unis auront deux belles batailles à livrer. Au sujet de la deuxième, leurs chances me paraissent cependant infiniment

meilleures, et je pense que sauf circonstances imprévues, nous aurons encore pour une année au moins Formose comme cinquième grande puissance de ce brave monde où nous vivons. Vous aurez probablement lu quelque chose de l'hystérie de M. Knowland, ce leader de la majorité républicaine au Sénat, qui veut quitter ce poste et consacrer toutes ses forces à lutter pour le retrait des Etats-Unis des Nations Unies si Pékin reçoit son siège au lieu de Taïpeh. Incidemment, toute la presse ici est nationaliste en diable dans l'affaire chinoise, naturellement. Et n'écrit jamais "Pékin" mais "Peiping", qui est l'orthographe nationaliste. Cette question chinoise a quelque chose d'incroyable et d'irréel, je vous l'assure. Le simple fait est que les américains ont encore d'une manière très aiguë à l'heure actuelle en ce qui concerne la Chine un sentiment de propriétaire dévalisé. Ils ont, ils le disent textuellement tous les jours en s'accusant mutuellement entre démocrates et républicains, "perdu" la Chine et ils ne songent qu'à la récupérer. La question coréenne leur donne naturellement de quoi s'accrocher, malgré que l'argument n'ait jamais porté avec l'Inde et ses associés qui s'étaient opposés au franchissement du 38ème parallèle, et qu'il porte de moins en moins avec les autres occidentaux, depuis l'armistice. Mais tout cela va bien plus profond que l'affaire coréenne. C'est un refus obstiné de se rendre à l'évidence d'un fait historique, militaire et politique tout à la fois. C'est une situation absolument désespérée dans sa raideur, laquelle est accentuée chaque jour par des déclarations tonitruantes. En fait, parmi les facteurs s'opposant à un changement d'attitude un chroniqueur perspicace du New York Times relevait il y a quelques jours en très bonne place "la conviction de chacun, dans l'un et l'autre parti, qu'une opposition farouche à la Chine communiste sera un atout considérable pour sa réélection au Congrès en novembre". C'est la surenchère à laquelle on assiste, à la fois puérile et dangereuse, dans l'atmosphère de guerre froide qui a été si régulièrement et si violemment alimentée que plus personne n'en est le maître. Au deuxième jour de l'attaque contre le Guatemala, c'est un démocrate qui au Sénat demande une aide directe et immédiate aux rebelles, voulant faire mieux qu'une administration républicaine qui, ma foi, ne faisait déjà pas trop mal. Et le tout à l'avenant. Le terrible de l'aventure, si on veut exprimer une attitude sympathique à l'égard des Etats-Unis, c'est la note terriblement négativiste que l'affaire chinoise a donné à toute l'attitude politique américaine. Les Etats-Unis, et certains des journaux les plus modérés commencent à s'en rendre terriblement compte, ne sont plus fondamentalement pour quelque chose, mais contre quelque chose. Et cela déteint sur d'autres domaines, devient une sorte d'attitude politique générale. Comme le remarquait un chroniqueur du New York Times, les Etats-Unis n'aiment pas la Chine rouge, et ils ne veulent pas la laisser entrer aux Nations Unies. Ils n'aiment pas non plus les Etats qui aiment la Chine rouge, et ils quitteront les Nations Unies si ces Etats ne font pas ce que nous voulons. Nous n'aimons pas non plus les anglais, poursuivait-il, et nous n'aimons pas non plus les français. A en juger par les débats de Washington au sujet des responsabilités

respectives des démocrates et des républicains en ce qui concerne la situation politique actuelle, nous ne nous aimons pas non plus spécialement entre nous. Nous n'aimons pas ce qui se passe à Genève, et M. Dulles ne retournera pas dans cette ville, ni même peut-être M. Bedell Smith. Et le tout à l'avenant, Les conversations de Paris changeront peut-être un peu cette attitude, mais cela représentera-t-il un changement sérieux ?

Dans cette atmosphère, la réussite complète de la révolution guatémaltèque est naturellement un baume délicieux, et on s'est gargarisé de ce succès. Et la démocratie va son train : on annonçait hier que les arrestations se montent au Guatemala à 4,000 personnes. La mesure la plus importante prise par le nouveau gouvernement a été de supprimer le droit de vote pour les illettrés. Or il se trouve que la vaste majorité de la population indienne du pays est illettrée. En fait, cette mesure supprime le droit de vote, tenez-vous bien, au 73 pour cent de la population du pays, le nombre de gens qui savent lire et écrire au Guatemala étant de 27 pour cent. Chiffres qui laissent rêveur, naturellement, mais qui ont le mérite de nous rappeler que nous vivons encore dans un monde de misère et de désolation, malgré tous nos progrès. Mais enfin, la United Fruit Company a déjà introduit une procédure tendant à récupérer une partie au moins des terres, non cultivées, j'y insiste, des terres non cultivées dont elle avait été expropriée. En d'autres termes, on n'avait pas privé la compagnie d'un seul bananier, d'une seule banane : on avait voulu distribuer la terre qu'elle possédait sans l'exploiter. Mais c'était trop, et maintenant, tout va rentrer dans l'ordre féodal qui caractérise cette région. Un journal reportait que le budget de la *United Fruit Company* elle seule est beaucoup plus considérable que l'ensemble du budget du ménage de l'Etat de chacune des républiques de l'Amérique centrale où elle opère, Au choc des puissances, on peut s'imaginer ce qui arrive, et ceci n'est qu'une illustration de la nature des liens qui unissent le voisin du nord avec les républiques latino-américaines. Mon patron Lopez-Rey, qui a vécu en Amérique latine depuis 1939 et qui est bolivien, s'en rend bien compte. Vous avais-je raconté cet exemple extraordinaire donné par le correspondant du New York Times à Caracas, au moment de la conférence interaméricaine ? Les Etats-Unis voulaient leur résolution sur le danger communiste dans l'hémisphère occidental approuvée, et les latinos y voyaient une menace au principe de non-intervention auquel ils sont si attachés. Ils manifestèrent leurs sentiments en applaudissant frénétiquement Toriello, le Ministre des affaires étrangères d'alors au Guatemala, qui s'opposait à Dulles, lui donnant l'ovation la plus importante de toute la conférence. Mais au moment du vote, les Etats-Unis retrouvaient presque tous les "leurs", à la seule exception du Guatemala, du Mexique et de l'Argentine. Cela semble paradoxal, commentait le correspondant, mais il faut bien se rendre compte que la nature des liens entre les Etats-Unis et les républiques latino-américaines est telle que si Washington le voulait vraiment, le gouvernement américain pourrait sans aucun doute trouver une solide majorité au sein de l'Union interaméricaine pour adopter une résolution constatant que deux plus deux font cinq (sic). Après cela,

chacun rentre chez soi et "bouffe du yankee" à journée faite. Les étudiants ont manifesté dans toute l'Amérique latine en faveur du gouvernement légitime du Guatemala, certains parlements ont même adopté des résolutions en sa faveur. Mais quand on en vient au test sérieux, à l'expression d'une position gouvernementale, la pression économique est telle que le chameau passe par le trou d'une aiguille. C'est ce qui rend très douteuse l'admission de la Chine communiste à la présente (ou prochaine, en septembre) session aux Nations Unies, et aussi ce qui empêche même d'être absolument certain que les américains renvoyés pour raisons politiques toucheront leur argent, malgré la décision de la Haye.

La question de la Chine se jouera en deux phases, de toute façon. La première sera à l'Assemblée générale, cette année ou l'an prochain. La première question sera de savoir à quelle majorité il faut prendre la décision, simple ou les deux tiers. La Charte dit que les décisions importantes sont prises aux deux tiers et les autres à la majorité simple. Elle donne une liste des questions importantes, qui comprend celle de l'admission de nouveaux membres. Mais il ne s'agit pas ici d'un nouveau membre, comme de l'Italie ou de la Finlande, mais simplement d'un nouveau gouvernement, la Chine, en soi, étant déjà membre. Pour le reste, la procédure veut que la question de savoir si une question est importante et doit être décidée à la majorité des deux tiers est, elle, décidée à la majorité simple. L'Inde et des asiatiques partiront du point de vue qu'il s'agit simplement d'accepter ou de refuser le rapport de la commission de vérification des pouvoirs au sujet de l'accréditation des représentants de la Chine, et qu'il s'agit d'une question évidemment non importante au sens de la Charte, touchant à un point de procédure. En revanche, même d'autres Etats favorables à la Chine communiste seront peut-être disposés à voter en faveur de la considération de cette question comme importante. De toute façon, il y aura probablement deux votes: un, à la majorité simple, pour décider si la question doit être tranchée à la majorité simple ou à celle des deux tiers; et un autre sur le fond de la question, à la majorité qui aura été décidée par le premier vote. La décision de l'Assemblée sera probablement suivie par tous les organes des Nations Unies, excepté, et c'est là que devra se jouer la seconde bataille, par le Conseil de Sécurité. Là, la question sera de savoir si le veto peut s'appliquer à la décision, car les Américains ont déclaré dernièrement qu'ils avaient l'intention de l'utiliser. Au Conseil, la règle est que les questions de fond sont sujettes au veto, et que les questions de procédure sont décidées par un vote de sept voix sans que le veto soit applicable. La question de savoir s'il s'agit simplement de décider de l'accréditation d'un délégué sur la base d'un rapport de vérification des pouvoirs, ou au contraire d'une question de fond, devient donc capitale. Mais en cas de controverse sur la question de savoir si une question est de fond ou de procédure, la décision sur ce point préliminaire est sujette au veto, selon un accord passé entre les cinq grands à San Fransisco en 1945 lors de l'élaboration de la Charte. C'est ce qu'on appelle la procédure du double veto, employée à

plusieurs reprises par l'URSS dans le passé. On vote sur la question de savoir s'il s'agit d'une question de procédure ou d'une question de fond. La majorité a décidé qu'il s'agit d'une question de procédure, mais une grande puissance oppose son veto à cette décision, et la question doit en conséquence être considérée comme une question de fond. On vote ensuite sur la question de fond, qui de nouveau peut être décidée positivement par la majorité, mais la même grande puissance oppose son veto à cette décision, qui est en conséquence rejetée au fond. Il ne semble pas pour le moment que les Etats-Unis doivent envisager d'utiliser le double veto. En effet, ils peuvent compter solidement sur les deux Etats latino-américains au Conseil, sur la Turquie qui y siège également, et naturellement sur la Chine nationaliste. Avec eux-mêmes, cela fait cinq, et laisse seulement six autres voix dans un Conseil de onze, alors que les décisions doivent être prises à la majorité de sept voix. Mais le piquant, naturellement, est que si les américains proclament hautement, pour effrayer les gens, qu'ils utiliseront le veto et par conséquent considéreront la question de l'accréditation de délégués comme une question de fond, on ne voit pas pourquoi les soviétiques ne les prendraient pas au mot et opposeraient le veto à l'accréditation des représentants de Formose, ce qui laisserait le siège de la Chine vide. Une belle salade ! Et on reparle naturellement, dans les milieux en dehors des Nations Unies qui voudraient trouver une solution, d'une idée qui a déjà été exprimée il y a des années : remplacer la Chine par l'Inde en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité, changeant ainsi la composition du groupe des "grandes puissances". Mais ces grandes puissances sont nommées expressément dans la Charte, et une telle décision reviendrait donc à une modification de la Charte, ce qui implique une longue et tortueuse procédure... et l'applicabilité du veto à toute décision en ce sens. C'est le fameux "cadenas", qui fait notamment que le veto s'applique à une décision de supprimer le veto, et qui trouble tant les théoriciens idéalistes de la société internationale. En fait, comme le remarquait avec finesse un des grands internationalistes américains, Clyde Eagleton, à un déjeuner du groupe des juristes du Secrétariat auquel il était invité d'honneur, tout cela est au fond académique. En effet, si on arrive à créer entre les grandes puissances assez de bonne volonté commune pour se mettre d'accord sur une modification de la Charte, cette même bonne volonté commune fera que les Nations Unies pourront fonctionner normalement telles qu'elles sont, sans qu'il n'y ait plus besoin de modifier la Charte à cet effet. Mais tout cela est de la musique d'avenir, et pour le moment nous sommes orientés de nouveau vers Genève. J'ai constaté avec amusement qu'après n'avoir pas donné une chance à Mendès-France, Léon Savary, le correspondant de Paris à la Tribune de Genève, commence à avoir un sacré respect pour cet homme. Ici, il est intéressant de voir à quel point les français du Secrétariat, même ceux qui sont - ne le sont-ils pas presque tous - résolument "de droite", sont disposés à faire confiance à Mendès-France. L'homme est bien connu aux Nations Unies, où il a représenté la France au Conseil économique et social notamment. Il a

laissé le souvenir d'un homme étonnamment brillant et remarquable. S'il est aussi brillant politicien qu'économiste, cela promet beaucoup. On verra. En tout cas, la bonne "julie" reste une lecture passionnante en cette année où Genève est redevenue le centre du monde d'une manière aussi dramatique, et je vous assure que nous l'apprécions chaque semaine. Enfin, le 20 juillet approche et on verra bien où on va, maintenant que tous les grands bonshommes sont de retour à Genève, excepté Dulles, mais y compris Krishna Menon.

24 novembre 1954: *Mendès-France à l'ONU - Décès de Vichinsky*

Sur le plan plus général des Nations Unies, nous vivons ces jours-ci des heures très importantes et émouvantes, et sans vouloir être prophète en rien, je dois dire quand même qu'il s'en dégage sur le plan politique général beaucoup d'espoir et une atmosphère lentement mais sûrement améliorée. Trois événements en deux jours ont fait du début de cette semaine un moment dramatique au possible. Tout d'abord, c'était l'annonce du discours de Mendès-France à l'Assemblée générale, attendu avec beaucoup d'attention par tout le monde. L'intérêt, positif ou négatif, que suscite cet homme est ici même extraordinaire. Margrit est venue en ville lundi matin pour l'écouter car nous avons pu obtenir, à grand'peine je dois le dire, des billets pour l'Assemblée plénière à laquelle il parlait. Vous avez sans doute lu quelque chose au sujet de son discours dans la presse. Il est évidemment passionnant de voir l'histoire se faire devant ses yeux, et c'est l'effet que cela nous a fait lorsqu'il a proposé une conférence à quatre pour mai 1955. Dans l'ensemble, il n'a fait que réaffirmer ses positions au sujet de la question allemande, positions qui, vous pouvez l'imaginer, me font grimper aux murs. En offrant une conférence en mai 1955, après la ratification des accords de Paris et de Londres, il n'a pas apporté la moindre contribution à la solution du problème qui divise l'Europe à l'heure actuelle, puisque c'est cette ratification qui assurera le réarmement de l'Allemagne occidentale et par là mettre en danger toute chance sérieuse de réunification à des conditions acceptables pour l'URSS. Du reste, Mendès-France l'a poussé un peu loin, lorsqu'il a parlé uniquement des accords en question comme étant des accords limitant des armements, et n'a pas même mentionné qu'ils portaient le réarmement de l'Allemagne! Il est un orateur posé, mais direct, et très franc, et il a fait quelques remarques assez carrées. Quoi qu'on pense de ce qu'il a dit, il a la carrure d'un tout grand homme, et tout le monde l'a bien senti. En fait, il a été très applaudi, sauf par les délégations arabes, qui sont toutes restées figées, en raison naturellement de la situation en Afrique du Nord. Une heure plus tard, c'était le deuxième événement marquant, et comment: l'annonce de la mort de Vichinsky. La nouvelle a causé un profond choc, et a été l'occasion de mesurer qu'un certain chemin a été fait depuis un an, même si l'on tient compte des aménités diplomatiques. Il y a eu à cet égard plusieurs

faits remarquables. Tout d'abord, les soviétiques ont délibérément retardé l'annonce de l'événement jusqu'après le discours de Mendès-France afin de ne pas jeter de trouble dans le programme des événements. Il est certain que le Premier français n'aurait pas voulu dire certaines choses qu'il a dites si la nouvelle avait été connue. En fait, il n'aurait probablement pas prononcé son discours du tout. Après l'annonce, la séance a été ajournée, et une séance spéciale a eu lieu l'après-midi pour rendre hommage à Vichinsky. Autre fait remarquable, le Français a rendu la courtoisie aux soviétiques, et malgré un horaire chargé à la minute, Mendès-France est revenu en personne aux Nations Unies pour rendre hommage au nom de la France à la mémoire de Vichinsky. Le représentant des Etats-Unis, Lodge, s'est associé à la trentaine d'orateurs qui ont pris la parole en cette occasion, et il l'a fait en termes courtois, insistant sur le fait qu'au cours des dernières semaines, il avait eu plusieurs entretiens en tête-à-tête avec Vichinsky au sujet de l'énergie atomique, et que cela était peut-être le présage d'une évolution dans les relations américano-soviétiques. Dulles, de Washington, a envoyé également des condoléances à la famille et à la délégation soviétique. Au Secrétariat, cela a été un événement marquant, naturellement, car Vichinsky était l'une des figures les plus connues des délégations, ayant été parmi ceux qui ont siégé ici le plus longtemps. L'impression subsiste d'une espèce de trêve des batailles idéologiques devant la mort, et chacun se plaît à relever les qualités d'un combattant qui faisait son devoir et le faisait bien. L'événement nous a affectés, et la réaction générale était réconfortante. Du reste, nous avons eu il y a quelques semaines quelque chose d'assez émouvant quand le délégué de l'Egypte s'était affaissé en séance, et qu'on a vu bondir à ses côtés le médecin le plus proche, qui était, ... le délégué israélien à la même commission. C'est, du point de vue humain, un réconfort.

Le troisième événement a pris place hier à 12 heures 30, quand la Commission politique a adopté à l'unanimité, de 60 voix et sans abstention, le projet de résolution sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Cela ne veut pas dire que tout est pour le mieux, loin de là, mais il s'agit peut-être là d'une décision de portée historique, et ceux qui le sentent, ou l'espèrent tout au moins, en sont naturellement spécialement heureux.

Incidemment, cette résolution prévoit l'organisation d'une conférence internationale sur l'énergie atomique au plus tard au mois d'août prochain, et dans les couloirs, on parle de Genève comme siège possible. Cela nous a sérieusement alertés, et nous avons immédiatement pris des mesures pour informer Bunche, qui est en charge de cette question au Secrétariat, que nous serions très heureux qu'il fasse tout ce qui est en son pouvoir pour que la date de notre Congrès sur la prévention du crime et le traitement des délinquants n'en soit pas chambardée, ce qui est un réel danger et serait fort embêtant, après toutes les mesures que nous avons prises. Mais naturellement nous ne voudrions pas même donner l'impression que nous comparons la valeur et l'importance

relative de notre Congrès et de la Conférence de l'énergie atomique du point de vue de la réalisation des buts des Nations Unies, et s'il faut céder le pas, nous le ferons. Mais vous voyez que tout n'est pas facile quand on administre un programme technique dans une Organisation politique... ce qui donne raison aux vieux de la CIPP qui voulaient conserver leur autonomie.

21 janvier 1955: *Le rôle de la presse en politique*

La Tribune de Genève continue à trouver son chemin vers Parkway Village. Elle est toujours intéressante au point de vue des nouvelles locales, mais également, savez-vous, sur le plan plus général, où on a parfois beaucoup plus d'informations que dans la presse d'ici. C'est vrai même en ce qui concerne les Nations Unies, parfois, ou du moins les activités qui y sont rattachées. Ainsi, nous avons su, par ouï-dire, que Hammarskjöld avait voulu prendre un Indien avec lui à Pékin et que l'affaire avait mal tourné, mais sans aucun détail. C'est par la Tribune de Genève que j'ai appris qu'il avait eu en vue l'Ambassadeur de l'Inde à Belgrade, qui était anciennement le chef de la délégation de l'Inde aux Nations Unies, Dayal; et aussi plus de détails sur les circonstances de toute cette affaire. Vous voyez donc que la presse "locale" de Genève ne se défend pas trop mal comparée aux "grands" journaux. Ceci me fait penser à un incident très intéressant qui s'est passé il y a une dizaine de jours dans ce domaine. Vous avez probablement lu que les Soviétiques ont libéré à Berlin deux soldats américains qui avaient été prisonniers en Russie pendant plusieurs années. L'un d'eux, ont déclaré les autorités américaines, serait retenu pour être éventuellement poursuivi pour désertion. Le jour de leur libération, la station de radio du "New York Times", qui donne des nouvelles toutes les heures, a pendant trois heures de suite diffusé un bulletin indiquant que la sœur de l'intéressé, au nom de la famille, avait fait une déclaration disant que son frère n'était pas un déserteur, mais qu'il avait au contraire été envoyé en zone orientale d'Allemagne en mission parce qu'il parlait couramment la langue russe. Puis tout à coup, à la fin de l'après-midi, ce bulletin a été éliminé des nouvelles complètement, et le New York Times de dimanche, dans sa section de nouvelles comportant comme à l'ordinaire 96 pages, ne portait pas la moindre trace de cette déclaration. Un contrôle dans les autres journaux a montré qu'il était impossible de découvrir cette information dans un journal quelconque. Elle avait été complètement retirée de la circulation et éliminée. Je n'ai pu m'empêcher de trouver la discipline de la presse remarquable, et la seule chose que je me demande est si une décision de ce genre est concertée, voire "recommandée" officiellement, ou si les éditeurs ont suffisamment de "sens civique" pour prendre une décision de ce genre eux-mêmes sans qu'il soit besoin de leur dire ce qu'ils ont à faire. J'incline pour la seconde solution, en ce qui me concerne, mais je ne sais vraiment pas. Il est certain qu'au moment où l'attention est concentrée sur les aviateurs condamnés en Chine, une histoire d'un soldat américain envoyé "en

mission" en territoire étranger aurait eu un effet plutôt moche. Ce domaine de "l'intelligence" est d'ailleurs assez comique. Il est certainement de politique constante, de la part de chacun, de dénier catégoriquement toute accusation portée à cet égard. Mais d'autre part, sur le plan des histoires sensationnelles générales, on aime montrer au public qu'on est plus malin que les autres. Ainsi, deux magazines à sensation, le Saturday Evening Post et Collier, qui sont des trucs à tout grand tirage, ont il y a quelques mois présenté l'un et l'autre des articles sur le rôle capital de l'*Intelligence Agency* et de son patron Allan Dulles, le frère de John Foster Dulles. On l'annonçait en disant qu'il s'agissait de révélations sur l'un des rouages les plus importants de la politique américaine, et on vantait le rôle joué par ce service dans le renversement de Farouk en Egypte, celui de Mossadegh en Iran, l'évolution de la situation au Guatemala, etc. Ca, c'est pour le public en général. L'activité américaine derrière le rideau de fer y était mentionnée aussi en bonne place, naturellement. Mais lorsque quelqu'un se fait prendre, on pousse des cris de putois et on crie au scandale et à la persécution, C'est vraiment amusant.

19 avril 1955: La Conférence de Bandung - Le décès d'Einstein - La situation chinoise

Au delà de la vie quotidienne, nous continuons à vivre le monde tant bien que mal, au fil des événements importants du moment. Vus de notre perspective mélangée Nations Unies et Amérique, ils sont dominés ces jours-ci (c'est l'élément Nations Unies, pas l'élément Amérique!) par la conférence de Bandung, que l'on considère comme l'un des éléments les plus importants de l'après-guerre. Le fait que pour la première fois une grande conférence groupe les représentants d'Etats qui comptent près des cinq huitièmes de la population du monde, sans la participation d'aucune des grandes puissances "classiques": Etats-Unis, URSS, Angleterre, France, marque sans aucun doute une étape historique importante dans l'histoire du monde moderne, dans ce lent mais constant et inexorable déplacement du centre de gravité hors du monde dit occidental. Cette évolution ne frappe pas encore, si ce n'est en certaines occasions, et elle prendra peut-être bien des dizaines d'années. Mais elle n'en est pas moins réelle et certaine, comme nous le sentons aux Nations Unies plus peut-être qu'ailleurs. Les premiers rapports de Bandung sont du reste mitigés, et on y entend tout au monde. Le cercle des gouvernements "amis" est là: Irak, Pakistan, Thaïlande, Philippines, pour affirmer son attachement à l'Occident. Mais déjà des maillons importants manquent : Egypte, Inde, Birmanie, Indonésie. Et les renversements sont là assez fréquents: l'Iran de Mossadegh serait sans aucun doute aux côtés de l'Inde, tandis que le gouvernement actuel est avec les "occidentalistes". La Syrie est avec l'Egypte, mais demain déjà une révolution pourrait ramener au pouvoir un gouvernement qui serait orienté vers Londres et Washington. C'est l'un des phénomènes mêmes les plus

intéressants... et les plus décevants de la structure politique actuelle de ces pays, que de voir leur orientation générale dépendre de changements de gouvernement qui sont souvent le simple résultat d'une épreuve de force entre de petits groupes, appuyés sur l'armée ou sur la police, alors que la grande masse de la population vit amorphe, dans une situation semi-féodale, et sans avoir l'occasion de participer à la vie politique du pays. Cela est du reste vrai en Amérique latine à quelques exceptions près, avec cette différence que les changements de gouvernement n'affectent guère une politique étrangère qui est assez stable, déterminée qu'elle est par les réalités géographiques et économiques du Continent.

Mais Bandung n'est pas tout. Beaucoup d'entre nous ont été frappés et ont eu le sens d'une grande perte à la nouvelle de la mort d'Einstein, annoncée hier matin à 8.40 heures à la radio, à l'instant où j'allais partir au travail. Cela donne un petit frisson, un sentiment indéfinissable d'anxiété et de mal à l'aise. C'est le genre d'homme que nous aurions voulu pouvoir sentir encore parmi nous dans les années à venir, dans lesquelles on ne sait pas ce que nous réserve la folie des hommes. Personne ne pouvait se permettre de ne pas l'écouter, et c'est un sens de sécurité qui nous est enlevé avec sa mort. Hier soir même, je lisais dans une Tribune de Genève arrivée dans la journée un article de première page signé d'un nommé Reber, relatif aux expériences atomiques du Nevada, dans lequel on citait Einstein. Article, incidemment, qui m'a appris beaucoup de choses. Il mentionnait que des nuages radioactifs avaient "arrosé" le Colorado et que des précautions spéciales avaient dû être prises pour la population. Il ajoutait que ces nuages étaient maintenant sur l'Atlantique, et que plusieurs pays européens avaient dû prendre des mesures d'observation et de contrôle spéciales. Figurez-vous que tout cela était entièrement nouveau pour moi. La presse d'ici n'y a pas fait la moindre allusion. C'est la grande conspiration du silence sur tous les effets qui pourraient être négatifs de ces expériences, dont on nous annonce seulement régulièrement qu'elles ont eu lieu et qu'elles se sont déroulées à la satisfaction des militaires qui les avaient organisées. Où tout cela nous mènera-t-il, je n'en sais rien.

Telles sont les dominantes de la vie politique d'ici telle que nous la voyons, si je vous fais grâce des Quemoy ou pas Quemoy, Matsu ou pas Matsu qui sont le pain quotidien de Washington. La guerre de Chine fait rage entre les Républicains et les Démocrates, et il est difficile de dire lesquels sont les plus confus, les plus inconsistants et les plus belliqueux. La diplomatie soviétique a de nouveau joué un coup de maître dans l'affaire autrichienne, et tout cela n'est pas pour calmer les esprits inquiets du Capitole. M. Stevenson part pour l'Afrique, M. Eisenhower joue au golf en Géorgie, le Sénateur Knowland veut partir en guerre pour libérer les aviateurs, Madame Roosevelt continue à ruiner sa réputation en prenant position contre la défense des îles côtières de la Chine, bref, la vie continue, et continuera ainsi à une cadence accélérée au fur et à mesure que se feront plus pressantes les préoccupations de la campagne

présidentielle de 1956, laquelle est déjà dans tous les esprits et domine toutes les combines.

B. Société et Education

2 mars 1952: *Petite enfance et éducation*

En Amérique, on dit que les gosses doivent naître petits, et pousser vite. Et cela marche, Olivier en est la preuve. Naturellement, le système des six repas y contribue, et leur règle selon laquelle on nourrit les gosses quand ils le veulent. Nous ne marchons pas pour cette dernière règle et nous en tenons à peu près aux quatre heures, mais en revanche nous avons de la peine à éliminer le sixième repas. C'est déjà là que les méthodes d'éducation divergent, et cela ne va aller qu'en s'accroissant. Cela nous fait passablement de souci lorsque nous regardons autour de nous. Mais enfin, il faudra bien trouver un juste milieu, si nous y arrivons. Nous voudrions sauver ce que nous considérons essentiel dans notre système sans que les différences avec l'environnement fassent naître trop de conflits. Un peu un casse-tête, à dire vrai. Et inutile de dire que nous passons pour des barbares aux yeux de nos voisins, tous charmants mais américanisés sinon américains, et "progressistes" en matière d'éducation. Vous en voulez un seul exemple : règle d'or numéro un de la maman, il ne faut jamais, vous entendez bien, jamais, forcer un enfant à manger quelque chose s'il ne le veut pas. Cela pourrait développer des inhibitions et des complexes. Les brochures sur l'éducation distribuées aux parents en masse recommandent au contraire "d'avoir dans le réfrigérateur une variété de nourriture aussi grande que possible, afin que l'enfant puisse choisir ce qui lui fait plaisir". Si un gosse ne veut que de la purée aux pommes, ou que de l'ice-cream, pendant trois jours, il l'aura. S'il a un faible pour des spaghettis et veut des spaghettis tous les soirs de la semaine, il les aura. S'il n'aime pas les fruits, tout simplement, il ne mangera pas de fruits du tout, tout simplement aussi. Je n'exagère rien, contrairement à ce que vous pourriez croire ; tout cela est exactement le milieu dans lequel nous vivons. Les gens sont horrifiés, et nous regardent avec un air supérieur, lorsque nous leur racontons la méthode de la soupe aux flocons d'avoine sur le coin du fourneau, à laquelle nous persistons à croire, Margrit et moi. Ils sont tellement sûrs que les enfants au moins ne développeront pas de complexes et d'inhibitions. Et c'est bigrement vrai, je puis vous assurer qu'ils n'en développent pas. Il serait même bien heureux pour eux et pour la société dans laquelle ils seront appelés à vivre qu'ils en développent un petit peu plus. Un gosse de quatre ans est le plus invraisemblable des paquets de nerfs, désordonné, sautant avec les souliers sur les meubles, hurlant, bousculant tout, sous l'œil fier des parents ! Il n'a pas de complexes. S'il est tout simplement un sale petit gamin agressif, ses parents s'extasient sur ce qu'ils appellent ses "qualités de leader". A moins de quatre ans, un garçon très sérieusement ne fait plus un somme dans son lit après le dîner, il s'assied dans un fauteuil et se repose un moment, "comme papa". C'est un signe de maturité qui réjouit les parents. A cinq ans, un garçon chez qui nous allons en

visite condescend à prêter sa chaise à Daniel, mais non sans faire sentir le privilège que Daniel - et ses parents - ont à ce qu'il veuille bien agir aussi gentiment. Bref, le tout à l'avenant. De quoi rigoler, si on n'avait pas deux bouts d'homme à élever dans ce milieu. Un casse-tête. Prendre le bon et laisser le mauvais n'est pas drôle. Et cela commence déjà maintenant. Nos voisins Zeserson, qui ont eu un bébé sept semaines avant nous, ne laissent jamais crier leur gosse trois minutes : tout de suite de la nourriture ou au moins de l'eau au biberon. Qui plus est, tenez-vous bien, jamais, je dis bien jamais, ce bébé s'endort seul : on le berce sans cesse jusqu'à ce qu'il dorme, après tous les repas. L'image du père faisant aller et venir leur énorme poussette américaine dans la chambre est devenue pour moi le symbole du papa américain. On s'occupe du bébé dès qu'il remue, en toute circonstance. Même s'il devait être tranquille dans son lit, cela n'irait pas. S'il ne dort pas, il a besoin de ses parents : on le berce, ou on le prend de sa poussette. Toujours pour les complexes, du reste. Le gosse a besoin de se développer dans une atmosphère de sécurité, sans quoi il développera des inhibitions fâcheuses. La solitude nuira à ce sentiment de sécurité, donc jamais de solitude. Si on a une hésitation, on téléphone au psychiatre pour enfants, qui a une bonne explication pour tout et une formule pour chaque situation. Le résultat de tout cela n'est pas beau à voir, je vous assure. De l'expérience la plus personnelle, à savoir la manière dont le gosse du voisin se conduit avec Daniel, jusqu'aux données scientifiques les plus vastes - la délinquance juvénile est aux Etats-Unis la plus élevée du monde entier - rien n'est bien engageant dans la "méthode américaine". Mais ils y croient ferme, et nous sommes "vingt ans en retard", comme me le disait poliment, mais avec un accent de supériorité marqué, un américain récemment. Ces problèmes nous préoccupent fort, vous pouvez l'imaginer. Ils sont du reste fort complexes, et c'est un livre qu'il faudrait écrire pour essayer de voir un petit peu clair. Un fait est certain, et c'est qu'il y a là une manifestation très révélatrice de la pensée américaine. Je crois, pour ma part, que l'idée de liberté est développée et exploitée comme un concept à sens unique, absolu, sans limitations quelconques. Alors qu'en Europe, on est élevé dans la perspective d'une liberté limitée par des obligations, qui sont la contrepartie des droits d'autrui, ici tout va dans un seul sens, celui de sa liberté. Ce que cela donne dans une civilisation purement matérialiste telle que celle-ci, ce n'est guère beau. C'est un peu la loi de la jungle, avec des limitations légales plus ou moins artificielles. Le chèque sans provision est ici un truc classique : si cela prend, c'est tant mieux. Il appartient à l'autre partie de vérifier la solvabilité du partenaire avant de fournir sa prestation. Dans la vie de tous les jours, on rencontre cette mentalité à tous les tournants : l'épicier du coin essaiera classiquement de majorer l'addition de quelques cents, et Margrit doit se planter devant la caisse et vérifier chaque produit pendant qu'on les enregistre. C'est sa liberté, celle de se débrouiller. Tout cela, c'est de la débrouillardise, cela fait partie des mœurs. On est malin ou on ne l'est pas, et le plus malin s'en sort mieux. Et pour en revenir aux gosses, je suis

persuadé que cela commence avec les trois jours d'ice-cream et les spaghettis tous les soirs de la semaine. Les enfants ne parviennent tout simplement pas à développer des complexes adéquats, alors qu'on en a pourtant rudement besoin pour vivre en société. Mais il n'y a pas aux Etats-Unis de société, il y a seulement une juxtaposition d'individus qui ont chacun leur "chance". La chance de pouvoir être plus malin que l'autre et le rouler, en fait. Quant à ce que cela donne en politique, il faudra en parler une autre fois. Bientôt, je pense, car les élections présidentielles de novembre commencent à prendre tellement de place ici que je devrai bientôt vous donner un complément aux correspondances de la Tribune de Genève !

15 avril 1952: *Pâques et l'économie*

Pâques s'est déroulé cette année comme l'an dernier, un week-end comme un autre, et presque inaperçu si nous n'y avons mis du nôtre pour créer un peu de l'atmosphère de cette fête. Nous avons travaillé le Vendredi-Saint et le Lundi de Pâques et senti une fois de plus combien New York est peu une communauté chrétienne. A vrai dire, il semble même que la Pâque juive, qui dure un certain nombre de jours et coïncide avec notre Pâques chrétienne, a plus d'importance d'une manière générale. Il y a pourtant des moyens de se rendre compte qu'il se passe quelque chose. La loi économique de l'offre et de la demande joue si bien, dans cette société de la liberté complète, que les œufs ont augmenté de douze cents (cinquante centimes) subitement en un coup au début de la semaine de Pâques. A Margrit qui s'étonnait, on a expliqué que beaucoup de gens teignent des œufs pour Pâques et qu'en conséquence les gens en achètent plus. D'où naturellement – cela semble vraiment naturel à tous ceux qui vivent dans cette économie, et ils s'étonnent qu'on s'étonne – les prix augmentent. Pendant la Pâque juive, les israélites n'osent pas manger de conserves et consomment essentiellement des légumes frais, d'où le prix des légumes est sérieusement augmenté depuis quelques jours. Tout cela redescendra à la normale lorsque les gens voudront moins acheter.

25 mai 1953: *Culture, éducation, matérialisme*

Les Steingart, qui ont loué notre appartement, sont des gens fort sympathiques... Lui est maître d'école et il va au travail tous les matins, en automobile. Elle est artiste et fait des dessins pour des catalogues de mode. Ces temps, elle travaille énormément, car elle doit délivrer des dessins prochainement. Ils ont un enfant de cinq ans. Comme tous les américains qui se respectent, ils se font les deux psychanalyser. C'est de la vraie rigolade, et je n'ai pas encore fini de m'émerveiller de tout cela. Cela leur coûte les yeux de la tête, mais c'est considéré comme faisant partie des besoins essentiels. Je n'y connais toujours pas grand chose dans ce domaine, avec toutes ces différentes écoles freudienne,

néo-freudienne, post-freudienne et ainsi de suite. Ce sont d'ailleurs des "progressistes", comme on dit ici, au point de vue politique, et il se fera probablement vider de son école un jour ou l'autre, peut-être pas trop éloigné. Mais cela ne les empêche pas de se faire psychanalyser. La grande mode, chez les "intellectuels de gauche", c'est le psychanalyste marxiste. Je ne devrais pas être trop disrespectueux, mais c'est vraiment amusant de retrouver chez tous ces gens les mêmes concepts stéréotypés au sujet des relations entre parents et enfants, du besoin de sécurité, du développement des inhibitions, etc. Hier soir, nous avons eu une sérieuse discussion au sujet de la tricherie à l'école, qui est paraît-il ici extrêmement développée. Charles Steingart, et il doit le savoir puisqu'il est maître d'école, prétend qu'en moyenne, le 95 pour cent, tenez-vous bien, des élèves essaient de tricher à l'école, d'une manière ou d'une autre, pour avoir des bonnes marques. Et quand il en attrape, il leur explique et essaie de les convaincre que ce n'est pas bien. Pas de punition. Fred Zeserson, qui était avec nous, était absolument catégorique lui aussi, et trouve qu'on ne doit pas punir du tout un gosse qui triche, que cela ne sert à rien. Après tout, ces gosses ne font que vivre exactement dans la société qui est la leur, et essaient d'arriver par tous les moyens, ce qui est la règle fondamentale de la vie sociale ici. Si quelqu'un doit être puni, ce sont (1) les parents, qui imposent à l'enfant une pression terrible pour qu'il batte son copain, arrive, ait du succès, ce qui est l'idéal final de la vie; et (2) le directeur d'école, qui est responsable de l'importance absurde attachée aux bons carnets et qui est complice de ce *Drang nach Erfolg* qui est le nerf moteur de la vie américaine. Tel quel ! Vous pensez que j'ai du pays à voir avec des gens comme cela. Tout cela est fort complexe, et il y a naturellement une grande part de vérité dans certaines des remarques qu'ils font. Ma position a été que l'explication est certes nécessaire, mais que je ne la considérerais pas comme suffisante. Les situations dans lesquelles se trouve un gosse sont si variées qu'on ne peut pas attendre de lui qu'il saisisse chaque fois les implications sociales de son comportement, qu'il triche à l'école et qu'il ne triche pas à la maison parce qu'il fera une distinction entre la vie sociale à laquelle il participe d'une part et la vie familiale saine qui lui est offerte d'autre part. Mais des traits de ce genre vous montrent à quel point les valeurs culturelles sont différentes ici de chez nous. Plus j'y pense et plus je vois, plus je me rends compte de l'immense fossé qui sépare le nouveau monde de l'ancien. L'exemple cité n'est qu'une infime illustration, et l'opposition des pensées est frappante à tous les stades. C'est naturellement très intéressant pour moi d'être en contact avec Steingart, car sa profession le place au centre de beaucoup de problèmes passionnants. La question de l'enseignement proprement dit est aussi quelque chose où nous avons la plus grande peine à réconcilier nos vues. Je passe à leurs yeux pour un scholastique du Moyen-Age, parce que je trouve que l'instruction exige l'assimilation de certains faits, dans tous les domaines, même si cela implique parfois mémorisation assez pénible. Notre idée est que cela même aide à former le bagage intellectuel et aussi le caractère et la manière de penser. Ici,

ils veulent seulement apprendre à leurs gosses à penser, c'est tout, et les résultats sont naturellement des lacunes sensationnelles dans les connaissances générales. Mais ils ne croient pas aux connaissances générales, au fond. Ou plutôt, ils pensent qu'il appartient à l'enfant et à l'adolescent de les acquérir par lui-même, une fois qu'il aura appris à penser. Ce qui est parfait pour la minorité de cas très brillants et doués, mais un échec complet dans la grande majorité, qui forme après tout le corps des élèves dans notre système d'éducation. C'est surtout dangereux quand, comme c'est le cas ici, le nerf principal de l'élève est d'arriver à gagner de l'argent. A cet égard, Steingart est formel : tout chez ses élèves - 15, 16 ou 17 ans - est axé sur le gain à venir, clé du succès et expression du succès, aussi. Les bonnes marques servent à être admis au collège, et le collège sert à faire de l'argent en obtenant une meilleure place. Et on ne s'en cache pas.. Dans cet ordre d'idées, mais à un tout autre niveau, Stauffer, le cousin de Gailloud, a eu une expérience très semblable dans son école de théologie. Il nous racontait le cas d'un pasteur d'environ quarante cinq ans, qui était de retour à l'école pour préparer un titre supérieur en théologie. Il lui a demandé ce qui dans sa vie l'avait déterminé à quitter momentanément le ministère pour reprendre les études, et le bonhomme lui a répondu très franchement, sans aucune honte, et sans que cela lui soit venu à l'idée qu'il pourrait y avoir quelque chose d'insolite à cela, "Oh, vous savez, j'étais dans une paroisse où je ne gagnais que 6000 dollars et avec mon titre je n'ai pas beaucoup de chance d'être nommé à une bonne paroisse où il faut être docteur en théologie pour avoir une place. Après mon doctorat de cette école-ci, je vais pouvoir doubler mon salaire presque immédiatement". Et Stauffer affirme que cela est l'esprit de toute l'école de théologie où il a été, qu'il n'a pratiquement pas rencontré une seule "vocation", comme on dirait chez nous, mais un groupe de personnes qui ont choisi une profession bien rémunérée; parce qu'elle rémunère bien : il paraît que c'est connu qu'être pasteur est un bon moyen d'avoir un joli salaire. Je crois que l'expérience de Stauffer ici aura été assez cuisante. Il a reçu plusieurs lettres d'amis de Suisse lui demandant de faire au retour des conférences sur les églises américaines et il a carrément refusé, car il ne se sent pas le cœur d'aborder le problème en public. En fait, il n'a que fort peu mis les pieds à l'église, car il a été époustoufflé des premiers sermons qu'il a entendus. Le culte est une réunion sociale, où on entend un pasteur faire une belle conférence sur un beau sujet moral, très rarement basé sur une exégèse de la bible. La grande vogue est naturellement l'américanisme, et la lutte entre les forces du bien et les forces du mal incarnées dans la démocratie de l'Ouest et dans le communisme de l'Est est un sujet inépuisable qui forme actuellement le corps même de la prédication dans les églises américaines. D'un tout autre ordre est un programme de télévision que j'ai vu un soir chez les Zeserson, d'une heure entière, donné par ce qui m'a paru être le Vennes américain. Cela s'appelle "jeunesse en marche". C'était passionnant. Prédication avec un jeune, un Legler, disons, gesticulant et tonnait sur l'écran, cantiques chantés en air de jazz par un chœur faisant

concurrence au meilleur music-hall, vraiment quelque chose d'extraordinaire. C'est probablement une nécessité absolue d'adapter de telles techniques si on veut d'une manière ou d'une autre encore atteindre quelqu'un ici, car la télévision est vraiment reine. Et pourquoi s'en passerait-on ? La publicité, à journée pleine, à la radio, a ce tour-ci : "Vous vous morfondrez à la maison, parce que vous ne pouvez pas acheter de télévision ? C'est de votre faute. La maison X a un plan particulier pour vous. Cela vous dirait vraiment de voir sur l'écran, chez vous, ce soir tel artiste en grande vogue, tel match de boxe ou de base ball important, tel héros cow-boy ? Bien, si vous ne le faites pas, c'est de votre faute, je vous l'ai dit. Prenez votre téléphone immédiatement et appelez tel numéro. Dans une heure, vous entendez, dans une heure, nous serons chez vous avec un appareil de télévision, nous l'installons immédiatement, et vous ne payez rien avant six semaines. A ce moment, vous commencez notre magnifique plan; cinq dollars par semaine pendant quarante cinq semaines, et l'appareil est payé. Difficile de trouver cinq dollars par semaine ? Allons donc.. Un peu moins de cigarettes, un peu moins de chocolat, et vous pouvez voir ce soir, dans votre home, tel artiste etc. etc. Et vous m'avez entendu, pas un sou à payer avant six semaines. Prenez donc votre téléphone et appelez le numéro Y, je répète; Y". Ce n'est pas de la caricature, je vous l'assure, c'est comme cela que ça se passe. Et ça prend, et les gens ont la télévision, Et c'est comme ça, je vous l'ai déjà dit, pour tous les achats importants. L'américain moyen a tout, mais il n'est propriétaire de rien. Le 70 pour cent des autos circulant en Amérique sont probablement la propriété de banques et d'agences crédit, et le tout à l'avenant. Et la vente est poussée à souhait par la publicité, qui est un métier raffiné, au point que maintenant, on l'appelle la "*science of public relations*".

15 juin 1954: *La famille au contact des média*

Nous ne vous avons pas envoyé le McCall juste comme cela. Le canard n'en vaut pas la peine - bien que ce soit, je dois l'ajouter, un des périodiques les plus respectables d'Amérique. Vous aurez probablement découvert maintenant, comme le suggérait Margrit, le petit article à la page 124 consacré à votre petite fille et à ses habitudes pour la nourriture, avec les photos de la famille, en pièces détachées. Une histoire comique. J'ai été approché par le magazine via les Nations Unies, en tant que président de l'association de Parkway Village il y a six mois, juste avant Noël. Ils voulaient que je les mette en contact avec des habitants du village qui pourraient leur donner le sujet d'une histoire de "nourriture comparée". Au cours de la conversation, on en est naturellement venu à parler de ma famille, et ils ont décidé qu'ils n'avaient pas besoin d'aller plus loin, car ils avaient leur sujet. Nous avons un peu hésité, car ils sont enquisissants: ils ont pris des masses de photos, etc., et cela ne paye naturellement pas un sou. J'ai également consulté notre Département de l'information, car les membres du Secrétariat tiennent plutôt à se tenir tranquilles

dans les temps qui courent. Mais leur réaction nous a décidés. Ils ont pris la position qu'une histoire telle que celle qui était envisagée représentait en fait une chose positive pour les Nations Unies, qu'ils encouragent toujours et même parfois provoquent. L'idée est que tout ce qui peut montrer aux Américains la manière dont vivent les gens des Nations Unies est de la bonne réclame du point de vue des *public relations*, et que l'Organisation a tout à gagner à des articles montrant que les fonctionnaires du Secrétariat sont des gens comme les autres, avec leurs problèmes, proches des citoyens d'ici, et non des espèces de monstres qui peuvent tuer impunément et vivent du produit des impôts d'autrui. Et voilà comment se fit l'histoire. En toute objectivité, je crois qu'il faut dire que leur histoire est terriblement quelconque et sans couleur. Du point de vue des conflits culturels ou des problèmes d'adaptation, on aurait pu faire beaucoup mieux. Mais les gens du magazine avaient une idée fixe, et ils voulaient une histoire de comparaison entre la manière de nourrir les bébés, et rien d'autre. Heureusement pour nous, l'affaire a passé assez inaperçue, et nous n'avons pas eu trop de réactions, Margrit a cependant reçu une offre de paraître dans un programme de télévision à la suite de l'article. Mais elle les a envoyés baigner, car nous n'étions déjà pas trop heureux de cette première exhibition.

14 juillet 1954: *Retour sur l'éducation*

Nous nous sommes "embarqués" dimanche pour Hampton Bays, un peu avant dix heures. Les Klapper étaient également en visite chez les Zeserson pour la journée, et c'était ainsi un petit Parkway Village. Nous avons fait d'abord manger les enfants, six garçons, deux de chaque famille, entre six ans et deux ans et demi. Cela a été l'occasion pour moi de réaliser une fois de plus certaines des difficultés qui nous préoccupent passablement ces temps-ci au sujet des enfants. Depuis quelques semaines, nous avons eu de la difficulté au sujet du manger, tant avec Daniel qu'avec Olivier. La chaleur y est pour beaucoup, nous nous en rendons compte, mais ce n'est pas toute l'affaire. Ils ne veulent pas manger à table, tout simplement. En soi, si cela en restait là, ça irait - si cela ne dure pas trop longtemps. Mais entre les repas, c'est la plainte éternelle pour des biscuits ou de l'ice cream, et là cela ne va plus. Sans parler des sucettes et des bonbons. Les voisins ne coopèrent pas trop mal, mais il y a encore toujours des cas où ils obtiennent, avec leur petite gueule "d'enfants de chœur", tout ce qu'ils veulent de la part d'âmes charitables et attendries. Mais ils vivent dans une société indisciplinée à souhait de ce point de vue, et ces chameaux ne peuvent pas ne pas s'en rendre compte. Bref, dimanche, c'était le cas typique : six gamins assis en rond autour d'une table avec une bonne assiette, œuf, jambon, fromage et pain. L'un après l'autre, les deux Klapper et les deux Zeserson ont plaqué leur repas, sans l'avoir presque touché ou dans le meilleur des cas avant le milieu, sous l'oeil passif, presque approbateur, des parents, une petite tape amicale et un gentil "amuse-toi bien ; tu veux du lait avant de sortir ?". Moi qui étais là pour

policer les nôtres, j'ai été frappé par cette dramatisation de la situation, ma fonction étant de veiller à ce que nos gosses, qui de toute évidence avaient grand'faim - comme les autres du reste - mangent bien avant de courir s'amuser. En fait, il n'y a pas eu de problème parce qu'il s'est trouvé qu'ils avaient faim à un point tel qu'ils ont vidé leur assiette plutôt que de courir après les autres. Mais s'ils n'avaient pas voulu, aurais-je dû insister ? Là nous sommes bloqués, car s'il est bien beau d'avoir des principes et de vouloir les mettre en application, l'impact du milieu est tel sur les gosses que nous finirons par en faire des névrosés au contact constant d'une éducation si différente de la leur. Et nous allons cahin caha, faisant de notre mieux, mais sans solution satisfaisante à ce problème jusqu'à ce jour. Et c'est comme cela pour tout, non seulement pour la nourriture, naturellement. Mais enfin, ceci n'était qu'une parenthèse à propos de notre dimanche.....

J'ai appelé Margrit, restée à Hampton Bays, hier soir pour savoir comment cela allait, et ils avaient eu une température délicieuse toute la journée. Tout allait assez bien là-bas, encore que les gosses se chicanaient paraît-il beaucoup, Kenny avec Daniel et Olivier avec Allen. Cela fait partie du tableau d'ensemble. L'éducation américaine donne naturellement à ces gosses un "Drang zum Führertum" dont ils ont tendance à abuser largement quand ils rencontrent des gosses moins agressifs, moins "secure", comme on dit ici. Car l'agressivité, c'est de l'esprit d'initiative, et comme je vous l'ai je crois déjà dit, c'est celui qui ne se bat pas qu'on envoie chez le psychanalyste, non pas celui qui assomme des petits camarades de jeu. Et Olivier et Daniel, de leur côté, peuvent être terriblement "*gsturmi*" et bébés, loin de moi l'idée de voir en eux des victimes seulement. Mais enfin dans l'ensemble, tout le monde avait du plaisir et cela se passait aussi bien que possible...

19 avril 1955: *Le vaccin Salk*

Autre événement, sensationnellement positif celui-là, c'est l'annonce du résultat de l'expérience du vaccin Salk contre la paralysie infantile. La nouvelle a été annoncée avec l'importance qui doit convenir à un fait de cette importance : elle a été "la" nouvelle pendant 24 heures. En fait, nous n'avons pas pu ne pas être émus, dans cette atmosphère dramatique si particulière à l'Amérique, à l'annonce. Il s'agit réellement d'une très très grande chose, quand on pense aux ravages que fait la polio ici. Notre groupe d'assurance médicale nous a déjà envoyé une carte nous avertissant que nous pourrions avoir nos gosses vaccinés par eux, bien que les plans officiels prévoient de se concentrer tout d'abord sur le grúpe d'âge de 7 à 9 ans. Je ne sais pas s'il sera possible d'avoir les trois vaccinés avant notre départ mais nous l'espérons bien, et sommes franchement heureux. Avec la perspective d'aller en Suisse, c'est moins important cette année, mais je vous assure qu'au cours des étés passés ici, 1951, 1952 et 1954, la

question de la polio est une espèce de fantôme qui nous a poursuivis sans cesse. Lorsqu'on en sera là pour le cancer, on pourra dire que l'humanité a fait un sérieux pas en avant. A moins que nous soyons tous radioactifs avant que cela n'arrive, naturellement.

00000000